

1520 2015

JULIET 1988

● LES CITOYENS INÉGAUX DEVANT LA JUSTICE — Pages 14 à 17

# LE MONDE

## diplomatique

N° 413 - 35<sup>e</sup> année AOUT 1988

32 pages - 15 F  
Algérie : 6 DA  
Arabie Saoudite : 19,00 F  
Belgique : 95 FB  
Canada : 2,75 \$ C  
C.F.R. : 990 F C.F.A.  
Espagne : 500 P  
E.U. : 2,75 \$ US  
Gr.-Bret. : 1,30 £  
Irlande : 1,70 £  
Italie : 3,300 lire  
Maroc : 15,50 dir.  
P.-Bas : 5,00 FF  
Suisse : 900 F C.F.A.  
Tunisie : 3,80 FS  
Tunisie : 1 700 m  
Abonnements : voir tarif page 10

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09



Enfances  
saccagées  
(Pages 21 à 23.)

## Liberté

Par CLAUDE JULIEN

**L**a presse est libre. Le savent notamment quelques groupes géants qui jamais ne se lassent d'étendre leur empire. Leur boulimie est sans limite. Ils l'appellent liberté. Liberté d'entreprise, bien entendu. Mais toute liberté qui restreint ou viole celle des autres cesse d'être un droit et devient un abus. Voilà bientôt deux siècles, la Constituante proclamait « un des droits les plus précieux de l'homme : tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement ». Étonnante conquête, audacieuse manifestation de cet esprit nouveau qui, dans toute l'Europe, ébranlait l'ordre établi. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Seule en jouit une poignée d'individus. L'abolition des privilèges ne semble plus être le premier devoir de toute démocratie.

La presse est libre. Mais la solennelle affirmation de ce principe n'a pas suffi. Il faudra attendre la loi du 29 juillet 1881 pour qu'il puisse se traduire dans les faits : « Tout journal ou écrit périodique peut être publié sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement ». En un mot superbe, en quelques mots, la République mettait un terme à l'arbitraire du pouvoir politique. Pourquoi n'a-t-elle pas prêté plus d'attention au pouvoir économique ? Le cautionnement jadis exigé représentait peu de chose au regard des capitaux maintenant nécessaires pour créer une entreprise de presse. Le joug de l'argent ne pèse pas moins lourd que celui du roi ou de l'empereur. Commentaire d'un juriste éminent : « La liberté de la presse appartient [...] à cette catégorie des facultés juridiques de caractère virtuel qui ne sont que de simples possibilités dont l'exercice de fait est subordonné à la puissance économique possédée ou obtenue (1) ».

La presse est libre : si vous ne « possédez » pas la puissance économique indispensable à l'exercice de

ce droit « virtuel », rien ne vous empêche de l'obtenir. Tous les citoyens étant égaux, vous pouvez, comme tel magnat de la presse, vous procurer les capitaux avec lesquels vous édifierez une vaste congrégation multimédia. Il vous suffit d'emprunter auprès des banques, comme vous le faites de leurs décisions. Ainsi naissent de gigantesques affaires de presse. « Les affaires, c'est bien simple : c'est l'argent des autres », disait déjà un personnage d'Alexandre Dumas fils (2).

**L**a presse est libre, et jalouse de sa liberté. Mais elle se heurte parfois à des difficultés considérables. Alors elle se tourne vers l'Etat, dont elle dénonce pourtant, et avec quelle vigueur, les intolérables interventions qui faussent les lois du marché. Elle quémande. Comme la sidérurgie pendant des décennies, comme l'enseignement privé, comme tout groupe de pression apte à se faire respecter, elle obtient subsides et faveurs. Dans le calme, sans manifestation de rue, sans cortège bruyant. Si vulnérable soit-il, le « quatrième pouvoir » sait faire ou défaire une réputation, mettre en lumière ou simplement ignorer tout personnage politique : pas d'élection sans une bonne image publique.

La presse est libre. Souverainement libre malgré ces aides — fiscales, postales, etc. — que la Cour des comptes, en 1984, critiquait sévèrement (3). Voilà plus de vingt ans, M. André Santini (4), qui deviendra secrétaire d'Etat aux rapatriés puis ministre délégué à la communication dans le dernier gouvernement de M. Chirac, en évaluait le montant à 2 milliards de francs. Il dépense aujourd'hui 5 milliards. Neutre, cette manne irrigue aussi bien les feuilles à scandales que les plus respectables journaux ou les publications de pur divertissement. Pas de jaloux. M. Santini observait



Crieur de nouvelles.

que « les livres scolaires acquittent la TVA quand les publications sentimentales en sont dispensées ». Pas de démocratie vivante sans une florissante presse du cœur, de la maison, du jardin, du tricot... Les plus grands groupes, les plus prospères, recueillent la majeure part de ces milliards puisés dans l'escarcelle du contribuable. Ils peuvent ensuite s'offrir le luxe d'acheter, en France ou à l'étranger, quelques nouveaux titres qu'ils ajoutent modestement à leur couronne fleuronnée.

(Lire la suite page 15.)

- (1) C.-A. Colliard, préface à l'Aide de l'Etat à la presse, par André Santini, PUF, Paris, 1966.
- (2) A. Dumas fils, La Question d'argent, 1967.
- (3) Yves Guillaumin, la Presse en France, La Découverte, Paris, 1988, page 120.
- (4) A. Santini, op. cit. L'Aide publique à la presse est courieusement complétée par une aide de l'Etat aux journalistes, sous la forme d'un abattement fiscal de 30 %. On voit mal... pour le bénéficiaire, ce qui le justifie, et pour celui qui l'octroie, l'avantage qu'il espère en tirer...

## FIN D'UNE ÉPOQUE AU MEXIQUE

### Tardives réformes

Au pouvoir depuis soixante et onze ans au Mexique, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a connu, le 6 juillet dernier, malgré la fraude, ce que l'on peut appeler une défaite électorale. Certes, son candidat à l'élection présidentielle, M. Carlos Salinas de Gortari, l'emporte avec 50,4 % des suffrages (50 % de moins que le candidat le plus mal élu de la « famille révolutionnaire » depuis 1917). Mais le parti est battu, pour la première fois, dans quatre Etats (Mexico, Michoacan, Morelos et Baja-California) ainsi que dans le district fédéral. L'opposition — constituée par le Front démocratique national (FDN) de M. Cuauhtémoc Cárdenas et le Parti d'action nationale (PAN) de M. Manuel J. Clouthier — aura envoyé deux cents quarante députés à la Chambre, qui en compte cinq cents, et quatre sénateurs.

M. Salinas de Gortari a accepté « la fin du système de parti unique » ; il s'est engagé à favoriser le « pluralisme démocratique » et à « moderniser le projet issu de la révolution de 1910 ». Y parviendra-t-il ? La voie dans laquelle il s'engage est périlleuse, et trop de précédents — Portugal, Ethiopie, Afghanistan, Pologne... — montrent que, lorsqu'un pouvoir perd la flexibilité indispensable et écarte indéfiniment des réformes devenues nécessaires, il s'expose à de violentes secousses sociales. De telles secousses, aux portes mêmes des Etats-Unis, pourraient avoir de redoutables conséquences.

Par IGNACIO RAMONET

« Le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est d'ordinaire celui où il commence à se réformer. »  
Alexis de Tocqueville.

**D**EMEURES longtemps sourds à la complainte de leurs peuples, nombreux sont les régimes qui, comme le Mexique, ont trop tardé à mettre en œuvre des mesures pour satisfaire les demandes des citoyens. Une telle surdité leur a souvent été fatale. Car, harcelés par les revendications, ils en viennent un jour à esquiver de timides réformes. Et par la brèche ainsi ouverte s'engouffrent alors, précipitamment, un océan d'exigences trop longtemps contenues. Le pouvoir y résiste rarement ; assailli, débordé, il voit bientôt englouti. Car, précise Tocqueville, « il n'y a qu'un genre qui puisse sauver un prince qui entreprend de soulever ses sujets après une oppression longue ». Toute tentative de revenir en arrière accentue la colère des hommes et peut déclencher l'ouragan des révolutions.

Les poubelles de l'histoire regorgent de régimes qui — même fondés avec l'assentiment des citoyens — sont restés figés, refusant d'admettre que les nations mûrissent, que les sociétés

renouvellent leurs ambitions et que l'impératif d'un bon gouvernement est de « se construire sans cesse (1) ».

Les dirigeants mexicains ignorent-ils que, en de nombreux pays, les trop tardives corrections d'ostensibles iniquités ont conduit à de véritables désastres ? Ainsi, parce qu'il retardait l'application de la Constitution moderniste de 1964, le roi d'Afghanistan est détrôné en 1973 par le prince Daoud ; celui-ci fonde alors une pseudo-république mais s'évacue pas stagnation et blocages ; il sera à son tour renversé en 1978 par un coup d'Etat communiste.

Au Portugal, en 1974, après un demi-siècle de dictature, la libération menée par Marcello Caetano, que soutient Washington, provoque le soulèvement militaire du 25 avril et la « révolution des œillets ». Le nouveau régime s'empresse de décoloniser l'ancien empire portugais ; l'Angola et le Mozambique plongent alors dans une longue guerre civile, tandis que Timor vit un cauchemar après son invasion et son annexion par l'Indonésie.

(Lire la suite page 10.)

- (1) Pierre Mendès France, Sept mois et dix-sept jours, Julliard, Paris.

## DANS CE NUMERO : Les devoirs d'une démocratie

Quel est le premier devoir de toute démocratie ? « L'abolition des privilèges », rappelle Claude Julien, qui constate combien, à l'aube du bicentenaire de la Révolution française, les privilèges demeurent vivaces. En particulier dans un domaine comme l'information où, pourtant, les citoyens estiment jouir d'une très grande « liberté » (pages 1 et 15).

**ERODER L'INEGALITE**  
Plus insupportables encore, si l'on peut dire, sont les privilèges en matière de justice : en Europe comme aux Etats-Unis ils nourrissent « ces inégalités qui sapent la démocratie » (pages 14 à 17). Et les journalistes qui se dévouent pour le risque, dans de nombreux pays, de se faire assassiner par « un type » ou servir des nantis (lire page 28 la nouvelle de Mempo Giardinelli). Pour préserver leurs prérogatives et leur indépendance, certains régimes préconisent aussi la corruption ; exemple : le Mexique, où de bien « tardives réformes » risquent de ne rien régler (pages 1 et 10). En revanche, des conventions internationales devraient bientôt éroder certaines inégalités et introduire des améliorations dans divers domaines : le sort de millions de mineurs qui voient leurs « enfances saccagées » (pages 21 à 23) ; la concertation entre les Etats riverains inquiets « quand baignent les eaux du Nil » (page 6) ; la réglementation sur les déchets toxiques devant « la cri d'alarme des pays-poubelles » (page 31) ; ainsi que « la difficile conquête des espaces marins » (page 26).

### FLÉTRIR LE SECTARISME

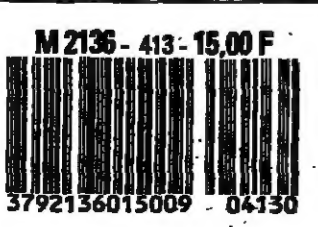
Un accord est en vue aussi qui pourrait mettre fin à cette intolérable situation de « guerre et paix en Namibie » et aux privilèges que les Blancs y possèdent encore (page 7). Au Brésil, l'Assemblée constituante vient également de voter des dispositions qui devraient interdire de « nouvelles offensives contre les Indiens » d'Amazonie (page 11). En revanche, en Asie du Sud, le sectarisme se poursuit au Pakistan, où « les militaires restent maîtres du jeu », tandis que grandit « la vulnérabilité et l'isolement du gouvernement indien » (pages 8 et 9). De même, l'attitude d'Iraël dans les territoires occupés accroît « l'intransigence dans les sociétés israélienne et palestinienne » (pages 4 et 5).

### RAVIVER LA FORCE D'AME

Comme on est loin, à Moscou, de l'intransigence de ce mois d'août 1968 « quand les tanks de la normalisation entraient dans Prague » ! Les débats en Union soviétique fleurissent sur des sujets naguère impensables, comme « les prisons et la sexualité », et des journaux demandent, avec une grande force d'âme si Staline n'était vraiment qu'un simple Caligula paranoïaque (pages 12 et 13). Semblable paradoxe aux Etats-Unis, où, vingt ans après, on assiste à « la résurgence des valeurs de 1968 » (page 32).

En France, on peut se demander que sont les valeurs de mai 68 devenues. Surtout lorsqu'on constate que le débat sur l'identité française hésite toujours « entre archaïsme et modernité » et que les enfants des immigrés en sont réduits à compter sur « le rock comme croûte pour une intégration » (pages 18 et 19).

Voir le sommaire détaillé page 32.



### Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et économiques  
Baccalauréat (séries A, B, C, D)  
Statut officiel de Collège et de  
Lycée français à l'étranger

Admission dès 10 ans.  
Aussi avec internat dès 15 ans.  
Ambiance calme et studieuse.  
Excellents résultats.  
Accès aux bourses officielles.  
Une grande école fondée en 1908.

## Ecole Lémania Lausanne

3, ch. de Préville - CH-1001 Lausanne Suisse  
Tél. 19 41 21 20 15 01 - Fax 19 41 21 22 67 00 - Télex 450 600 el ch

Juillet 1988



## Les affrontements israélo-arabes

L'article d'Alain Chambon « Une nouvelle approche des affrontements israélo-arabes », paru dans notre numéro de juin 1988, a suscité un vif intérêt. Outre de nombreuses lettres d'approbation, M. Sami Aldeeb, docteur en droit et collaborateur scientifique à l'Institut suisse de droit comparé de Lausanne, nous écrit :

L'article d'Alain Chambon est digne d'intérêt. Permettez-moi en tant que chrétien d'origine palestinienne d'y apporter quelques réflexions.

[...] La paix au Proche-Orient, contrairement à ce que souhaitent les Arabes et les Israéliens, ne saurait être le résultat de la guerre. La guerre n'a produit que des haines, des morts, des mutilés et des orphelins. Les générations futures en porteront la charge longtemps, car le sang est indélébile.

On s'acharne au Proche-Orient à acquérir des armes de plus en plus perfectionnées. Mais celui qui n'a pas tiré le leçon de son passé sera obligé de le répéter. Ces armes n'apporteront pas la paix, mais plus de morts et plus de mutilés et plus d'orphelins.

La situation actuelle cependant ne saurait être acceptable, ni pour les Israéliens ni pour les Palestiniens. Alain Chambon propose une vieille recette, le fédéralisme, pour arriver à la paix. Il conclut cependant hâtivement : « Le drame palestinien doit être considéré au passé », minant ainsi un des éléments essentiels de toute paix.

Car si la paix y aura au Proche-Orient, elle devrait se baser sur la concorde des cœurs. Or, point de concorde sans justice. Qui oserait dire aujourd'hui que le drame juif doit être considéré au passé, après deux mille ans de dispersion ? Pourquoi alors le dire lorsqu'il s'agit des Palestiniens ?

Aujourd'hui, les universités palestiniennes publient les cartes géographiques de la Palestine telle qu'elle était avant Israël, avec les noms des villages qu'Israël a effacés en les détruisant et en plantant des forêts sur leur emplacement (environ 372 villages). Le but est clair. Ces villages ont toujours leur place en Palestine et leur reconstruction est une condition sine qua non de toute paix à long terme.

Certes, on peut arguer que tous les Palestiniens ne voudraient pas revenir. Mais de quel droit priver ceux qui veulent revenir de le faire ? De quel droit

permet-on à un juif de Moscou ou de New-York de venir s'installer en Palestine, alors que le Palestinien est interdit de le faire dans sa propre patrie ?

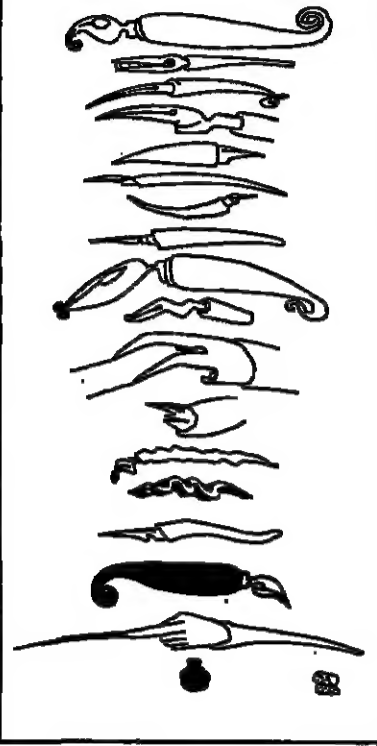
Pour sa part, M<sup>me</sup> Elizabeth Picard, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Fondation nationale des sciences politiques) à Paris, écrit :

Ses analyses conduisent l'auteur à des conclusions fort éloignées de celles d'études nombreuses, documentées et argumentées, signées J. Migdal, E. Nakleh, J.-P. Chagnollaud, A. Mansour, W. Khalidi... pour ne nommer que ceux-là, qui ne qualifient pas d'absurde - au contraire - l'hypothèse d'un marché et d'un espace politique palestiniens viables. Et son affirmation selon laquelle les Arabes trouvent « avantage » aux implantations juives sur leurs terres paraît pour le moins démentie par la « guerre des pierres », mouvement de refus profond et durable [...].

Pour la Cisjordanie, il préconise un découplage entre la gestion du territoire par Israël et celle des populations par une « autorité politique ». Une étude de L.-J. Duclos dans la Revue française de science politique a montré que la perte du contrôle du fœcier par les Palestiniens préparait l'incroyable précarisation de leur établissement. A ceux de l'extérieur, l'auteur reproche, par contre, d'être « trop ancrés dans leurs pays d'adoption » [...].

Jacques Berque, qu'il cite, dit avec justesse qu'il existe dans la « grande nation proche-orientale » une « majorité » : plus de 80 % des vingt-cinq millions d'habitants de la région entre Taurus et Sinai sont arabes, c'est-à-dire qu'ils partagent depuis des siècles une culture, une langue, une histoire, une dynamique politique communes. Depuis l'affaiblissement de l'Empire ottoman, les puissances n'ont eu de cesse d'insister sur les divisions de cette majorité, de les attiser, de les armer et de les exploiter : l'internationalisation au Levant n'a jusqu'ici signifié que le malheur de ses populations. Alors « mise en parenthèses » du Proche-Orient, à l'abri de l'affrontement stratégique des deux grandes puissances ? Cette utopie semble difficilement compatible avec le rôle de carrefour géographique et historique que l'auteur reconnaît à la région.

## COURRIER DES LECTEURS



## Le protestantisme

M. Jean Boubérot, directeur de recherche à l'Ecole pratique des hautes études de Paris (section des sciences religieuses), nous écrit :

Je vous remercie d'avoir publié dans le Monde diplomatique de juin un compte rendu du petit ouvrage que Jean-Paul Willaime et moi-même avons consacré au Protestantisme (1).

Cependant, je vous fais part de mon étonnement devant certains passages

M. Omer Quillag, de Saint-Paul-lès-Dax, a lu notre supplément « Venezuela : l'ambition démocratique » publié dans le numéro de juin dernier et il nous fait part des « sévères entorses à la démocratie » qui sont faites dans ce pays.

Je me suis référé au dernier rapport d'Amnesty International 1987 (éditions La Découverte/AEFAL) concernant des faits bien précis. Bien des détenus sont jugés par des tribunaux militaires. Sont toujours détenus, quatorze d'entre eux, sans être reconnus coupables, alors qu'ils ont été arrêtés de 1978 à 1982. D'autres, dont les dossiers ont été transférés à la justice civile après être restés plusieurs années entre les mains de tribunaux militaires, sont restés en prison sans jugement. Des personnes ont été tuées lors d'incidents impliquant des fonctionnaires de la police. Des dizaines de personnes ont disparu dans l'Etat de Zulia comme dans d'autres Etats ; ces personnes avaient été arrêtées par la police pour des délits de droit commun. Certaines d'entre elles ont été retrouvées par la suite dans des puits.

Parmi les personnes décédées en 1986 après leur arrestation par la police, figurent Cesar Montilla et Jorge Teran Carmona. Ce dernier aurait été frappé par la police sous les yeux de sa famille le 23 mars à Caracas. Le 11 avril, il est mort des suites d'hémorragies internes. On estime entre deux cents et trois cents le nombre de plaintes déposées auprès des tribunaux concernant des morts ou des disparitions qui d'après les familles seraient dues à des actions illégales de la police.

de cette recension. Je laisse à M<sup>me</sup> Dora Valayer la responsabilité de son jugement d'ensemble. A chacun son point de vue. Mais elle l'appuie en prenant essentiellement l'exemple concret de l'Irlande du Nord. Or ce qu'elle en dit ne reflète absolument pas la tension générale de l'article. Elle nous fait adopter une position simpliste alors que nous avons cherché, au contraire, à montrer, dans le court espace dont nous disposons, la complexité du problème ; ses aspects historiques et socio-économiques, mais aussi la nécessité d'un processus de laïcisation en Irlande du Sud. Quant à vouloir dénier à I. Paisley son titre de pasteur, c'est adopter une conception cléricalle et avoir une profonde méconnaissance du fonctionnement organisationnel du protestantisme.

En souhaitant pour le Monde diplomatique une continuation de sa réussite, je vous prie de croire, etc.

(1) MA éditions, coll. « Le Monde de... », Paris, 1988, 207 pages, 55 F.

● PRÉCISION. — M. Jean-Baptiste Hervé, de Paris, relève dans le supplément « Venezuela » paru dans le Monde diplomatique de juin 1988, un décalage entre les chiffres du chômage cités dans les articles de Gustavo Morales et Daniel Solano. Pour Gustavo Morales, il atteint 30 % alors que pour Daniel Solano il s'élève seulement à 8,5 %. La différence s'explique par le fait que le premier chiffre constitue une estimation du chômage et du sous-emploi réels, alors que le second est celui des statistiques officielles.

## Venezuela

Dans certains cas, d'ailleurs, des officiers ont été condamnés pour meurtre ; toutefois la plupart des enquêtes ont peu progressé ou sont même au point mort. La presse vénézuélienne s'est faite l'écho de la préoccupation grandissante de l'opinion à propos des conditions de détention dans les prisons du pays. Amnesty International a reçu des informations faisant état de brutalités et d'une utilisation arbitraire de la mise au cachot, de la privation de nourriture et de traitements médicaux ; les châtiments corporels ne manquent pas. Dans certaines prisons on peut parler d'un grave danger pour la santé mentale et physique des détenus.

## Paysans andalous

M. José Fernandez, de Lévisnac-de-Guyenne, nous écrit à propos de l'article de François de Ravignan intitulé « L'espoir d'un paysan andalous », publié dans notre numéro de mai dernier :

M. de Ravignan décrit assez bien la vie sociale et agricole dans la région d'Andalousie. Il reste pourtant, dans sa description, des ombres qu'il serait bon d'éclaircir. L'une d'elles a trait à la manière de recruter les journaliers pour faire les travaux saisonniers dans les grands domaines. On se croirait dans un marché d'esclaves. Lorsque le capataz a besoin de 10 ou 50 hommes pour le travail à effectuer, ce sont 300, 400 ou plus qu'on rassemble sur la place du village pour que le régisseur puisse choisir selon l'âge, la condition physique des postulants et, surtout, pour écarter irrémédiablement ceux qui auraient osé manifester des idées différentes de celles des maîtres de la terre. (...)

Le paysan andalou a toujours revendiqué la terre pour ceux qui la travaillent, mais cette revendication ne s'est jamais faite dans l'espoir d'obtenir un lopin de terre pour chacun d'eux ; la règle pour le paysan andalou a été de tout temps l'exploitation en commun sous la forme de coopératives d'exploitation. Des essais mêmes de démocratie directe ont été effectués à l'occasion de la révolte de Casas-Vieja en 1933. (...)

Il est temps d'activer la mise en route d'une réforme du latifundio dans l'Espagne et l'Andalousie, mais également de réformer le système de « minifundio » par lequel sont régies les structures agricoles dans la région de Galice et qui empêche le développement de la production agricole de cette région.

Cependant, la réforme agraire ne résoudra pas à elle seule la précarité de vie des paysans andalous ou galiciens.

## PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



## Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse.

Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES  
magasin d'exposition PEUGEOT  
Bureau SODEXA - CD-TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 26 20 98  
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Télex 615 072 F  
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY

Directeur : Claude JULIEN

Rédaction en chef :

Michelle PAUNET

Ignacio RAMONET

Rédaction : Christian DE BRIE

Bernard CASSIN, Jacques DECORNOY,

Alain GRESH

Secrétaire de rédaction :

Solange BRAND

RÉDACTION

7, rue des Italiens

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : MONDIPAR 650572 F

Tél. : 42-41-91-21

Publicité : Le Monde Publicité S.A.

Responsable : Antoine Gauvin

5, rue de Montessuy,

75007 Paris.

Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Reproduction interdite de tous articles,

sans accord avec l'administration.

## « LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avons reçu, à la fin du mois de juillet 1988, la somme de 47 211 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M<sup>me</sup> Claire Brisset, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay, M. Achille Mbembe et M. Edmond Jouve, a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. On a déjà été établis : 70 abonnements en Afrique, 29 en Amérique, 10 en Asie et 1 en Europe de l'Est.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous.

M. ou M<sup>me</sup> .....

n° ....., rue .....

à .....

Code postal .....

lecteur du Monde diplomatique depuis ..... ans, verse par

☐ chèque bancaire ☐ chèque postal

la somme de :

☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.

☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.

☐ 343 F pour un abonnement en Asie.

ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).



Venezuela

Dans certains cas, d'ailleurs, les officiers ont été condamnés pour leur rôle : toutefois la plupart des cas ont peu progressé ou sont restés au point mort. La presse vénézuélienne a fait l'écho de la préoccupation grandissante de l'opinion à propos des conditions de détention dans les prisons. Amnesty International a publié des informations faisant état de la mise au cachot, de la privation de nourriture et de traitement médical des châtiments corporels ne manquant pas d'un grave danger pour la santé mentale et physique des détenus.

Paysans andalous

M. José Fernandez, de l'équipe de Guyenne, nous écrit à propos de l'article de François de La Roche intitulé « L'espoir d'un pays andalous » publié dans le numéro de mai dernier.

M. de Ravignan décrit assez bien la vie sociale et agricole dans la région d'Andalousie. Il reste pourtant, dans la description, des ombres qui s'élèvent d'ailleurs. L'une d'elles a trait à la manière de recruter les journaliers pour faire les travaux saisonniers des grands domaines. On se souvient dans un marché d'esclaves, lorsque capataz a besoin de 10 ou 20 hommes pour le travail à effectuer, ce sont 400 ou plus qu'on rassemble sur la place du village pour que le propriétaire puisse choisir selon l'âge, la condition physique des postulants et, pour écarter irrémédiablement tout ce qui aurait osé manifester des idées différentes de celles des maîtres de la terre. (...)

Le paysan andalous a toujours regardé la terre pour ce qu'il lui apporte, mais cette revendication n'a jamais fait dans l'espoir d'obtenir un lopin de terre pour chacun d'eux : la règle pour le paysan andalous a été tout temps l'exploitation et la soumission à la forme de coopération d'exploitation. Des essais même de décolonisation ont été effectués à l'occasion de la révolte de Casas-Vieja en 1933. (...)

Il est temps d'activer la mise en œuvre d'une réforme du land fund de l'Espagne et l'Andalousie, également de réformer le système « minifundio » par lequel sont devenues agglomérées dans la région de Galice et qui empêche le développement de la production agricole de la région.

Cependant, la réforme agraire ne résoudra pas à elle seule la priorité des paysans andalous ou galiciens.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Robert BELLEVILLE  
Directeur : Claude JULIEN  
Rédaction en chef : Michel PALINET  
Rédacteur : Christian DE BIE  
Bernaïd CASSEN, Jean DECOURT  
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND  
REDACTION : 7, rue des Indes  
75007 PARIS CEDEX 07  
Tél. : 45 54 40 00 ou 45 54 40 01  
Tél. : 45 54 40 02  
Publication : Le Monde Diplomatique SA  
Responsable : Antoine GARNIER  
6, rue de Valenciennes  
Tél. : 45 54 40 00 ou 45 54 40 01  
Reproduction interdite de tout ou partie sans l'accord de l'administration

QUE FAIRE DES DÉCHETS TOXIQUES ?

Le cri d'alarme des pays-poubelles

DEPUIS le début des années 80, les industries polluantes du Nord se hâtent d'évacuer en masse vers le Sud leurs déchets toxiques qu'une réglementation de plus en plus stricte leur interdit d'abandonner chez eux n'importe où et n'importe comment. Ce nouveau marché lucratif, découvert il y a une dizaine d'années aux Etats-Unis, est pris d'assaut aujourd'hui par les pays européens. L'adoption, prévue en 1989, d'une convention mondiale sur les mouvements transfrontières de déchets toxiques préparée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'entrée en vigueur, dans les pays de l'OCDE et dans la Communauté européenne, de nouvelles recommandations précipitent le mouvement.

Par ANNE MAESSCHALK et GÉRARD DE SELYS \*

Le 29 avril 1988, alors que le cargo syrien Zanoobla, chargé de fûts toxiques et de marins empoisonnés, restait désespérément ancré au large de Carthage (Libye), le Venezuela, la Syrie, la Grèce et la Sardaigne, des informations alarmantes étaient diffusées à propos de la Guinée-Bissau. Un parlementaire européen, M. François Rocca, du Vivier, membre belge de l'Entente européenne pour l'environnement, dévoilait l'existence de contrats mirobolants conclus entre ce pays, d'une part, une société suisse, Intercon, et deux sociétés britanniques, Bisexport-import Ltd de Londres et Hobday Ltd, d'autre part.

Pour près du huitième du prix habituellement pratiqué dans l'hémisphère Nord, ces sociétés avaient réussi à convaincre le gouvernement de Guinée-Bissau de leur céder un terrain de 400 hectares afin d'y entreposer des déchets toxiques provenant d'Europe et d'Amérique du Nord. Le site réservé, celui de Binta, dans le nord-ouest du pays, est facilement accessible par voie fluviale aux bateaux de haute mer, mais particulièrement inadapté au stockage de déchets. Selon les recherches d'experts de la CEE qui y élaboreront un projet de développement rural, son sol est poreux et acide. Quelques jours plus tard, M. Rocca, du Vivier, dénonçait l'existence d'un contrat de déversement de déchets au Bénin, et un transporteur hollandais, la société Van Santen, annonçait qu'elle dispose d'une licence délivrée par la République du Congo pour l'entreposage et l'incinération d'un million de tonnes de déchets toxiques (1).

En 1983 (2), les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) produisaient un milliard de tonnes de déchets industriels dont 292 millions de tonnes de déchets toxiques (268 millions en Amérique du Nord). Début 1988, 22,5 millions de tonnes de ces déchets toxiques étaient promises à un discret stockage sur le conti-

ner africain : 6 millions de tonnes en Guinée-Bissau, 15 millions au Bénin, 1 million en République du Congo et 500 000 à Djibouti. D'autres contrats étaient conclus ou en cours de négociation, dans le même temps, avec le Nigeria, le Sénégal, le Niger, le Venezuela, les Bahamas et Haïti.

Alors que l'incinération, de plus en plus souvent obligatoire en Europe et aux Etats-Unis, d'une tonne de déchets hautement toxiques coûte 300 dollars, l'entreposage de la même quantité de ces déchets revient au plus à 40 dollars dans les pays du tiers-monde. Le profit est tellement énorme et sa légitimité à ce point douteuse qu'il y a à peu près de trafic se fait dans la plus grande discrétion.

D'autres faits, révélés en mai et juin, donnent la mesure du phénomène (3).

Chaque fois, le scénario est le même :

- choix d'un pays pauvre d'Afrique avec façade maritime et n'ayant pas signé la convention de Londres sur « la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets » ;
- Guinée-Bissau, Bénin, Djibouti, Sénégal, Nigeria, Congo-Brazzaville ;
- conclusion d'un contrat d'entreposage et de traitement avec des sociétés paravents installées dans des pays échappant aux directives européennes : Hobday Ltd (de la Man), Bauwerk (Lichtenstein), SESCO Ltd (Gibraltar) et Intercon SA (Suisse) ;
- dissimulation des commanditaires américains (Export Waste Management Inc. et Lindaco) ou européens (Jelly Wax) occultant à leur tour les multinationales productrices de déchets toxiques par des clauses de confidentialité très strictes ;
- prix offerts (de 2,5 à 40 dollars la tonne) nettement inférieurs aux prix des marchés européens et américains (de 75 à 300 dollars la tonne) ;
- transport effectué par bateaux sous pavillon de complaisance avec des équipages prêts à fermer les yeux sur des larges clandestinités en mer.

si elle ne retirait pas les déchets, et les autorités nigériennes intimaient l'ordre à un cargo italien qui avait jeté l'ancre à Lagos de remporter les déchets en Italie.

Le même jour, la milice chrétienne des Forces libanaises procédait au chargement, à Beyrouth, de 1 200 tonnes de déchets importés huit mois plus tôt au Liban par la société italienne Jelly Wax. Le premier ministre ordonne l'ouverture d'une enquête.

Fin juin, le gouvernement béninois n'avait toujours pas dénoncé le contrat de dix ans signé avec la société SESCO établie à Gibraltar et qui prévoit le stockage de 1 à 5 millions de tonnes de déchets pour la somme de 2,5 dollars la tonne. De plus, l'arrivée imminente de déchets radioactifs français au Bénin n'aurait pas été étrangère, selon certaines sources, au coup d'Etat manqué du 26 mars au cours duquel le président Kérékou avait failli être renversé (4).

En Europe, alors que le Parlement européen avait condamné, le 19 mai, la requête de l'Entente européenne pour l'environnement, « toute exportation massive de déchets dangereux vers les pays en voie de développement » et demandé « l'arrêt des contrats en cours », le conseil des ministres de l'environnement de la CEE charge, le 16 juin, la Commission de prévoir d'urgence le renforcement de la législation sur l'exportation des déchets et lui demande d'accroître ses contrôles.

La pression exercée sur le tiers-monde par des sociétés-écran, avec la bénédiction tacite des gouvernements européens et nord-américains, s'exerce d'abord par une promesse de devises fortes facilement acquises. Ainsi en Guinée-Bissau, les deux sociétés britanniques Hobday et BIS s'étaient engagées à envoyer jusqu'à 3 millions de tonnes de déchets par an pendant cinq ans, et la société suisse Intercon, de 50 000 à 500 000 tonnes par an pendant dix ans. Ces deux contrats cumulés représentaient 80 millions de dollars (l'équivalent de cinq fois le PIB de la Guinée-Bissau (160 millions de dollars en 1986) et plus du double de sa dette extérieure de 307 millions de dollars. Autre élément de persuasion :

En Europe et en Amérique du Nord aussi

GRUGÉS sur les prix, les dirigeants africains se sont aussi vu proposer des transferts de technologie. L'Afrique n'a pas besoin des technologies de traitement de déchets industriels qu'elle ne produit pas elle-même. A quoi sert-il, par exemple, d'apprendre à traiter la diroxine alors que, le 1<sup>er</sup> janvier 1989, la production des diphenyles polychlorés ou PCB sera interdite dans la zone OCDE et que les pays pauvres n'en produisent pas ? En outre, l'apport de devises, satisfaisant à court terme, est annihilé à moyen terme par les exonérations fiscales consenties aux sociétés de retraitement et par le coût de la décontamination future des sites. La santé des populations risque aussi d'être plus gravement atteinte que dans les pays riches : la contamination des nappes phréatiques menacée à proximité des décharges en Europe et en Amérique du Nord provoquera encore plus de dégâts dans des pays qui manquent d'eau de surface et qui n'effectuent que peu ou pas de contrôle de l'eau destinée à la consommation ou à l'agriculture.

En Europe et en Amérique du Nord, depuis la seconde guerre mondiale, c'est le laisser-faire qui a prévalu. Quand les drames ont éclaté, on a fait mine de s'étonner. A la fin des années 70, les Etats-Unis découvraient avec stupeur 20 000 tonnes de déchets chimiques abandonnés sur les berges du Love Canal à Niagara Falls. Deux mille cinq cents personnes durent être déplacées, et l'on enregistra de nombreux cancers et de malformations d'enfants. Cette affaire allait favoriser l'adoption de mesures législatives réglementant la gestion des déchets. Mais, en 1985, l'Agence américaine pour la protection de l'environnement dénombrait encore 21 512 sites de décharge potentiellement dangereux et 1 750 exigeant des mesures urgentes d'assainissement.

En Europe, la situation n'est guère plus brillante. A Lekkerkerk, aux Pays-Bas, 870 personnes ont dû déménager définitivement en raison de la présence de quelque 500 tonnes de déchets hautement toxiques à proximité de leur habitation. Lekkerkerk n'était pourtant qu'un des 4 300 sites potentiellement contaminés répertoriés aux Pays-Bas en 1980. Actuellement en RFA, les sites dangereux sont au nombre de 35 000,



La promesse de création d'emplois, l'installation d'entreprises de recyclage des déchets et le transfert de nouvelles technologies. Exemple : en Guinée-Bissau, Intercon s'engageait à construire une usine de retraitement « apte à transformer les déchets recyclables et les déchets urbains de la ville de Bissau en matières utilisables pour la construction de routes et d'immeubles ». Même chose au Bénin, où l'on retrouve Intercon en compétition avec une société basée à Gibraltar, la SESCO, qui n'offre, elle, que 2,50 dollars pour l'entreposage d'une tonne mais promet 50 cents supplémentaires par tonne pour des projets de développement.

boration de politiques d'harmonisation. Elle fut suivie d'une autre en juin 1986 sur l'exportation de déchets à partir de la zone OCDE.

Depuis lors, les travaux des organisations internationales se sont accélérés. La CEE a adopté deux directives : l'une en 1984 et l'autre en 1986, qui devaient être mises en œuvre par les pays de la CEE au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1987. Mais à ce jour seuls quatre pays s'y sont conformés : la Belgique, le Danemark, la Grèce et les Pays-Bas avec certaines réserves. Un projet OCDE, au stade final d'élaboration depuis deux ans, devrait être abandonné au profit d'une convention prévue pour être signée dans le cadre des Nations unies le 21 mars 1989 à Bâle.

Trois principes fondamentaux de droit international de l'environnement dominent cette matière (7) : le premier est le principe du consentement préalable du pays importateur ; le deuxième principe, celui de la non-discrimination, est lui aussi reconnu par les conventions internationales. Il impose aux gouvernements des pays exportateurs de s'engager à contrôler de façon aussi rigoureuse les exportations de déchets dangereux vers des pays non membres de l'OCDE ou de la CEE qu'ils le font pour les déchets circulant dans la zone OCDE.

Le troisième principe, celui de l'adéquation des installations d'élimination, est, lui, contesté par les autorités américaines et japonaises. Alors que la conférence de Bâle a demandé aux Etats membres de l'OCDE de ne permettre des mouvements de déchets dangereux que vers des pays dotés d'installations d'élimination adéquates, cette interdiction ne se retrouve pas dans le projet du PNUE. C'est pourtant une garantie essentielle pour le tiers-monde.

- (1) Les déchets toxiques destinés au Congo sont récoltés par la société Bauwerk du Lichtenstein, paravent de la société américaine Export Waste Management.
- (2) Dernières données disponibles.
- (3) Lire : « Who Gets the Garbage ? » in Time, 4 juillet 1988 ; et le Vif-L'Express, Bruxelles, 20 mai 1988.
- (4) Ces déchets furent route à bord de deux bateaux militaires français achetés par le Bénin. Selon le numéro du 4 mai 1988 de Jeune Afrique, ils devraient être stockés au Bénin pendant trente ans dans le périmètre Abomey-Gbo.
- (5) Ces données sont extraites d'un rapport au Parlement européen fait au nom de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs par M. Rocca, du Vivier en avril 1987.
- (6) Le Soir, Bruxelles, 5 février 1987.
- (7) Voir aussi J.-P. Hamezquet, La Politique de gestion des déchets, Institut pour une politique européenne de l'environnement, Berlin, 1983.

L'Afrique n'est pas une décharge

INDIGNÉS de voir leurs pays transformés en poubelles, des responsables africains réagissent. Le conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), réuni du 19 au 23 mai à Addis-Abeba, adopte une résolution condamnant l'exportation de déchets toxiques vers le tiers-monde. Il invite « les pays africains qui ont signé des accords ou autres arrangements autorisant le déversement de déchets nucléaires et industriels dans leurs territoires à dénoncer ces accords » ou à s'abstenir d'en conclure.

A l'ONU, des fonctionnaires bissau-guinéens adressent une pétition au secrétaire général, et le gouvernement de la Guinée-Bissau annonce, début juin, qu'il annule les contrats signés avec Intercon.

Dans un communiqué remis le 2 juin aux missions diplomatiques accréditées à Bruxelles à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement (5 juin), la République du Togo dénonce « les pays qui, pour protéger leurs populations, se tournent vers le continent africain pour y jeter leur déchets nocifs », et manifeste « sa profonde indignation », « indignation d'autant plus grande que ces pays industrialisés disposent d'espaces libres plus vastes que les Etats africains ».

Dans le même temps, l'ambassadeur du Congo à Bruxelles alerte par le radio belge, prévient son gouvernement que la société Export Waste Management a signé, avec son pays, un contrat pour le déversement de 1 million de tonnes de déchets à 39 kilomètres de

Pointe-Noire. Cinq personnes s'étant partagé 4 millions de dollars de pot-de-vin sont arrêtées et, parmi elles, un membre du cabinet du premier ministre et le directeur de l'environnement.

Le 6 juin, deux responsables du ministère guinéen du commerce sont arrêtés dans le cadre d'une enquête sur le déchargement des déchets américains sur l'île de Kassa ; un autre, en mission en Italie, est recherché. Le 13 juin, Conakry exige le retrait des 15 000 tonnes de déchets contenant du cyanure et des dérivés de plomb. Le conseil honoraire de Norvège, M. Stromme, occupant des fonctions dans une compagnie maritime accusée d'avoir déversé les déchets, est également arrêté. Oslo fait savoir que la Norvège est prête à évacuer les déchets à partir du 25 juin.

Le 13 juin, les représentants de dix pays africains réunis à Accra adressent une mise en garde aux pays industrialisés, leur demandant de cesser de prendre le continent et les océans pour des décharges, et le Ghana lance un appel aux responsables africains afin qu'ils ne se « laissent pas aveugler par des considérations financières pour accepter sur leur sol des produits aussi destructeurs ». A Lagos, le porte-parole de la présidence annonce que toute personne suspectée d'avoir participé à l'importation de déchets toxiques dans la décharge de Koko « risque le peloton d'exécution » et que les populations vivant près du port sont en cours d'évacuation, les déchets s'étant révélés radioactifs. La veille, le Nigeria avait menacé de poursuivre l'Italie devant la Cour internationale de justice

\* Journalistes.

MERCEDES-BENZ  
TAX FREE SALES\*  
DEPARTMENT  
MERCEDES-BENZ FRANCE  
118, avenue des Champs-Élysées, Paris  
Tel.: 45 62 24 04  
\* VENTES HORS TAXE



# société

concurrence pour se gagner des adhésions en Cisjordanie. Et les partisans du refus interprètent la révolte comme un rejet implicite de la direction de M. Arafat.

M. Sari Nusseibeh, actuellement professeur à l'université de Bir-Zeit, mais qui enseignait autrefois au département de philosophie de l'université hébraïque, connaît bien la difficulté d'être modéré. En 1986, après avoir participé à des discussions avec des israéliens de gauche, il dut subir un simulacre de procès de la part de ses étudiants, qui le jugèrent coupable de trahison. Plus récemment, pour s'être entretenu en privé avec une personnalité politique du Likoud sur une stratégie de paix, il fut sauvagement battu.

**L**ES institutions politiques et embryonnaires des Palestiniens des territoires occupés ont sans cesse été entravées. Lors des élections qui ont eu lieu sous l'occupation en 1976, ils se sont prononcés pour des maires acquis à l'O.L.P. Puis les Israéliens ont déposé les élus pour nommer à leur place leurs propres candidats, en majorité des pro-jordaniens. En 1978, lorsque les Palestiniens créèrent leur Comité d'orientation nationale, les Israéliens, inquiets, l'interdirent; mais on vit également l'O.L.P. et la Jordanie mettre sur pied un forum pour le réarmement et la distribution leur patronage, de manière à réaffirmer leur influence. Et il est vraisemblable que le nouveau fonds institué par la Ligue arabe pour soutenir la résistance des territoires occupés fonctionnera de façon similaire.

Le soulèvement a ravi l'initiative aux structures externes de l'organisation palestinienne. L'OLP sait parfaitement que les Palestiniens de Palestine ont davantage réalisé en quelques mois, avec leurs jets de pierres, que n'avait fait l'OLP en deux décennies de campagne de terrorisme. Dans les territoires, les préte-noms de l'OLP - des «modérés» comme MM. Simora et Nusseibeh - n'ont eu qu'un rôle marginal par rapport à la direction du soulèvement, d'orientation bien plus radicale. Chaque faction du dehors est en

M. Arafat n'a cessé de manifester sa volonté de négocier avec Israël sans conditions préalables et d'accepter une solution fondée sur l'existence de deux Etats. Cependant, sa marge de manœuvre diplomatique est sévèrement limitée par la nécessité de conserver le soutien de ceux qui rejettent une telle solution, parmi lesquels se range sans doute une forte proportion des trois millions d'exilés qui espèrent retourner chez eux. La direction de l'OLP est toujours dominée par des hommes venus de Haïfa, de Jaffa et de Jérusalem, pour lesquels la Cisjordanie n'est qu'une périphérie campagnarde. M. Arafat peut difficilement se payer le luxe d'une autre révolte contre le pouvoir central du Fath. Et pourtant le Parti travailliste israélien n'a pas sous-estimé son changement de ton. En privé, certains de ses responsables admettent que c'est avec l'OLP qu'il faut négocier, le cas échéant. Et certains ministres, tel M. Ezer Weizman, le disent ouvertement.

Le soulèvement des territoires occupés signifie un rejet du *status quo* dans lequel la cause palestinienne se trouve marginalisée à la fois sur le calendrier des préoccupations du monde arabe et dans les nouvelles négociations politiques entre les Super-grands. Ce n'est pas une simple cri de rage de la part d'une génération sans espoir. Les jeunes Palestiniens sont aujourd'hui les plus éduqués parmi les jeunes Arabes du Proche-Orient. Sans moyens ni pouvoir politique, ils doivent compter sur leurs seules compétences

\* Respectivement, professeur de sociologie et professeur d'études religieuses à l'université de Californie, Santa-Barbara. Auteurs d'un livre à paraître : *To Rule Jerusalem*.

# Une implacable bureaucratie de la mort

qui se tait, et devient complice. Il montre comment cette entreprise de destruction répond à une logique meurtrière qui trouve son fondement dans l'idéologie nationale socialiste et qui se met en place, pas à pas. Tout commence avec le car en bois des antisémites dans lequel on enferme et isole les juifs de la société allemande, la déportation, la concentration dans les ghettos, la construction des camps, les tueries mobiles des camions à gaz jusqu'aux camps d'extermination et aux chambres à gaz.

## De l'expropriation à l'extermination

UN tel doucement était-il prévisible ? L'auteur souligne que si, rétrospectivement, le schéma semble évident, rien n'implique que l'extermination était déjà conçue dès les premières semaines de 1933, pas plus que dans celles de 1938. C'est par degrés successifs que la machine est construite, avec le concours de fonctionnaires multiples, grâce à une synchronisation bureaucratique, véritable toile d'araignée qui s'abat sur une communauté juive allemande largement assimilée. Dans ce crime, chacun a sa part de responsabilité et il n'est pas une instance administrative qui ne se soit rendue coupable.

De la définition du juif comme étranger à la nation à sa expropriation ; de cette expropriation à sa concentration ; de sa concentration à l'extermination, l'immense bureaucratie du Reich fit preuve d'une efficacité sanguinaire, en surmontant un à tous les obstacles — matériels ou psychologiques — qui se présentaient. Si les faits que rapporte Hilberg sont pour la plupart connus, la description minutieuse des rouages de cette machine suscite une horreur indicible, en particulier lorsqu'il montre la collaboration entre les ministères, et surtout la coresponsabilité de l'administration civile et militaire, des entreprises utilisant des détenus, avec les bourreaux eux-mêmes. L'efficacité et l'ampleur de l'extermination auraient été impossibles sans les services zélés et perfectionnistes d'une bureaucratie largement autonome. Par là, il confirme certaines des intuitions les plus profondes de Hannah Arendt, dans son livre *Eichmann à Jérusalem*, sur la « banalité du mal ».

Evokant l'attitude des communautés juives face à l'extermination, Hilberg souligne que, toute résistance semblant impossible, les autorités juives jouèrent elles-mêmes un rôle dans le processus de destruction en « *devançant les désirs des Allemands* », alors qu'ils participaient à un « *marché de dopes* ». Sur ce point, la démonstration de Hilberg — comme celle de Han-

nah Arendt — éveille des réserves. Il est facile de reprocher aujourd'hui à des rabbins d'avoir accepté le rôle d'intermédiaires, de parler de « *soumission* » lorsqu'un père désigne à son enfant en larmes le ciel, alors que devant la fosse retentissent les détonations, ou qu'un responsable de communauté juive cache à ses coreligionnaires qu'ils vont vers la mort. On voit mal quelle alternative propose Hilberg. D'autant plus qu'il affirme que, dès 1933, « lorsque le premier fonctionnaire rédigea la première définition du « *non-aryen* » dans une ordonnance de l'administration, le sort du monde juif européen se trouvait scellé ».

Il serait dommage que ce livre, par son importance unique, éclipsât un certain nombre d'études, parues en même temps, qui éclairaient d'autres aspects de l'histoire du génocide. L'essai de Gerald Fleming, *Hitler la nuit* (3), montre que la haine des juifs joua un rôle décisif dans la personnalité de Hitler, dès son enfance, et comment, des thèses de *Mein Kampf* à Auschwitz, une même logique implacable s'est déployée. Le volume de textes réunis par Paul Gauthier, sous le titre *Chronique du procès Barbie* (4), œuvre de chrétiens et de juifs, rassemble les principaux articles suscités par le procès de Lyon. *Déportés à Ravensbrück* (5), de Margaret Buber-Neumann, évoque la vie quotidienne du camp — où elle fut internée après que Staline ait livré à Hitler des « dévotionnistes » communistes intéressés en URSS — et sa rencontre avec Milena, l'amie et traductrice de Kafka.

Le volume de Germaine Tillion, *Ravenstrück* (6), associée à ses souvenirs de déportée une enquête minutieuse sur les chambres à gaz, et fournit des extraits d'archives, souvent mal connus. Enfin, la *Mémoire des oubliés* (7), de Denise Baumann, laisse la parole aux enfants des déportés qui survécurent aux camps, apprirent peu à peu ce que signifiait Auschwitz, et tentèrent de vivre pour témoigner. Et ne jamais oublier.

- (1) Raul Hilberg, *La Destruction des juifs d'Europe*, Fayard, Paris, 1959 pages, 390 F.
- (2) Traduction française, Payot, Paris, 1987.
- (3) Gérald Fleming, *Hitler et la solution finale*, Julliard, 224 pages, 110 F.
- (4) *Chronique du procès de Barbie*, Editions du Cerf, 504 pages, 149 F.
- (5) Margarete Buber-Neumann, *Déportée à Ravensbrück*, Seuil, 324 pages, 120 F.
- (6) Germaine Tillion, *Ravensbrück*, Le Seuil, Paris, 468 pages, 190 F.
- (7) Denise Baumann, *La Mémoire des oubliés*, Albin Michel, Paris, 1988, 207 F.

## L'islam à la rescousse

**D**ÉPOURVUES d'instruments représentatifs, les populations des territoires occupés n'ont d'autres lieux de rencontre légitimes que les écoles, les mosquées et les groupes de jeunesse, qui, tous, ont été des centres de résistance. Le clergé et les enseignants musulmans ont joué dans le soulèvement un rôle éminent. Privés de parole, les adultes ont laissé leurs fils et leurs filles s'exprimer. Les élections dans les universités sont les seules consultations légitimes que peuvent tenir les Palestiniens, et leurs résultats sont saisis d'un œil attentif tant par les Israéliens que par les élites palestiniennes. Dans les villages traditionnels, où le téléphone est peu répandu, ce sont les appareils dont disposent les écoles et les mosquées qui ont servi de relais, permettant une mobilisation rapide.

Le rôle important joué par les mosquées témoin de l'islamisation de la société et du changement survenu dans le nationalisme palestinien. A coup sûr, les jeunes ont été encouragés par le succès des milices chiites à Liban, qui ont mis en déroute tous les cavaliers, mais, en conquérant les Israéliens, leur société n'a pas échappé à la piété grandissante du monde islamique. Les Frères musulmans ont un gage de l'influence, particulièrement à Gaza. Tout comme les Jordaniens et les Égyptiens – et les Britanniques avant eux –, les Israéliens ont encouragé ce mouvement antisionniste pour faire contrepoids à l'O.P.L. Ils l'ont aussi utilisé pour tenter d'arrêter le trafic de la drogue qui arrivait chez eux par le canal des camps de réfugiés. Alors que les mosquées sont officiellement sous le contrôle de l'administration du waqf jordanien, le clergé sympathisant avec les Frères musulmans s'est acquis d'importantes positions au sein de la hiérarchie. Et le Dihad islamique, scis-

● Dans l'article de Dominique Chevalier intitulé « Europe, Méditerranée, monde arabe » (*Le Monde diplomatique*, juillet 1988, page 12), une erreur technique a fait sauter le mot « Israël » dans la deuxième phrase du huitième paragraphe, qui doit ainsi être lu : « Aujourd'hui, a-t-on le droit de le dire ? — c'est d'abord l'existence de l'Etat d'Israël qui est menacée à court terme, et non à long terme comme des esprits inquiets le répètent depuis quatre décennies. »

## Calendrier des fêtes nationales

1-31 août

1 <sup>er</sup> JAMBAQUE	Fête de l'Indépendance.
2 <sup>e</sup> SAÛSSE	Anniversaire de la fondation de la Confédération.
4 BURKINA	Fête nationale.
6 BOLIVIE	Fête de l'Indépendance.
9 SINGAPOUR	Anniversaire de l'Indépendance.
10 ÉQUATEUR	Fête de l'Indépendance.
15 RÉP. POPUL. DU CONGO	Fête de l'Indépendance.
17 GABON	Anniversaire de l'Indépendance.
17 INDONÉSIE	Fête nationale.
23 ROUMANIE	Fête de l'Indépendance.
25 URUGUAY	Fête de l'Indépendance.
28 MARSEILLE	Fête de l'Indépendance.
31 TRINIDAD ET-TOBAGO	Fête de l'Indépendance.

**D**EPUIS le lancement de ces nouvelles normes de développement industriel, les entreprises ont dû mettre en place des efforts de recherche. Il n'est pas toujours évident de trouver des idées nouvelles et de les faire passer dans la pratique. C'est pourquoi les entreprises ont besoin d'un soutien technique et financier.

DÉSACCORD

## Les soci

0

0

internationaux socialistes  
sont membres, dix-huit  
sacréments, la plus ancienne

Organisation politique  
- est malade de  
La métastase vitale

Le vice-président de l'Institut  
ancien chancelier austro-hongrois  
Arensky, une des figures les plus  
saines, les plus

de la social-démocratie  
publié un  
socialistes européens

une bombe. Les dirigeants du [Yachin], et, pour

Shimon Pérès. L'Internationale socialiste...  
à l'Internationale...  
est-à-dire la communauté...  
Xavier...

...il ferait la paix. De façon  
car, il avait l'air crédible. Il  
l'impression qu'il

...le nouveau gouver-  
nement national pour faire  
cause de la paix... Mais il n'y  
a aucun effort dans

Le Parti travailliste  
nombre de l'Internationale  
Son leader M.

... Parmi les membres du parti  
s'est-il alors passé ? Le  
sur les troupes d'occupation  
l'annonce du soulèvement des  
de Ceylan.

le mort de plus de deux cents  
sieurs, le dynamitage de plus de  
trente maisons et la mort de  
certaines personnes.

de jeunes Arabes  
projectiles des colons  
d'occupation. Tout cela  
dans les rangs de

• Membre du bureau central



EN CISJORDANIE ET A GAZA

sociétés israélienne et palestinienne



Abdine Dine

DE SOULÈVEMENT

roît dans les

concurrence pour se gagner des voix en Cisjordanie. Et les palestiniens ont interprété la révolution comme un rejet implicite de la direction de M. Arafat.

L'OLP, quant à elle, se considère comme un gouvernement en exil. Depuis le déclenchement des événements, le 9 décembre 1987, elle a pas moins de cinq incursions militaires en territoire israélien - à partir du Liban, de la Jordanie et de l'Égypte. Non seulement elle proclame son droit à participer aux négociations, mais elle revendique un rôle directeur dans la cause palestinienne, menacé par l'absence d'une direction nationale sans le refus. La tendance principale, celle des groupes islamiques, en février et mars derniers, a été représentée par le PLO et des dirigeants, M. Arafat avait insisté sur le droit de choisir la délégation qui représenterait le mouvement nationaliste dans la région de Cisjordanie et de Gaza, mais aussi des responsables de l'OLP tels que MM. Ibrahim al-Luhoud et Edward Said, deux dirigeants d'origine palestinienne. M. Said refusé.

L'islam à la rescousse

DEPOURVUES d'instruments représentatifs, les populations des territoires occupés n'ont d'autre recours que les mosquées et les groupes de prière, qui, tous, ont été des centres de résistance. Le clergé et les groupes musulmans ont joué dans le mouvement un rôle éminent. Privés de leurs adultes, les enfants et les filles s'expriment. Les élections universitaires, les seules élections légitimes qui peuvent tenir le lieu des élections nationales, ont été annulées. Les élections municipales ont été annulées. Les élections universitaires, les seules élections légitimes qui peuvent tenir le lieu des élections nationales, ont été annulées. Les élections municipales ont été annulées.

sion des Frères musulmans, a joué un rôle central dans le soulèvement de Gaza.

Il semble se développer chez les Palestiniens un mouvement faisant pendant au nationalisme religieux du Gush Emounim en Israël. L'islam et le nationalisme palestinien sont en train de se fondre non seulement dans les territoires, mais aussi à l'OLP, dans sa rhétorique comme dans son organisation. En 1986, par exemple, l'attaque à la grenade au Mur des lamentations, lors de l'assassinat de l'unité d'élite Givati, fut menée par quatre hommes qui faisaient partie d'une cellule commune au Fath et au Jihad islamique. En 1987, des centaines de milliers de Palestiniens se sont rassemblés à la mosquée d'Al-Aqsa lors du ramadan, dans une manifestation de piété nationale sans précédent depuis la création de l'État juif. Aux élections universitaires, les listes islamiques gagnent en influence.

Certes, à court terme, l'islamisation du mouvement nationaliste peut être un moyen efficace d'organiser la lutte contre les Israéliens. Ses effets à long terme risquent cependant d'être désastreux. Car elle divise les Palestiniens, qui comptent une fraction notable de chrétiens, et elle sapera l'unité de l'OLP comme mouvement nationaliste laïque dont beaucoup de dirigeants sont chrétiens. Depuis 1948, la population palestinienne de confession chrétienne a lentement diminué du fait de l'immigration. L'islamisation pourrait accélérer ce courant.

Enfin, comme le Gush Emounim en Israël, un mouvement nationaliste religieux chez les Palestiniens ferait obstacle à tout compromis territorial.

Pragmatisme et radicalisme

DEPUIS le soulèvement, les relations entre Israéliens et Palestiniens des territoires occupés se sont considérablement modifiées. Les événements ont eu pour effet de polariser les deux sociétés. Il n'existe plus de majorité silencieuse modérée, ni chez les Palestiniens ni chez les Israéliens. Chez les uns comme chez les autres, la majorité souhaite une solution où l'existence d'un État palestinien est exclue.

tence de l'État suppose l'expulsion de l'autre communauté. Des dizaines de milliers d'Israéliens ont, certes, manifesté contre la répression en Cisjordanie et à Gaza, mais ils trouvent en face d'eux une majorité écrasante qui la considère au contraire comme une réplique légitime au soulèvement. Beaucoup se disent convaincus, de surcroît, que si les restrictions politiques à l'usage de la force étaient levées, l'ordre serait rétabli en vingt-quatre heures dans les territoires.

que la population est devenue encore plus hostile à un compromis territorial depuis l'éclatement du soulèvement.

Une si faible marge de manœuvre compromet toute possibilité de négociation dans un face-à-face circonscrit aux seules forces régionales. Le monde extérieur, et surtout les États-Unis, doit prendre l'initiative. Dans l'histoire de l'État d'Israël, nombre d'événements politiques marquants ont pu se produire grâce à la médiation américaine : création de l'État en 1948 ; retrait de Suez en 1956 ; vote de la résolution 242 des Nations unies en 1967, accordant à Israël des frontières sûres et reconnues en échange de (ou des) territoires ; accord de désengagement mettant fin à la guerre de 1973 ; accord de paix avec l'Égypte en 1978 et, finalement, retrait de Beyrouth en 1982.

Washington doit encourager le dialogue

MAIS la stratégie que poursuivent actuellement les États-Unis ne peut pas réussir. Ses deux grands points faibles sont la marginalisation dans laquelle elle tient l'OLP et sa présomption d'une victoire décisive des travaillistes israéliens en cas d'élections. Or l'exclusion de l'OLP ne peut que contribuer à aviver le refus palestinien, tandis que beaucoup d'Israéliens craignent que le Likoud ne sorte renforcé d'élections qui se joueraient sur le thème du compromis territorial.

Faut-il pour autant renoncer à agir en attendant l'arrivée de jours encore plus sombres ? Israël et la Palestine sont à la croisée des chemins. Pour que les Palestiniens ne tombent pas dans l'islamisme fanatique et pour que les Israéliens ne deviennent pas de nouveaux Cosaques, à l'instar de ceux qu'avaient fuis leurs pères et mères, l'Amérique doit dès maintenant encourager Israël à parler avec l'OLP, et encourager cette dernière à permettre le dialogue.

ROGER FRIEDLAND et RICHARD HECHT.

(1) Cf. Michael Inbar et Ephraim Yuchtman-Yaar, *The People's Image of Conflict Resolution: A Comparative Survey of Israelis and Palestinians*, université de Tel-Aviv, département de sociologie, 1987 (non publié).

DÉSACCORD SUR LA RÉPRESSION DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

Les socialistes français isolés au sein de l'Internationale

Par JEAN ZIEGLER

On ne savait depuis longtemps, l'Internationale socialiste - trente-cinq partis membres, dix-huit millions d'adhérents, la plus ancienne et la plus puissante organisation politique internationale - est malade du Proche-Orient. La métastase vient de se produire.

Le vice-président de l'Internationale et ancien chancelier autrichien, Bruno Kreisky, une des figures les plus prestigieuses, les plus influentes et respectées de la social-démocratie internationale, a récemment publié un texte qui, parmi les socialistes européens, a eu l'effet d'une bombe. Que dit M. Kreisky ? « Israël est un État semi-fasciste... Les dirigeants du Parti travailliste (Israélien), et, plus particulièrement, Shimon Pérès, ont trahi l'Internationale socialiste... Il [Pérès] a trahi l'Internationale socialiste, c'est-à-dire la communauté de tous les socialistes, en donnant l'impression qu'il ferait la paix. De façon surprenante, il avait l'air crédible. Il donnait alors l'impression qu'il utiliserait la formule du nouveau gouvernement d'unité nationale pour faire avancer la cause de la paix... Mais il n'en fit rien. Ni aucun effort dans cette direction (1). »

Le Parti travailliste israélien est membre de l'Internationale socialiste (IS). Son leader, M. Shimon Pérès, siège parmi les membres du présidium. Que s'est-il alors passé ? La répression par les troupes d'occupation israéliennes du soulèvement des populations de Cisjordanie et de Gaza a provoqué la mort de plus de deux cents Palestiniens, le dynamitage de plus d'une centaine de maisons et la paralysie à vie de centaines de jeunes Arabes, atteints par les projectiles des colons et des troupes d'occupation. Tout cela a provoqué, dans les rangs des sociaux-démocrates européens, une indignation profonde et généralisée. M. Bruno Kreisky, par un acte apparemment solitaire, mais approuvé par beaucoup, rompt brusquement un silence qui dure depuis des décennies.

Le tournant s'était amorcé en mai dernier, lors de la réunion du conseil exécutif de l'IS.

Madrid, hôtel Barajas, mercredi matin 11 mai 1988. Le discours de M. Shimon Pérès est attendu avec une impatience contenue. La déception sera à la mesure de l'attente. M. Pérès passe rapidement sur les souffrances occasionnées par la répression israélienne. Puis viennent quelques mots de caractère général sur la nécessité d'une paix durable. La création d'un État palestinien dans les territoires occupés - et qui devraient être libérés par Israël - est rejetée. Selon M. Pérès, il existe déjà un État palestinien : la Jordanie ! L'OLP ? M. Pérès ne mentionne même pas ce sigle. Il dit simplement : « Nous ne savons pas pour l'instant avec qui négocier. Un peuple palestinien n'a jamais existé dans l'histoire. La Palestine, d'ailleurs, non plus. Ceux qui, aujourd'hui, prétendent représenter les populations des territoires occupés ne sont que des groupes armés. Et ces groupes armés sont en permanent conflit entre eux. »

La salle est abasourdie. M. Bettino Craxi demande la parole. Sa réaction est nette, brutale, sans équivoque. Tourné vers M. Pérès, il dit : « Le gouvernement israélien viole tous les droits de l'homme. Il existe un obstacle principal pour qu'une paix puisse enfin se réaliser : cet obstacle est la politique actuelle du gouvernement israélien. » M. Pérès, blême, se tait. Puis, devant le soutien très évident que les paroles de M. Craxi trouvent dans la salle, il se lève, traverse la salle, sort, et ne reviendra plus. M. Alfonso Guerra, vice-premier ministre espagnol, prend la parole à la tribune : « Sommes-nous contre l'actuelle politique de répression du gouvernement israélien ? Disons-le ! Estimons-nous que l'OLP est la représentation légitime du peuple palestinien ? Qu'en le dise... » M. Guerra est suivi par M. Ingvar Carlsson, premier ministre suédois, puis par les représentants autrichiens, danois, etc. Tous condamnent l'obstination du gouvernement israélien et dénoncent la responsabilité des travaillistes. Les socialistes français se taisent.

l'Internationale, maintient son alliance privilégiée avec les travaillistes israéliens : il considère qu'il est prioritaire de contre l'influence prépondérante des États-Unis en Israël. Il veut également ménager les sentiments étroitement sionistes d'une partie de son électorat juif.

Jusqu'à présent une sorte de contrat de confiance existait entre socialistes européens et travaillistes israéliens. Les premiers s'abstenaient de toute critique publique des seconds. En contrepartie, les travaillistes promettaient, une fois revenus au pouvoir, de libérer les territoires, de respecter l'autodétermination palestinienne et d'entamer des négociations de paix avec les représentants librement choisis par les Palestiniens eux-mêmes, concrètement par l'OLP. Or la « politique du bâton », inaugurée

par le ministre travailliste de la défense, M. Itzhak Rabin, et le refus du gouvernement de coalition de tout contact avec l'OLP ont fait voler en éclats ce contrat.

Cette rupture - aussi douloureuse qu'elle soit pour certains socialistes européens - constitue un espoir. L'Internationale socialiste jouit d'un grand prestige et de moyens diplomatiques, politiques, financiers importants ; sa volonté de mener désormais une politique active, indépendante au Proche-Orient, sa claire reconnaissance des droits historiques et de l'existence de la nation palestinienne, apportent un soutien à la cause de la négociation, de l'autodétermination et de la paix.

(1) Bruno Kreisky in *Revue d'études palestiniennes*, n° 27, mai/juin 1988, Mémel, Paris, p. 13.

Maintien d'une alliance privilégiée

L'AFFRONTEMENT de Madrid ne constitue que la partie émergée de l'iceberg. Une profonde évolution est en cours depuis le début du soulèvement palestinien dans pratiquement tous les partis socialistes - à l'exception du français - de la Communauté européenne. Les solutions envisagées par les différents partis varient : les socialistes italiens - soutenus par une grande majorité de l'opinion publique et la plupart des principales forces politiques et syndicales du pays - sont partisans d'une solution « européenne ». Ils exigent le retrait immédiat des Israéliens des territoires occupés depuis 1976 ; une administration provisoire patronnée par les puissances européennes devra prendre la place des autorités militaires israéliennes. Les habitants des territoires exerceront ensuite leur droit d'autodétermination, choisissant la forme d'État qu'ils dési-

rent. M. Michele Achilli, président de la commission des affaires étrangères du Sénat italien et un des principaux architectes (socialistes) de cette proposition, s'est rendu, en juin dernier, auprès des dirigeants palestiniens des territoires occupés afin de discuter des modalités pratiques. Une délégation du Parlement européen s'est également rendue - à la demande du groupe socialiste - dans les territoires occupés.

Plusieurs autres partis socialistes européens - notamment ceux d'Autriche et de Suède (dont les pays n'appartiennent pas à la CEE) - proposent de confier l'administration provisoire des territoires (en attendant l'exercice du droit d'autodétermination des Palestiniens) aux Nations unies. Quant aux socialistes français, ils ne se rallient à aucune de ces propositions : le Parti socialiste français, très isolé au sein de

Calendrier des fêtes nationales

	1-31 août
1 <sup>er</sup> JAMAÏQUE	Fête de l'Indépendance
1 <sup>er</sup> SUISSE	Anniversaire de la Confédération
4 BURKINA	Fête nationale
6 BOLIVIE	Anniversaire de l'indépendance
9 SINGAPOUR	Fête de l'Indépendance
10 ÉQUATEUR	Fête de l'Indépendance
13 REP. POPUL. DU CONGO	Fête de l'Indépendance
17 GABON	Fête de l'Indépendance
17 INDONÉSIE	Fête de l'Indépendance
23 ROUMANIE	Fête de l'Indépendance
25 URUGUAY	Fête de l'Indépendance
31 MALAÏSIE	Fête de l'Indépendance
31 TRINITÉ ET-TOBAGO	Fête de l'Indépendance

(Publié)

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE

**FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES**

**pour la vie professionnelle**

Affaires - Commerce - Gestion - Communication

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES

UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE

BTS COMMERCE INTERNATIONAL

ACTION COMMERCIALE

BUREAUTIQUE ET SECRÉTARIAT

Ces examens sont ouverts à tous et se déroulent dans la plupart des grandes villes de France, et à l'étranger.

Étudiants, cadres tous secteurs, ingénieurs, techniciens, secrétaires... peuvent en profiter pour compléter leur formation et augmenter leur compétence ou assurer leur avenir professionnel.

Langues & Affaires assure par correspondance des cours tous niveaux et des préparations complètes à ces examens.

Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix et à votre rythme.

Documentation gratuite sur ces diplômes et sur les cours à :

Langues & Affaires, service 4760, 35, rue Collange

92303 Paris-Levallois (France). Tél. : (1) 42-70-81-88.

Établissement privé fondé en 1947. Sous contrôle Éducation nationale.



## L'ÉGYPTE MENACÉE PAR LA SÉCHERESSE

## Quand baissent les eaux du Nil...

**P**ARCE que les pluies ont été peu abondantes, ces dernières années, sur les hauts-plateaux éthiopiens, le débit du Nil a fortement décliné, ainsi que le niveau des eaux du lac Nasser, que retient le gigantesque barrage d'Assouan. Ce lac est le château d'eau de l'Égypte, qui, située en plein désert, demeure un « don du Nil ».

Les autorités du Caire sont inquiètes devant l'aggravation de la sécheresse et envisagent de draconiennes restrictions de la consommation d'eau et d'électricité. La menace de pénurie risque aussi de relancer les conflits sur le partage des eaux du fleuve entre les États riverains.

Par HABIB AYEY

En parcourant le delta du Nil ou sa longue vallée toujours verdoyante, on a du mal à imaginer que le désert est là, tout autour, à l'affût, juste derrière les derniers champs cultivés. Si la baisse du niveau des eaux du fleuve, qui dure depuis 1979, se prolongeait encore, le désert ne tarderait pas à reprendre ses droits, en particulier sur les terres qui lui ont été arrachées depuis l'inauguration du haut barrage d'Assouan en 1964.

Les Égyptiens ont entendu parler, pour la première fois, de la baisse du Nil en novembre 1987, quand les responsables politiques et la presse ont commencé à s'inquiéter de la prolongation de la sécheresse sur les hauts plateaux éthiopiens. Tous les observateurs gardent donc les yeux rivés sur le débit du fleuve. Si l'Égypte, à l'instar des deux autres pays de la vallée du Nil — l'Éthiopie et le Soudan —, affrontait l'une des situations les plus périlleuses de son histoire : 22 % d'électricité en moins à la suite de l'arrêt total des turbines du haut barrage ; impossibilité de mettre en culture les six millions de feddans (1) annuellement cultivés, ce qui aggraverait lourdement le déficit alimentaire déjà inquiétant (2).

## Tout ne vit que grâce au fleuve

EN Égypte, où tout ne vit que grâce au Nil, l'immense réserve du haut barrage a réussi jusqu'à présent à protéger l'espace et l'homme d'un manque d'eau désastreux et des bouleversements qu'ont connus des pays comme l'Éthiopie et le Soudan : famine, exode rural massif, destruction de la nature et du cheptel.

Pendant les neuf dernières années, les techniciens et responsables du ministère des ressources hydriques, rassurés par la réserve du lac Nasser, refusaient de voir dans la nouvelle situation autre chose qu'un retour passager des sept années de vaches maigres, phénomène cyclique bien connu. Même s'ils reconnaissent que jamais depuis 1611 l'Égypte n'avait connu de crises aussi faibles (3), ils continuaient à soutenir que le pays n'était pas menacé. Le président Mubarak a pris l'initiative de rendre publiques les difficultés actuelles et la menace de sécheresse, admettant, pour la première fois, que le haut barrage n'est plus en mesure de fournir l'eau et l'électricité dont le pays a besoin.

Une fois le danger admis officiellement, l'administration a multiplié les précautions : le riz ne sera cultivé cette année que sur quelque 800 000 feddans au lieu de 1 100 000 l'année dernière ; la période de nettoyage des canaux d'irrigation et de drainage (janvier de chaque année) sera portée à cinq semaines contre trois habituellement (pendant cette période, aucune irrigation n'est pratiquée) ; l'irrigation nocturne (4), oubliée depuis plusieurs années, sera progressivement rétablie. Quant à l'électricité, elle sera rationnée et certainement payée plus cher. On envisage aussi de priver d'électricité de nombreux villages et quartiers urbains, au moins pendant certaines heures de la journée.

Mais, quelle que soit l'évolution à court terme et les mesures adoptées, le Caire est de toute façon contraint de réformer son système de gestion des eaux du Nil et de mettre en place une politique agricole et hydraulique nouvelle. L'avenir même de l'Égypte et celui de l'ensemble des pays de la vallée en dépendent.

Le paysan égyptien n'a jamais payé l'eau pour irriguer ses terres. Cette gratuité encourage le gaspillage et la surirrigation (8 000 mètres cubes d'eau par an et par feddan, contre un volume optimal de 4 000 à 5 000 mètres cubes), qui elle-même augmente la salinité des sols et réduit les rendements. Le problème se pose également

en termes de quantité disponible : la population égyptienne est estimée à 54 millions de personnes, avec un taux de croissance de 2,8 % par an. À ce rythme, elle atteindra le chiffre de 70 millions de personnes en l'an 2000. Parallèlement, la quote-part égyptienne des eaux du Nil fixée par les accords de 1959 (5), à 55,5 milliards de mètres cubes par an, n'a aucune chance de croître (6). La seule possibilité pour éviter la pénurie est de mieux gérer sa richesse hydraulique.

Une politique visant à faire payer l'eau par le paysan sera très impopulaire. Si on les obligeait à payer, de nombreux agriculteurs abandonneraient tout pour aller s'installer en ville.

Pour calmer les esprits, fin novembre 1987, M. Issam Radhi, ministre des ressources hydriques, déclarait : « Il n'y a pas un problème d'eau en Égypte. Les Égyptiens ont depuis longtemps appris à vivre au rythme du Nil. Le haut barrage continuera, Dieu merci, à nous protéger contre la sécheresse, et nous n'avons donc aucune raison de nous inquiéter... De toute manière, nous n'avons à l'heure actuelle aucun projet consistant à faire payer l'eau d'irrigation, même si l'on insiste sur la nécessité et l'urgence de limiter les gaspillages... » Pourtant, faire payer est inévitable à court terme. L'État devra trouver le moyen d'imposer l'eau sans en faire supporter les conséquences aux seuls paysans, éternels nourriciers de la ville.

Dans un pays où l'eau est si rare, peut-on tolérer qu'elle soit utilisée pour l'arrosage des jardins ou le lavage des voitures ?

## SOUVENIRS DES ANNÉES DE VACHES MAIGRES

## 1065 : « Et l'on consomma de la chair humaine »

A partir de l'année 1065, les eaux du Nil se sont étiées pas élevées à une hauteur suffisante, la famine commença à se faire sentir. Des brigands infestaient les chemins ; on ne pouvait aller d'un endroit à l'autre sans une nombreuse escorte, et encore courait-on de grands dangers. Les grains devinrent si rares que le blé et le pain se vendirent à des prix exorbitants, et bientôt il fut presque impossible de s'en procurer : on cite le cas d'une maison du Caire qui payait 900 dinars, fut cédée par son propriétaire contre 20 livres de farine. On mangait toutes les bêtes de somme et il ne resta au Caire que trois chevaux, puis on s'attaqua aux chiens et aux chats. Enfin la disette augmenta à tel point que l'on consomma de la chair humaine, malgré les peines les plus sévères édictées contre le crime d'anthropophagie. Des individus se tenaient sur les terrasses et enlevaient les passants avec des cordes armées de crocs.

Un jour que le vizir se rendait au palais, monté sur une mule, il fut assailli par la foule qui s'empara de l'animal pour le manger. On arriva trois des coupables, qui furent pendus, et le lendemain matin on ne retrouva que leurs os, la chair ayant été dévorée par la populace... Ceux qui avaient conservé certaines ressources cherchaient à gagner la Syrie et même la Mésopotamie, car il était impossible de se procurer à n'importe quel prix, en Égypte, de quoi s'alimenter.

## 1181 : « L'air se corrompt »

L'état des choses, cette année-là, s'annonça comme un monstre dont la fureur devait anéantir toutes les ressources de la vie et tous les moyens de subsistance. On ne conser-

Alors que, dans les « quartiers de la soif » du Caire (non équipés de réseaux d'adduction d'eau potable), les marchands d'eau vendent le mètre cube à des prix exorbitants ? 2 livres égyptiennes le baril de 500 litres (ou 4 livres le mètre cube, soit environ 10 F), 200 fois plus cher que dans les quartiers alimentés directement par le réseau public.

La quantité d'eau réservée à la consommation domestique s'élève à 6 milliards de mètres cubes par an. À peine la moitié en est réellement consommée, l'autre moitié se perd purement et simplement car les canalisations sont dans un état lamentable. La rationalisation de la distribution de l'eau passe forcément par l'augmentation de son prix et la pénalisation du gaspillage.

En 1978, le barrage d'Assouan produisait 54,3 % des besoins du pays en électricité, contre 22 % seulement aujourd'hui à cause également de la baisse de niveau du lac Nasser, mais aussi de la multiplication des autres sources de production d'énergie. L'Égypte se situait en 1985 au douzième rang mondial pour l'accroissement annuel de la production et de la consommation de l'énergie par habitant. En 1988, de nouvelles usines de production électrique ont dû être installées avec l'aide des États-Unis et de la Communauté européenne pour parer au risque d'un arrêt total des turbines du haut barrage.

Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, la situation présente un don du ciel pour les défenseurs du nucléaire. Le ministre de l'énergie, M. Maher Abaza, n'a guère tardé à remettre sur le tapis le programme de construction de centrales nucléaires, mis en veilleuse par le président Mubarak après l'accident de Tchernobyl — bien que les projets du Caire ne fassent pas appel à la technologie soviétique.

En attendant que les centrales soient mises en chantier (on parle du début de l'année 1989 pour la première), des mesures urgentes ne tarderont pas à s'imposer : augmentation des tarifs et rationnement de la distribution. Les premiers visés seront certainement les

villages à l'écart des circuits touristiques et des zones industrielles. Suivront les quartiers périphériques des villes. Les derniers touchés seront, sans doute, les quartiers riches du Caire, où vivent les familles aisées et les Occidentaux travaillant en Égypte.

L'une des raisons de la construction du barrage d'Assouan était d'éviter que l'Égypte ne se trouve un jour menacée d'une « guerre de l'eau » imposée par des puissances extérieures et, en particulier, par ses voisins du sud, situés en amont du fleuve nourricier.

L'indépendance du Soudan en 1956 (ancien condominium anglo-égyptien) avait été perçue par les Égyptiens comme une « manœuvre impérialiste » ayant pour but de les couper des sources du fleuve et de les mettre ainsi à la merci de l'Éthiopie, d'où procèdent 80 % des eaux. Faute de pouvoir exercer un contrôle direct sur les sources, il fallait créer un « barrage-frontière » lui garantissant une « indépendance hydropolitique ».

Vingt-quatre ans après l'inauguration du barrage, la sécheresse remet en question cette vision. L'Égypte est aujourd'hui condamnée à traiter avec ses voisins du sud. La déforestation de l'Éthiopie (seuls 4 % du territoire sont actuellement boisés, contre 40 % au début du siècle) serait à l'origine, en partie, d'un changement climatique et d'une baisse de la pluviométrie.

En outre, le Soudan et l'Éthiopie voient leurs propres besoins en eau augmenter, au détriment du pays de l'aval, l'Égypte.

La vallée du Nil présente aujourd'hui une situation géopolitique qui semble inextricable : démographie galopante, crue du Nil en baisse, sécheresse lourdement destructrice, conflits meurtriers, dépendance économique et politique aggravée par l'absence structurelle de complémentarité et de coopération entre les trois pays (7).

Envisagé sans succès depuis le début du siècle, l'aménagement du Nil est plus indispensable que jamais. Mais un tel projet demande un minimum d'entente et de coopération entre les pays riverains du fleuve : Égypte, Soudan, Éthiopie, Ouganda, Rwanda,



LES SOURCES DU NIL DANS LA COSMOGRAPHIE DE SÉBASTIEN MUNSTER (1534)  
Le fleuve traverse neuf pays que rien d'autre ne lie

Le plus grand espoir dans la crise du Nil et, en conséquence, déjà le prix des denrées s'est élevé : les provinces étaient dévastées par la sécheresse, les habitants vivaient une disette inévitable et la crainte de la famine excitait parmi eux des mouvements tumultueux. Un grand nombre émigrèrent dans la Syrie, la Maghreb, le Hedjaz et le Yémen...

Lorsque le soleil fut entré dans le signe du Bélier, l'air se corrompit, la peste et une contagion mortelle commencèrent à se faire sentir et les pauvres, pressés par la famine qui allait toujours croissant, mangèrent des charognes, des cadavres, des chiens, les excréments et la fiente des animaux. Il n'était pas rare de surprendre des gens avec des petits enfants rôtis ou bouillis... J'ai vu moi-même un petit enfant rôtir dans un panier... Quand on avait brûlé un malheureux convaincu d'avoir mangé de la chair humaine, on trouvait son cadavre dévoré le lendemain matin, on le mangeait d'autant plus volontiers que, ses chairs étant toutes rôties, on était dispensé de les faire cuire.

## 1808 : Dieu, ultime recours

En 1808, le Nil baisse tout à coup, au point que la population, affolée, résolut d'appeler à Dieu. Et l'on vit ce spectacle extraordinaire d'une population dispersée, ulémas, étudiants et imams, Arabes et Turcs, rabbins et patriarches, coptes, latins et maronites, prosternés dans un sublime ensemble pour demander à Dieu dans la fervente prière de l'esteka, l'eau qui « désaltère ».

Ces témoignages sont tirés respectivement, de Gabriel Hanotaux, *Histoire de la nation égyptienne*, tomes I et IV. Ed. Société de l'Histoire nationale, Paris, Librairie Plon, 1931, et de Jacques Beaupré, *l'Homme et le Nil*, Gallimard, Paris, 1957.



FEMMES AU BORD DU FLEUVE  
Tableau d'Émile Bernard, 1903 (détail)

Burundi, Kenya, Tanzanie et Zaïre. Neuf pays que rien ne lie, à part le Nil, et dont les intérêts sont divergents, sinon antagonistes.

Conscients pourtant de cette nécessité, Le Caire et Khartoum avaient entrepris en commun la réalisation d'un projet hydraulique gigantesque : le creusement du canal de Jonglei, qui devait dans une première étape permettre de récupérer quelques 10 milliards de mètres cubes d'eau par an pris dans le Sudd, grande région marécageuse située dans la partie méridionale du Soudan et où se perd une partie du Nil Blanc. Ce chantier, commencé en 1979, fut interrompu en 1983 par la rébellion des Sudistes du Soudan, commandés par John Garang : la moitié du canal, qui devait s'étirer sur 360 kilomètres, était déjà creusée.

Intérêts opposés  
nécessaire coopération

D'AUTRES ouvrages hydrauliques sont à l'étude sur le Nil Bleu, mais leur réalisation a depuis longtemps buté sur les intérêts opposés des trois pays les plus concernés. Addis-Abeba, qui n'a jamais reconnu les accords de 1959 signés entre le Soudan et l'Égypte, exige la renégociation du partage des eaux avant d'entreprendre en commun un quelconque projet hydraulique. Soulignant que 80 % des eaux du Nil proviennent de leurs plateaux, les Éthiopiens refusent toute négociation ou tout accord associant l'ensemble des neuf pays du bassin. Dans la même logique d'affrontement, le président Sadate avait même menacé, le 5 juin 1980, le régime de M. Mengistu d'une action militaire. Addis-Abeba venait d'entreprendre, entre 1977 et 1979, avec l'aide des Soviétiques, des études pour la construction d'un barrage hydroélectrique sur le lac Tana, source du Nil Bleu. Un projet intolérable pour Le Caire.

Quant aux Soudanais, ils ne peuvent envisager de grands travaux sans le consentement de leurs deux puissants voisins de l'est et du nord et sans un important appui financier extérieur.

Depuis quelques mois l'Égypte déploie de grands efforts diplomatiques pour réconcilier Khartoum et Addis-Abeba et pour mettre fin à la guerre au sud du Soudan. Si cette médiation aboutit, on peut envisager l'avènement d'une ère nouvelle marquée par une volonté de coopérer à l'exploitation des richesses de la région au profit de toute la communauté nilotique.

- (1) Un feddan = 0,42 hectare.
- (2) Le déficit alimentaire en Égypte était pour l'année 1986/1987 de 80 % pour le blé, 55 % pour l'ensemble des céréales, 81 % pour les huiles et 60 % pour les sucres.
- (3) L'apport annuel du Nil, mesuré à Assouan (en milliards de mètres cubes), a été, entre 1979 et 1987, respectivement de : 48,6, 56,2, 55,8, 40,6, 47,9, 34,8, 56,1, 48,5, 41,1. Pour 1987 la crue est estimée à quelque 40 milliards de mètres cubes. Le débit annuel moyen du Nil est de 84 milliards de mètres cubes.
- (4) L'irrigation nocturne a été abandonnée, dans la majeure partie du pays, depuis l'inauguration du haut barrage.
- (5) Les accords égypto-soudanais de 1959, sur le partage des eaux du Nil, accordaient à l'Égypte 55,5 milliards de mètres cubes par an et au Soudan 18,5 milliards. L'apport annuel moyen du Nil était de 84 milliards de mètres cubes, les 10 milliards d'eau restants correspondant à l'évaporation annuelle à partir du lac Nasser.
- (6) L'Égypte consomme actuellement, pour l'ensemble de ses besoins (irrigation, industrie, eau potable et navigation), 60,7 milliards de mètres cubes d'eau par an et se répartissent comme suit : 55,5 milliards de mètres cubes provenant des eaux du Nil ; 2,3 milliards de mètres cubes provenant de la réutilisation des eaux de drainage ; 2,9 milliards de mètres cubes provenant de la nappe souterraine du delta et de la vallée.
- (7) En 1983 les exportations de produits égyptiens vers le Soudan et les importations de produits soudanais constituaient respectivement 0,5 et 0,75 % du total des exportations et des importations égyptiennes.

A Genève, le 2...  
associations entre les  
Sud, de Cuba et des États  
en Afrique australe et  
bien. Un accord a été  
ensemble de principes  
de la paix. L'enjeu est  
riche territoire occupé  
minorité blanche coexist

La ville de Windhoek  
proposée des colonies  
Sud, de Cuba et des États  
en Afrique australe et  
bien. Un accord a été  
ensemble de principes  
de la paix. L'enjeu est  
riche territoire occupé  
minorité blanche coexist

La ville de Windhoek  
proposée des colonies  
Sud, de Cuba et des États  
en Afrique australe et  
bien. Un accord a été  
ensemble de principes  
de la paix. L'enjeu est  
riche territoire occupé  
minorité blanche coexist

La ville de Windhoek  
proposée des colonies  
Sud, de Cuba et des États  
en Afrique australe et  
bien. Un accord a été  
ensemble de principes  
de la paix. L'enjeu est  
riche territoire occupé  
minorité blanche coexist

La ville de Windhoek  
proposée des colonies  
Sud, de Cuba et des États  
en Afrique australe et  
bien. Un accord a été  
ensemble de principes  
de la paix. L'enjeu est  
riche territoire occupé  
minorité blanche coexist

La ville de Windhoek  
proposée des colonies  
Sud, de Cuba et des États  
en Afrique australe et  
bien. Un accord a été  
ensemble de principes  
de la paix. L'enjeu est  
riche territoire occupé  
minorité blanche coexist



Nil...



FEMMES AU BORD DU NIL  
Tableau d'Émile Bernard, 1903

Burundi, Kenya, Tanzanie et Zambie, pays qui ne se laissent pas aller à des intérêts sont divergents.

Conscient pourtant de cette situation, le Caire et Khartoum ont entrepris en commun la réalisation d'un projet hydraulique gigantesque, le creusement du canal de Jonglei, qui devait dans une première étape permettre de récupérer quelque 10 milliards de mètres cubes d'eau par an dans le Soudan, grande région aride, et de l'écouler dans la mer Rouge. Ce projet, qui devait être financé par le Soudan, fut interrompu en 1983 par la rébellion des Soukotes du Soudan, les mandés par John Garang, le leader du mouvement, qui devait être sur 300 km de long, était déjà creusé.

### Intérêts opposés nécessaire coopération

D'AUTRES ouvrages hydrauliques sont à l'étude sur le Nil. Les pays riverains ont des intérêts opposés. Les pays du haut du Nil, l'Égypte, l'Éthiopie, le Soudan, ont des intérêts communs. Les pays du bas du Nil, le Soudan, l'Égypte, ont des intérêts communs. Les pays du haut du Nil, l'Égypte, l'Éthiopie, le Soudan, ont des intérêts communs. Les pays du bas du Nil, le Soudan, l'Égypte, ont des intérêts communs.

Quant aux Soudanais, ils ne peuvent envisager de grands travaux sans le consentement de leurs deux voisins de l'est et du nord, et sans l'important appui financier étranger.

Depuis quelques mois l'Égypte déploie de grands efforts diplomatiques pour réconcilier Khartoum et le Soudan. Elle a pour objectif de faire signer un accord de coopération entre le Soudan et l'Égypte, qui permettrait de développer le Nil en tant que ressource commune.

- (1) Un feddan = 0,42 hectare.
- (2) Le déficit économique de l'Égypte pour l'année 1986-1987 de 80 % par rapport à 1985-1986, l'excédent de 10 % par rapport à 1984-1985.
- (3) L'apport annuel du Nil au Soudan (en millions de mètres cubes) : 1979-1980 : 40,5 ; 1980-1981 : 40,5 ; 1981-1982 : 40,5 ; 1982-1983 : 40,5 ; 1983-1984 : 40,5 ; 1984-1985 : 40,5 ; 1985-1986 : 40,5 ; 1986-1987 : 40,5 ; 1987-1988 : 40,5 ; 1988-1989 : 40,5 ; 1989-1990 : 40,5 ; 1990-1991 : 40,5 ; 1991-1992 : 40,5 ; 1992-1993 : 40,5 ; 1993-1994 : 40,5 ; 1994-1995 : 40,5 ; 1995-1996 : 40,5 ; 1996-1997 : 40,5 ; 1997-1998 : 40,5 ; 1998-1999 : 40,5 ; 1999-2000 : 40,5 ; 2000-2001 : 40,5 ; 2001-2002 : 40,5 ; 2002-2003 : 40,5 ; 2003-2004 : 40,5 ; 2004-2005 : 40,5 ; 2005-2006 : 40,5 ; 2006-2007 : 40,5 ; 2007-2008 : 40,5 ; 2008-2009 : 40,5 ; 2009-2010 : 40,5 ; 2010-2011 : 40,5 ; 2011-2012 : 40,5 ; 2012-2013 : 40,5 ; 2013-2014 : 40,5 ; 2014-2015 : 40,5 ; 2015-2016 : 40,5 ; 2016-2017 : 40,5 ; 2017-2018 : 40,5 ; 2018-2019 : 40,5 ; 2019-2020 : 40,5 ; 2020-2021 : 40,5 ; 2021-2022 : 40,5 ; 2022-2023 : 40,5 ; 2023-2024 : 40,5 ; 2024-2025 : 40,5 ; 2025-2026 : 40,5 ; 2026-2027 : 40,5 ; 2027-2028 : 40,5 ; 2028-2029 : 40,5 ; 2029-2030 : 40,5 ; 2030-2031 : 40,5 ; 2031-2032 : 40,5 ; 2032-2033 : 40,5 ; 2033-2034 : 40,5 ; 2034-2035 : 40,5 ; 2035-2036 : 40,5 ; 2036-2037 : 40,5 ; 2037-2038 : 40,5 ; 2038-2039 : 40,5 ; 2039-2040 : 40,5 ; 2040-2041 : 40,5 ; 2041-2042 : 40,5 ; 2042-2043 : 40,5 ; 2043-2044 : 40,5 ; 2044-2045 : 40,5 ; 2045-2046 : 40,5 ; 2046-2047 : 40,5 ; 2047-2048 : 40,5 ; 2048-2049 : 40,5 ; 2049-2050 : 40,5 ; 2050-2051 : 40,5 ; 2051-2052 : 40,5 ; 2052-2053 : 40,5 ; 2053-2054 : 40,5 ; 2054-2055 : 40,5 ; 2055-2056 : 40,5 ; 2056-2057 : 40,5 ; 2057-2058 : 40,5 ; 2058-2059 : 40,5 ; 2059-2060 : 40,5 ; 2060-2061 : 40,5 ; 2061-2062 : 40,5 ; 2062-2063 : 40,5 ; 2063-2064 : 40,5 ; 2064-2065 : 40,5 ; 2065-2066 : 40,5 ; 2066-2067 : 40,5 ; 2067-2068 : 40,5 ; 2068-2069 : 40,5 ; 2069-2070 : 40,5 ; 2070-2071 : 40,5 ; 2071-2072 : 40,5 ; 2072-2073 : 40,5 ; 2073-2074 : 40,5 ; 2074-2075 : 40,5 ; 2075-2076 : 40,5 ; 2076-2077 : 40,5 ; 2077-2078 : 40,5 ; 2078-2079 : 40,5 ; 2079-2080 : 40,5 ; 2080-2081 : 40,5 ; 2081-2082 : 40,5 ; 2082-2083 : 40,5 ; 2083-2084 : 40,5 ; 2084-2085 : 40,5 ; 2085-2086 : 40,5 ; 2086-2087 : 40,5 ; 2087-2088 : 40,5 ; 2088-2089 : 40,5 ; 2089-2090 : 40,5 ; 2090-2091 : 40,5 ; 2091-2092 : 40,5 ; 2092-2093 : 40,5 ; 2093-2094 : 40,5 ; 2094-2095 : 40,5 ; 2095-2096 : 40,5 ; 2096-2097 : 40,5 ; 2097-2098 : 40,5 ; 2098-2099 : 40,5 ; 2099-2100 : 40,5 ; 2100-2101 : 40,5 ; 2101-2102 : 40,5 ; 2102-2103 : 40,5 ; 2103-2104 : 40,5 ; 2104-2105 : 40,5 ; 2105-2106 : 40,5 ; 2106-2107 : 40,5 ; 2107-2108 : 40,5 ; 2108-2109 : 40,5 ; 2109-2110 : 40,5 ; 2110-2111 : 40,5 ; 2111-2112 : 40,5 ; 2112-2113 : 40,5 ; 2113-2114 : 40,5 ; 2114-2115 : 40,5 ; 2115-2116 : 40,5 ; 2116-2117 : 40,5 ; 2117-2118 : 40,5 ; 2118-2119 : 40,5 ; 2119-2120 : 40,5 ; 2120-2121 : 40,5 ; 2121-2122 : 40,5 ; 2122-2123 : 40,5 ; 2123-2124 : 40,5 ; 2124-2125 : 40,5 ; 2125-2126 : 40,5 ; 2126-2127 : 40,5 ; 2127-2128 : 40,5 ; 2128-2129 : 40,5 ; 2129-2130 : 40,5 ; 2130-2131 : 40,5 ; 2131-2132 : 40,5 ; 2132-2133 : 40,5 ; 2133-2134 : 40,5 ; 2134-2135 : 40,5 ; 2135-2136 : 40,5 ; 2136-2137 : 40,5 ; 2137-2138 : 40,5 ; 2138-2139 : 40,5 ; 2139-2140 : 40,5 ; 2140-2141 : 40,5 ; 2141-2142 : 40,5 ; 2142-2143 : 40,5 ; 2143-2144 : 40,5 ; 2144-2145 : 40,5 ; 2145-2146 : 40,5 ; 2146-2147 : 40,5 ; 2147-2148 : 40,5 ; 2148-2149 : 40,5 ; 2149-2150 : 40,5 ; 2150-2151 : 40,5 ; 2151-2152 : 40,5 ; 2152-2153 : 40,5 ; 2153-2154 : 40,5 ; 2154-2155 : 40,5 ; 2155-2156 : 40,5 ; 2156-2157 : 40,5 ; 2157-2158 : 40,5 ; 2158-2159 : 40,5 ; 2159-2160 : 40,5 ; 2160-2161 : 40,5 ; 2161-2162 : 40,5 ; 2162-2163 : 40,5 ; 2163-2164 : 40,5 ; 2164-2165 : 40,5 ; 2165-2166 : 40,5 ; 2166-2167 : 40,5 ; 2167-2168 : 40,5 ; 2168-2169 : 40,5 ; 2169-2170 : 40,5 ; 2170-2171 : 40,5 ; 2171-2172 : 40,5 ; 2172-2173 : 40,5 ; 2173-2174 : 40,5 ; 2174-2175 : 40,5 ; 2175-2176 : 40,5 ; 2176-2177 : 40,5 ; 2177-2178 : 40,5 ; 2178-2179 : 40,5 ; 2179-2180 : 40,5 ; 2180-2181 : 40,5 ; 2181-2182 : 40,5 ; 2182-2183 : 40,5 ; 2183-2184 : 40,5 ; 2184-2185 : 40,5 ; 2185-2186 : 40,5 ; 2186-2187 : 40,5 ; 2187-2188 : 40,5 ; 2188-2189 : 40,5 ; 2189-2190 : 40,5 ; 2190-2191 : 40,5 ; 2191-2192 : 40,5 ; 2192-2193 : 40,5 ; 2193-2194 : 40,5 ; 2194-2195 : 40,5 ; 2195-2196 : 40,5 ; 2196-2197 : 40,5 ; 2197-2198 : 40,5 ; 2198-2199 : 40,5 ; 2199-2200 : 40,5 ; 2200-2201 : 40,5 ; 2201-2202 : 40,5 ; 2202-2203 : 40,5 ; 2203-2204 : 40,5 ; 2204-2205 : 40,5 ; 2205-2206 : 40,5 ; 2206-2207 : 40,5 ; 2207-2208 : 40,5 ; 2208-2209 : 40,5 ; 2209-2210 : 40,5 ; 2210-2211 : 40,5 ; 2211-2212 : 40,5 ; 2212-2213 : 40,5 ; 2213-2214 : 40,5 ; 2214-2215 : 40,5 ; 2215-2216 : 40,5 ; 2216-2217 : 40,5 ; 2217-2218 : 40,5 ; 2218-2219 : 40,5 ; 2219-2220 : 40,5 ; 2220-2221 : 40,5 ; 2221-2222 : 40,5 ; 2222-2223 : 40,5 ; 2223-2224 : 40,5 ; 2224-2225 : 40,5 ; 2225-2226 : 40,5 ; 2226-2227 : 40,5 ; 2227-2228 : 40,5 ; 2228-2229 : 40,5 ; 2229-2230 : 40,5 ; 2230-2231 : 40,5 ; 2231-2232 : 40,5 ; 2232-2233 : 40,5 ; 2233-2234 : 40,5 ; 2234-2235 : 40,5 ; 2235-2236 : 40,5 ; 2236-2237 : 40,5 ; 2237-2238 : 40,5 ; 2238-2239 : 40,5 ; 2239-2240 : 40,5 ; 2240-2241 : 40,5 ; 2241-2242 : 40,5 ; 2242-2243 : 40,5 ; 2243-2244 : 40,5 ; 2244-2245 : 40,5 ; 2245-2246 : 40,5 ; 2246-2247 : 40,5 ; 2247-2248 : 40,5 ; 2248-2249 : 40,5 ; 2249-2250 : 40,5 ; 2250-2251 : 40,5 ; 2251-2252 : 40,5 ; 2252-2253 : 40,5 ; 2253-2254 : 40,5 ; 2254-2255 : 40,5 ; 2255-2256 : 40,5 ; 2256-2257 : 40,5 ; 2257-2258 : 40,5 ; 2258-2259 : 40,5 ; 2259-2260 : 40,5 ; 2260-2261 : 40,5 ; 2261-2262 : 40,5 ; 2262-2263 : 40,5 ; 2263-2264 : 40,5 ; 2264-2265 : 40,5 ; 2265-2266 : 40,5 ; 2266-2267 : 40,5 ; 2267-2268 : 40,5 ; 2268-2269 : 40,5 ; 2269-2270 : 40,5 ; 2270-2271 : 40,5 ; 2271-2272 : 40,5 ; 2272-2273 : 40,5 ; 2273-2274 : 40,5 ; 2274-2275 : 40,5 ; 2275-2276 : 40,5 ; 2276-2277 : 40,5 ; 2277-2278 : 40,5 ; 2278-2279 : 40,5 ; 2279-2280 : 40,5 ; 2280-2281 : 40,5 ; 2281-2282 : 40,5 ; 2282-2283 : 40,5 ; 2283-2284 : 40,5 ; 2284-2285 : 40,5 ; 2285-2286 : 40,5 ; 2286-2287 : 40,5 ; 2287-2288 : 40,5 ; 2288-2289 : 40,5 ; 2289-2290 : 40,5 ; 2290-2291 : 40,5 ; 2291-2292 : 40,5 ; 2292-2293 : 40,5 ; 2293-2294 : 40,5 ; 2294-2295 : 40,5 ; 2295-2296 : 40,5 ; 2296-2297 : 40,5 ; 2297-2298 : 40,5 ; 2298-2299 : 40,5 ; 2299-2300 : 40,5 ; 2300-2301 : 40,5 ; 2301-2302 : 40,5 ; 2302-2303 : 40,5 ; 2303-2304 : 40,5 ; 2304-2305 : 40,5 ; 2305-2306 : 40,5 ; 2306-2307 : 40,5 ; 2307-2308 : 40,5 ; 2308-2309 : 40,5 ; 2309-2310 : 40,5 ; 2310-2311 : 40,5 ; 2311-2312 : 40,5 ; 2312-2313 : 40,5 ; 2313-2314 : 40,5 ; 2314-2315 : 40,5 ; 2315-2316 : 40,5 ; 2316-2317 : 40,5 ; 2317-2318 : 40,5 ; 2318-2319 : 40,5 ; 2319-2320 : 40,5 ; 2320-2321 : 40,5 ; 2321-2322 : 40,5 ; 2322-2323 : 40,5 ; 2323-2324 : 40,5 ; 2324-2325 : 40,5 ; 2325-2326 : 40,5 ; 2326-2327 : 40,5 ; 2327-2328 : 40,5 ; 2328-2329 : 40,5 ; 2329-2330 : 40,5 ; 2330-2331 : 40,5 ; 2331-2332 : 40,5 ; 2332-2333 : 40,5 ; 2333-2334 : 40,5 ; 2334-2335 : 40,5 ; 2335-2336 : 40,5 ; 2336-2337 : 40,5 ; 2337-2338 : 40,5 ; 2338-2339 : 40,5 ; 2339-2340 : 40,5 ; 2340-2341 : 40,5 ; 2341-2342 : 40,5 ; 2342-2343 : 40,5 ; 2343-2344 : 40,5 ; 2344-2345 : 40,5 ; 2345-2346 : 40,5 ; 2346-2347 : 40,5 ; 2347-2348 : 40,5 ; 2348-2349 : 40,5 ; 2349-2350 : 40,5 ; 2350-2351 : 40,5 ; 2351-2352 : 40,5 ; 2352-2353 : 40,5 ; 2353-2354 : 40,5 ; 2354-2355 : 40,5 ; 2355-2356 : 40,5 ; 2356-2357 : 40,5 ; 2357-2358 : 40,5 ; 2358-2359 : 40,5 ; 2359-2360 : 40,5 ; 2360-2361 : 40,5 ; 2361-2362 : 40,5 ; 2362-2363 : 40,5 ; 2363-2364 : 40,5 ; 2364-2365 : 40,5 ; 2365-2366 : 40,5 ; 2366-2367 : 40,5 ; 2367-2368 : 40,5 ; 2368-2369 : 40,5 ; 2369-2370 : 40,5 ; 2370-2371 : 40,5 ; 2371-2372 : 40,5 ; 2372-2373 : 40,5 ; 2373-2374 : 40,5 ; 2374-2375 : 40,5 ; 2375-2376 : 40,5 ; 2376-2377 : 40,5 ; 2377-2378 : 40,5 ; 2378-2379 : 40,5 ; 2379-2380 : 40,5 ; 2380-2381 : 40,5 ; 2381-2382 : 40,5 ; 2382-2383 : 40,5 ; 2383-2384 : 40,5 ; 2384-2385 : 40,5 ; 2385-2386 : 40,5 ; 2386-2387 : 40,5 ; 2387-2388 : 40,5 ; 2388-2389 : 40,5 ; 2389-2390 : 40,5 ; 2390-2391 : 40,5 ; 2391-2392 : 40,5 ; 2392-2393 : 40,5 ; 2393-2394 : 40,5 ; 2394-2395 : 40,5 ; 2395-2396 : 40,5 ; 2396-2397 : 40,5 ; 2397-2398 : 40,5 ; 2398-2399 : 40,5 ; 2399-2400 : 40,5 ; 2400-2401 : 40,5 ; 2401-2402 : 40,5 ; 2402-2403 : 40,5 ; 2403-2404 : 40,5 ; 2404-2405 : 40,5 ; 2405-2406 : 40,5 ; 2406-2407 : 40,5 ; 2407-2408 : 40,5 ; 2408-2409 : 40,5 ; 2409-2410 : 40,5 ; 2410-2411 : 40,5 ; 2411-2412 : 40,5 ; 2412-2413 : 40,5 ; 2413-2414 : 40,5 ; 2414-2415 : 40,5 ; 2415-2416 : 40,5 ; 2416-2417 : 40,5 ; 2417-2418 : 40,5 ; 2418-2419 : 40,5 ; 2419-2420 : 40,5 ; 2420-2421 : 40,5 ; 2421-2422 : 40,5 ; 2422-2423 : 40,5 ; 2423-2424 : 40,5 ; 2424-2425 : 40,5 ; 2425-2426 : 40,5 ; 2426-2427 : 40,5 ; 2427-2428 : 40,5 ; 2428-2429 : 40,5 ; 2429-2430 : 40,5 ; 2430-2431 : 40,5 ; 2431-2432 : 40,5 ; 2432-2433 : 40,5 ; 2433-2434 : 40,5 ; 2434-2435 : 40,5 ; 2435-2436 : 40,5 ; 2436-2437 : 40,5 ; 2437-2438 : 40,5 ; 2438-2439 : 40,5 ; 2439-2440 : 40,5 ; 2440-2441 : 40,5 ; 2441-2442 : 40,5 ; 2442-2443 : 40,5 ; 2443-2444 : 40,5 ; 2444-2445 : 40,5 ; 2445-2446 : 40,5 ; 2446-2447 : 40,5 ; 2447-2448 : 40,5 ; 2448-2449 : 40,5 ; 2449-2450 : 40,5 ; 2450-2451 : 40,5 ; 2451-2452 : 40,5 ; 2452-2453 : 40,5 ; 2453-2454 : 40,5 ; 2454-2455 : 40,5 ; 2455-2456 : 40,5 ; 2456-2457 : 40,5 ; 2457-2458 : 40,5 ; 2458-2459 : 40,5 ; 2459-2460 : 40,5 ; 2460-2461 : 40,5 ; 2461-2462 : 40,5 ; 2462-2463 : 40,5 ; 2463-2464 : 40,5 ; 2464-2465 : 40,5 ; 2465-2466 : 40,5 ; 2466-2467 : 40,5 ; 2467-2468 : 40,5 ; 2468-2469 : 40,5 ; 2469-2470 : 40,5 ; 2470-2471 : 40,5 ; 2471-2472 : 40,5 ; 2472-2473 : 40,5 ; 2473-2474 : 40,5 ; 2474-2475 : 40,5 ; 2475-2476 : 40,5 ; 2476-2477 : 40,5 ; 2477-2478 : 40,5 ; 2478-2479 : 40,5 ; 2479-2480 : 40,5 ; 2480-2481 : 40,5 ; 2481-2482 : 40,5 ; 2482-2483 : 40,5 ; 2483-2484 : 40,5 ; 2484-2485 : 40,5 ; 2485-2486 : 40,5 ; 2486-2487 : 40,5 ; 2487-2488 : 40,5 ; 2488-2489 : 40,5 ; 2489-2490 : 40,5 ; 2490-2491 : 40,5 ; 2491-2492 : 40,5 ; 2492-2493 : 40,5 ; 2493-2494 : 40,5 ; 2494-2495 : 40,5 ; 2495-2496 : 40,5 ; 2496-2497 : 40,5 ; 2497-2498 : 40,5 ; 2498-2499 : 40,5 ; 2499-2500 : 40,5 ; 2500-2501 : 40,5 ; 2501-2502 : 40,5 ; 2502-2503 : 40,5 ; 2503-2504 : 40,5 ; 2504-2505 : 40,5 ; 2505-2506 : 40,5 ; 2506-2507 : 40,5 ; 2507-2508 : 40,5 ; 2508-2509 : 40,5 ; 2509-2510 : 40,5 ; 2510-2511 : 40,5 ; 2511-2512 : 40,5 ; 2512-2513 : 40,5 ; 2513-2514 : 40,5 ; 2514-2515 : 40,5 ; 2515-2516 : 40,5 ; 2516-2517 : 40,5 ; 2517-2518 : 40,5 ; 2518-2519 : 40,5 ; 2519-2520 : 40,5 ; 2520-2521 : 40,5 ; 2521-2522 : 40,5 ; 2522-2523 : 40,5 ; 2523-2524 : 40,5 ; 2524-2525 : 40,5 ; 2525-2526 : 40,5 ; 2526-2527 : 40,5 ; 2527-2528 : 40,5 ; 2528-2529 : 40,5 ; 2529-2530 : 40,5 ; 2530-2531 : 40,5 ; 2531-2532 : 40,5 ; 2532-2533 : 40,5 ; 2533-2534 : 40,5 ; 2534-2535 : 40,5 ; 2535-2536 : 40,5 ; 2536-2537 : 40,5 ; 2537-2538 : 40,5 ; 2538-2539 : 40,5 ; 2539-2540 : 40,5 ; 2540-2541 : 40,5 ; 2541-2542 : 40,5 ; 2542-2543 : 40,5 ; 2543-2544 : 40,5 ; 2544-2545 : 40,5 ; 2545-2546 : 40,5 ; 2546-2547 : 40,5 ; 2547-2548 : 40,5 ; 2548-2549 : 40,5 ; 2549-2550 : 40,5 ; 2550-2551 : 40,5 ; 2551-2552 : 40,5 ; 2552-2553 : 40,5 ; 2553-2554 : 40,5 ; 2554-2555 : 40,5 ; 2555-2556 : 40,5 ; 2556-2557 : 40,5 ; 2557-2558 : 40,5 ; 2558-2559 : 40,5 ; 2559-2560 : 40,5 ; 2560-2561 : 40,5 ; 2561-2562 : 40,5 ; 2562-2563 : 40,5 ; 2563-2564 : 40,5 ; 2564-2565 : 40,5 ; 2565-2566 : 40,5 ; 2566-2567 : 40,5 ; 2567-2568 : 40,5 ; 2568-2569 : 40,5 ; 2569-2570 : 40,5 ; 2570-2571 : 40,5 ; 2571-2572 : 40,5 ; 2572-2573 : 40,5 ; 2573-2574 : 40,5 ; 2574-2575 : 40,5 ; 2575-2576 : 40,5 ; 2576-2577 : 40,5 ; 2577-2578 : 40,5 ; 2578-2579 : 40,5 ; 2579-2580 : 40,5 ; 2580-2581 : 40,5 ; 2581-2582 : 40,5 ; 2582-2583 : 40,5 ; 2583-2584 : 40,5 ; 2584-2585 : 40,5 ; 2585-2586 : 40,5 ; 2586-2587 : 40,5 ; 2587-2588 : 40,5 ; 2588-2589 : 40,5 ; 2589-2590 : 40,5 ; 2590-2591 : 40,5 ; 2591-2592 : 40,5 ; 2592-2593 : 40,5 ; 2593-2594 : 40,5 ; 2594-2595 : 40,5 ; 2595-2596 : 40,5 ; 2596-2597 : 40,5 ; 2597-2598 : 40,5 ; 2598-2599 : 40,5 ; 2599-2600 : 40,5 ; 2600-2601 : 40,5 ; 2601-2602 : 40,5 ; 2602-2603 : 40,5 ; 2603-2604 : 40,5 ; 2604-2605 : 40,5 ; 2605-2606 : 40,5 ; 2606-2607 : 40,5 ; 2607-2608 : 40,5 ; 2608-2609 : 40,5 ; 2609-2610 : 40,5 ; 2610-2611 : 40,5 ; 2611-2612 : 40,5 ; 2612-2613 : 40,5 ; 2613-2614 : 40,5 ; 2614-2615 : 40,5 ; 2615-2616 : 40,5 ; 2616-2617 : 40,5 ; 2617-2618 : 40,5 ; 2618-2619 : 40,5 ; 2619-2620 : 40,5 ; 2620-2621 : 40,5 ; 2621-2622 : 40,5 ; 2622-2623 : 40,5 ; 2623-2624 : 40,5 ; 2624-2625 : 40,5 ; 2625-2626 : 40,5 ; 2626-2627 : 40,5 ; 2627-2628 : 40,5 ; 2628-2629 : 40,5 ; 2629-2630 : 40,5 ; 2630-2631 : 40,5 ; 2631-2632 : 40,5 ; 2632-2633 : 40,5 ; 2633-2634 : 40,5 ; 2634-2635 : 40,5 ; 2635-2636 : 40,5 ; 2636-2637 : 40,5 ; 2637-2638 : 40,5 ; 2638-2639 : 40,5 ; 2639-2640 : 40,5 ; 2640-2641 : 40,5 ; 2641-2642 : 40,5 ; 2642-2643 : 40,5 ; 2643-2644 : 40,5 ; 2644-2645 : 40,5 ; 2645-2646 : 40,5 ; 2646-2647 : 40,







D'ASIE DU SUD

du gouvernement indien

des hindous de tout le pays. M. Gandhi est peut-être en partie seulement responsable de la résurgence de l'agitation politique, mais les conditions étaient réunies pour que les opposants lancent contre lui une offensive généralisée.

Désormais vulnérable sur les plans politique et moral, le premier ministre est devenu la cible des forces qu'il avait commencé à renverser. La « vieille garde », ce groupe hétéroclite de membres du Parti du Congrès, aussi anciens que sans scrupules, marginalisés par la « révolution de la jeunesse » de 1985, est revenue sur le devant de la scène pour détruire la position hégémonique de M. Gandhi au sein du parti. Les adversaires du chef du gouvernement ont pu redoubler de puissance : l'opposition parlementaire pestant contre la corruption, les anciens membres du

cabinet ont commencé à constituer un pôle de pouvoir de renouveau, la « vieille garde » dirigeant la révolte dans le camp congressiste.

M. Gandhi aurait pu admettre les faits et se lancer ouvertement dans la lutte contre la corruption, le favoritisme, l'inefficacité et, ce faisant, rétablir son pouvoir sur le parti et le pays. Il pouvait aussi opter pour la *realpolitik*, comme le fit sa mère, c'est-à-dire briser sans merci la dissidence, tout en mettant en place, grâce à son doigt et son art de la stratégie, une nouvelle coterie politique. N'ayant ni l'envergure ni le courage de faire un choix dans la ligne d'un mahatma Gandhi, il a opté pour la seconde solution, sans s'apercevoir qu'il n'a pas non plus la sagesse de sa mère.



TEMPLE SIKH A DELHI. Une communauté ravagée par la violence

Une opposition divisée et chicanière

Le secrétariat du premier ministre fut dès lors la seule instance de prise de décision, tandis que disparaissaient les rares espaces de libre débat et de dialogue. M. Gandhi est devenu acariâtre, démettant de leurs fonctions de nombreux responsables de l'administration à la suite de mauvais conseils. Son entourage immédiat l'a coupé de l'opinion et même de ses proches du parti. L'homme qui avait promis d'organiser des élections au sein du Parti du Congrès a remis cette consultation à une date indéterminée. De plus en plus mégalomane, il fait attendre des jours et des jours des chefs de gouvernement locaux (l'Inde est un Etat fédéral) désireux de le rencontrer.

fonctions six des ministres de 1985. Commentant la façon peu regardante qu'a M. Gandhi de trouver des ministres, M. L.K. Advani, chef de l'opposition, qualifiait récemment le gouvernement de « corbeille à papier ».

La partie n'est pourtant pas totalement perdue pour M. Gandhi, et il conserve deux atouts essentiels sur le plan électoral. D'une part, même si elle est ternie, il porte toujours sa couronne de chef du Parti du Congrès, seul à avoir une réelle audience dans l'ensemble de l'Union, et, comme symbole des luttes nationalistes, à peser d'un poids bien plus considérable que les oppositions. D'autre part, la plus précieuse alliée du premier ministre est cette même opposition en raison de ses divisions permanentes et de ses incessantes chicanes. Comme ce fut le cas pour la coalition du Janata en 1977, toute autre équipe au pouvoir serait le produit de projets tellement conflictuels que, même si le Parti du Congrès devait perdre les élections, le nouveau gouvernement pourrait difficilement rester longtemps en fonctions. Grâce à la personnalité de M.V.P. Singh, l'opposition a pu s'unir à Allahabad, mais pourrait-elle y parvenir à nouveau

afin de proposer un programme pour la nation ? Et M. Singh, seul homme à pouvoir potentiellement défier M. Gandhi aujourd'hui, a-t-il le courage et l'ambition de se porter candidat au poste de premier ministre ? De ce bon exécutant, qui n'a pas forcément l'effluve d'un chef, M. Arif Mohammad Khan, ancien membre du cabinet devenu rebelle au sein du Parti du Congrès, a pu dire : « M. Singh est trop mou, trop docile, peut-être un peu lâche. Ce n'est même pas un politicien... »

VIJAY SINGH.

Terreur généralisée au Pendjab

A U Pendjab, aujourd'hui, le terrorisme est à son paroxysme, et la terreur fait partie de la vie courante. Les habitants de l'Inde septentrionale parlent du bilan quotidien des morts comme du score d'une rencontre de tennis. Face au déchaînement incontrôlable de la violence, le citoyen innocent du Pendjab ne peut guère que se livrer au décompte des tués. Plus de mille six cents personnes ont été assassinées depuis le début de 1988, mais il y a plus grave : les moyens utilisés à cette fin changent rapidement et gagnent en efficacité.

Il y a moins de cinq ans, les militants sikhs qui se lançaient dans l'action étaient armés de pistolets et de carabines de fabrication locale. Un an plus tard, ils utilisaient des bombes à retardement d'une puissance moyenne. Alors que le mouvement gagnait en ampleur, les terroristes se procuraient des pistolets mitrailleurs automatiques chinois AK-47. Voilà six mois, ils provoquaient la surprise des services secrets indiens en tirant des fusées contre la maison d'un partisan du mouvement sikh modéré Akali. Aujourd'hui se répand l'usage d'un engin explosif facile à fabriquer et doté d'une résonance.

Faisant allusion à la situation à Sri-Lanka, un responsable du ministère de l'Intérieur de New-Delhi commente : « Si les terroristes sikhs apprennent à fabriquer et à utiliser des mines comme l'ont fait les Tigres tamouls, nous devons agir avant d'avoir affaire à une insurrection totale. »

En un sens, la situation était moins grave lorsque agissait Sant Bhinderanwale, le responsable sikh tué en mai 1984 lors de l'assaut contre le Temple d'or d'Amritsar. Certes, son charisme et ses invectives fondamentalistes aidèrent à grossir les rangs de l'armée sikh « séparatiste », mais, par sa simple présence, ce responsable unique du mouvement incitait une ligne de conduite à ceux qui luttaient à ses côtés comme à ceux qui le combattent. Une querelle émergeait une forme de dialogue, il s'établissait de la sorte, selon les volontés, un échange entre l'Etat et le groupe activiste.

Après sa disparition, une multiplicité de dirigeants ont surgi dans le plus grand désordre : d'où une absence totale de commandement. Une vague d'actes de représailles ont pu être commis au nom de la « vengeance » de Bhinderanwale, des dizaines de groupes terroristes sont nés, chacun d'entre eux ayant sa propre direction. Résultat : la violence s'est répandue partout ; les actions terroristes sont désormais menées dans chaque secteur, s'alimentant de frustrations cachées. D'autre part, l'absence d'un seul centre de décision empêche toute négociation ; si les pouvoirs publics tentent de discuter avec une faction, les factions rivales menacent les « perdreaux d'un compromis ». Toutes les tentatives de discussion ont abouti à une impasse dans cette mêlée générale où la suspicion, la peur et le soit de revanche font la loi.

L'engagement d'Islamabad

PENDANT ces deux dernières années, qui ont vu les groupes terroristes se répandre partout dans l'Etat, le mouvement activiste a élargi sa base dans la population sikh. Quand Bhinderanwale était encore vivant, l'empire du mouvement se limitait à une poignée de villages ou, au mieux, aux districts frontaliers du Pendjab. Les pogroms qui eurent lieu après l'assassinat d'Indira Gandhi en octobre 1984, et dont furent victimes des sikhs innocents, firent bénéficier les militants de la sympathie massive de leurs coreligionnaires ; au Pendjab proprement dit, la police, avec ses interrogatoires aveugles et sa répression, a réjoui une foule de jeunes dans le camp terroriste. Les nombreux adolescents qui pratiquent aujourd'hui l'action violente ont rejoint le mouvement pour venger les membres de leur famille tués ou torturés par la police au Pendjab.

Un facteur apparaît en permanence derrière le terrorisme sikh : l'engagement du Pakistan. Ceux qui suivent l'évolution des tensions à la frontière indo-pakistanaise du Pendjab affirment que les militants sikhs reçoivent leurs armes modernes du pays voisin. Les services secrets indiens ont sans cesse soutenu que nombre d'activistes ont reçu une formation de commando dans des camps créés pour eux au Pakistan. Selon des renseignements récemment fournis par des terroristes qui se sont rendus aux autorités de New-Delhi, après la seconde attaque contre le Temple d'or en mai 1988, de nombreux assassinats d'importantes personnalités indiennes seraient ordonnés à partir du Pakistan. Des porteurs de messages venus au-delà de la frontière désignent, dit-on, aux terroristes leur prochaine cible. Ces émissaires ont aussi déclaré qu'ils ne connaissent pas les personnes qui leur donnent les ordres. En Inde, ce terrorisme est désormais appelé « terrorisme à tête-commande ».

Si les Pakistanais sont fort heureux de souffler sur le feu en Inde et accusent les Indiens de faire de même à Karachi, c'est d'abord en Inde que se trouvent les racines du mal pendjab. En 1985, après avoir signé l'accord avec les Sikhs modérés, M. Rajiv Gandhi avait une occasion unique de supprimer le terreau du terrorisme. Refusant, par la suite, de concéder ce qu'il avait promis d'accorder au Pendjab, il a indirectement affaibli les modérés, les privant de crédibilité et ouvrant la voie au renouveau de la violence. Un marchand de thé local résume ainsi la situation : « Le Pendjab a porté au pouvoir Rajiv Gandhi ; il l'en chassera aussi... »

V.S.

politique au Pakistan

M. Nawaz Sharif, « l'homme de fer » du Pendjab, a été reconduit comme premier ministre de la province, et l'ancien général Faz ul-Haq retrouve la direction de la province de la Nouvelle Frontière, qu'il avait dirigée sous la loi martiale. Le contrôle strict de cette région stratégique apparaît indispensable à l'issue des accords de Genève sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan. De même, M. Zain Noorani, négociateur jugé trop « mou » à l'égard de l'Afghanistan, a été remplacé par M. Yalub Khan, qui a déjà été ministre des affaires étrangères sous le présent régime.

Une reprise en main était inévitable : la chaîne d'explosions intervenant à la mi-avril dans l'important dépôt de munitions d'Ojheri, près d'Islamabad, à Lahore, dans une fabrique d'armement et à Jirga, près de Quetta, au Balouchistan, et qui visait les sources d'approvisionnement des moudjahidines, pouvait difficilement passer pour un hasard au moment de la signature

des accords sur l'Afghanistan. Ces attentats ont causé des centaines de morts. Ils ont traumatisé une population déjà inquiète des répercussions concrètes du conflit afghan sur son sol ; ils ont aussi fortement atteint la crédibilité de la hiérarchie militaire, directement impliquée. Les conclusions de l'enquête ordonnée par l'ancien premier ministre devaient naturellement atteindre certains officiers membres des services secrets : ainsi le général Akbar Abdul Rahman - ancien chef de la toute-puissante Inter Service Intelligence (ISI), particulièrement chargé du contrôle des activités sur le « théâtre » afghan et aujourd'hui chef d'état-major, de même que le général Hamed Gul, chef des services secrets.

Les questions relatives à la défense sont certainement plus taboues encore que celles de religion, et M. Khan Junejo ne pouvait ignorer le risque encouru. Peut-être est-ce l'explication de sa réaction modérée aux décisions présidentielles...

L'Afghanistan : un enjeu de taille

UN premier signe annonciateur de la crise qui couvait est bien en juin 1987 lorsque le gouvernement se vit obligé d'abolir, sous la pression de l'opinion publique, une taxe de défense spéciale, frappant les produits de consommation courante. Les craintes de la hiérarchie avaient aussi été avivées par les entraves croissantes mises par le gouvernement à l'emploi d'officiers retraités dans la haute administration et dans les entreprises publiques. Ceux-ci s'étaient emparés de près du quart des postes durant les années de loi martiale et ils les considéraient peu ou prou comme une chasse gardée. Depuis 1977, estime-t-on, les dépenses militaires ont quadruplé, pour représenter plus d'un tiers du budget national. L'aide financière massive reconduite par les Etats-Unis pour les prochaines années (4,02 milliards de dollars sur une période de cinq ans) sera utilisée pour moitié au profit de l'armée.

S'appuyant sur une formidable machine militaire dont il semble conserver les faveurs (6), le général

Zia peut escompter imposer ses vues aux civils. A ses alliés américains, il n'hésite pas non plus à rappeler la marge d'autonomie dont il dispose. Il l'a montré récemment encore au sujet de ce « serpent de mer » qu'est devenue la question nucléaire (7). Alors qu'aurait dû s'appliquer l'amendement Symington (1977) à l'encontre d'Islamabad lorsque le seul toléré pour l'enrichissement de l'uranium (5 %) fut ostensiblement franchi au centre de Kahuta et que les infractions à l'exportation de matériel « sensible » vers le Pakistan se multiplièrent, l'aide américaine (suspendue durant l'été de 1987) était reconduite grâce à d'intenses pressions exercées à Washington.

La poursuite d'un programme nucléaire pour le moins ambigu et le rôle du Pakistan dans le conflit afghan sont des axes constants de la politique suivie par le général Zia et une donnée de la tension avec les Etats-Unis. Le président semble avoir interprété les accords de Genève comme un échec relatif de sa diplomatie. En effet, si le retrait des troupes soviétiques a été confirmé, la composition du futur gou-

vernement afghan et les modalités du retour des réfugiés sont restées en suspens.

Au sein de l'alliance des sept partis de la résistance afghane à Peshawar, les divisions sont profondes au sujet de l'avenir du régime de Kaboul. Elles s'agissent aussi entre les commandants de l'intérieur et les dirigeants exilés (8). Les partis modérés affirment recevoir une petite fraction seulement des quelque 600 millions de dollars d'armes fournies au printemps par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. Alors que l'ancien roi Zahir Shah, qui vit à Rome - paraît *persona non grata* au Pakistan, même si les sondages effectués dans les camps montrent que 70 % des réfugiés penchent en sa faveur, M. Gulbuddin Hekmatyar, du Hezbe Islami, accumule d'énormes stocks d'armement en vue de « l'offensive finale ».

Déterminé à faire triompher la révolution islamique dans son pays, il a parlé à plusieurs reprises d'une possible confédération entre le Pakistan et l'Afghanistan. Si une telle politique provoque directement Moscou et New-Delhi, elle s'alimente de l'aide continue accordée par Islamabad à l'aile fondamentaliste de l'alliance, et d'aucuns redoutent que la « passion » du général Zia ne cherche à se concrétiser sur le sol afghan. Kaboul est un enjeu de taille pour le régime d'Islamabad, qui doit néanmoins redouter les réactions indiennes et tenir compte de la volonté de sa population, exprimée tout au long du conflit, de ne pas se laisser entraîner dans une guerre.

A. DASTARAC  
et M. LEVENT.

(6) Le général Zia est parvenu à écarter successivement les premiers membres de la junte : l'homme fort du coup d'Etat de 1977, M. Fazl Ali Chaudhri, en mars 1979 ; les généraux Iqbal Khan et Savar Khan, en mars 1984, et les généraux Rahimuddin et Mahmud Arif. Seul le général Akbar Abdul Rahman conserve un poste important.

(7) Voir notre article, « Concomitance pour la bombe », le Monde diplomatique, août 1984. Le Dr Qadir, directeur de Kahuta, a déclaré : « L'enrichissement [de l'uranium] est une tâche herculeenne ; seules sept ou huit nations y sont parvenues et le monde occidental n'a jamais imaginé qu'un pays comme le Pakistan puisse briser ce monopole » (Middle East, mai 1986). Déclaration répétée au journal The Observer, le 1<sup>er</sup> mars 1987.

(8) Cf. le Monde diplomatique, avril 1988 et juin 1988.

DES RÉGIMES croissants

après semaine, les limites du fait d'être réent des millions de roupies contre. Au départ, la campagne de M. Singh renforça la réputation d'homme d'Etat, le ministre des finances en vue, qui contrôlait de près les hommes d'affaires qui étaient les bailleurs de fonds des deux gros possédants furent rapidement arrêtés pour fraude, la bourgeoisie demanda que finisse le « terrorisme d'Etat ».

et les marchands de canons

enquête parlementaire, préface à voir menée par ses propres amis. par un juge. Commentant ses conclusions, M. Gandhi déclara que la commission « a commis une erreur » : « Les frais de liquidation », ajouta-t-il, « aucun Indien n'était partie prenante. La presse indienne n'a apporté des preuves avérées que contraire, le premier ministre a porté gauchement et multiplié les pas. Le mal était fait. Il n'avait pas personnellement touché de l'argent ; cependant, la presse a brièvement son portrait d'homme intègre ; perdait ainsi doublement cette image non seulement il n'était pas comme propre, mais il était aussi celui qui avait utilisé son pouvoir pour écarter M. Singh, qui, lui, était ment intègre.

Aux torts causés par l'affaire s'ajouta l'absence d'initiative plus. M. Gandhi avait bien connu sa carrière de premier ministre et signant une série d'accords avec les sikhs modérés (lire ci-contre l'avis sur le Pendjab) avec les mouvements qui s'agitaient en Assam, avec les rebelles mizos - laissant sans espoir qu'il en finisse avec les problèmes depuis longtemps, étaient soumis à troubles dans le pays. Or la terreur permanente organisée par les sikhs fit naître un sentiment d'unité chez les hindous du Pendjab, ment partagé par la grande ma-

Pres du jeu



ARMÉES PAKISTANAISES DE PESHAWAR. Elles ont servi de quelle théorie ?

pelant à l'ordre la Ligue musulmane, général Zia a donné un coup d'Etat. Ce que la hiérarchie militaire pensait depuis des mois comme une simple grignotage de la part des civils.

(1) Un quart des armes destinées à la zone afghane seraient revenues au Pakistan. Pour la seule année 1987, les armements valant de 400 millions à 1,2 milliards de dollars. La drogue, notamment exportée, est de plus en plus courante au Pakistan. Sur le rôle de la drogue dans le conflit afghan, voir The Guardian, 19 septembre 1983.

(2) Environ quatre cents prisonniers, dont beaucoup de civils, sont détenus dans les camps de prison, sous la garde de la police.

(3) Pendant l'autonomie de 1982, le parti de candidat du PPP l'ancien ministre du Pendjab, M. Iqbal Khan, fut élu à la législature locale au Pendjab, à l'exception de la ville de Lahore.

(4) Voir notre article, « Le Pakistan à la dérive », le Monde diplomatique, février 1987.

(5) Expression ironique employée par le PPP pour désigner les petits pays qui pourraient venir en aide au Pakistan. La Cour suprême a rejeté la demande de révision de la loi sur le rattachement obligatoire (voir le Monde diplomatique, 15 mai 1988). Le PPP a refusé de participer aux élections.



## FIN D'UNE ÉPOQUE AU MEXIQUE

## Tardives réformes

(Suite de la première page.)

En Ethiopie, le négus Haïlé Sélassié, « roi des rois, puissance de la Trinité, élu de Dieu », allié privilégié des États-Unis, maintient d'une main de fer son pays dans un immobilisme d'un autre âge et finit par provoquer la révolution militaire de 1974, puis une révolution d'autant plus sanglante et radicale qu'elle veut mettre fin à des siècles d'abysmales injustices.

Si les grandes puissances, par intérêt égoïste, n'avaient pas soutenu des régimes iniques chez leurs clients respectifs, combien de révolutions contournées, combien de souffrances épargnées ! Et, pourtant, des situations scandaleuses demeurent, la plus révoltante en Afrique du Sud, où nul

n'ignore que tout prolongement de l'odieux apartheid augmente les risques d'un bain de sang.

Il n'en va pas autrement à l'Est. L'inextricable situation dans laquelle se trouve la Pologne est due aussi au retard mis dans les pays du « socialisme réel » à effectuer un indispensable aggiornamento. Les réformes importantes proposées par le général Jaruzelski — qui, en Roumanie, constitueraient une révolution — ne satisfont pas les citoyens ; elles arrivent trop tard et sont d'une portée inférieure à celles que la société s'était pratiquement octroyées pendant la courte période, 1980-1981, où le vide du pouvoir laissait une grande marge de manœuvre au syndicat Solidarné.

classes ouvrières, paysannes, populaires et moyennes (6) ».

Ce parti hégémonique possède une vocation typiquement national-populiste et a réussi, contrairement à la plupart des autres États latino-américains, à accomplir d'importantes transformations : réforme agraire, alphabétisation et scolarisation massives, mise en place d'un système hospitalier, aide alimentaire... En politique étrangère, le PRI a suivi une ligne « progressiste » ; soutien à la république espagnole, maintien des relations avec Cuba, rupture avec le régime du général Pinochet, initiatives au sein du groupe de Contadora pour la paix en Amérique centrale, etc.

Sur la scène intérieure, la suprématie du PRI reposait aussi sur l'intimidation à l'égard des opposants, voire sur l'assassinat politique, et sur la répression à l'encontre des paysans, victimes parfois de véritables massacres. Autre instrument de la domination : la corruption. Elle gangrène l'ensemble de l'appareil d'État, notamment la police. De nombreux présidents — la Constitution ne leur permet pas de se représenter, ils n'ont aucun compte à rendre aux citoyens — ont bâti des fortunes fabuleuses au cours de leur sexennat, au vu et au su de tous.

Le premier grand signe d'alarme retentit en 1968, lorsque la société

de Mexico compte, à elle seule, 450 000 étudiants ; une classe intellectuelle de très haut niveau s'était développée, parmi laquelle des architectes, des ingénieurs, des chercheurs (en médecine et en agronomie notamment) de réputation internationale ; sans parler des écrivains et des artistes célèbres dans le monde entier.

Une presse audacieuse, intelligente, et également vu le jour ; certains journaux et revues (*Unomásuno*, *la Jornada*, *Proceso*) dévoilaient à longueur de colonne scandales politiques et affaires de corruption (7) ; sans craindre les menaces et malgré le nombre impressionnant de journalistes assassinés (8).

Peu à peu, devant la passivité ou l'incompétence des autorités et face à la dimension des catastrophes (pollution monstrueuse, tremblement de terre, catastrophes industrielles...), les

citoyens ont été conduits à se prendre eux-mêmes en charge. De multiples associations assurent une sorte de solidarité citoyenne, apportent des solutions à des problèmes de la vie quotidienne et permettent à la société civile de pallier les carences de l'État. « Je constate, reconnaît le président de La Madrid, une politisation croissante des classes moyennes nées de l'urbanisation : plus d'esprit critique, plus d'information, une plus grande capacité à proposer et à se mobiliser (9) ».

Mais cette société civile échappe au PRI ; elle se constitue même contre lui. Le parti a dû s'en accommoder ; et en se résignant à cela dès le milieu des années 80, le PRI renonçait à sa vocation hégémonique, à son projet d'intégrer en son sein toutes les forces sociales du pays. Ainsi s'annonçait la fin du système de parti unique.

## Plus rien ne sera comme avant

C'EST parce qu'ils redoutent d'ouvrir la boîte de Pandore des réformes que tant de régimes d'Europe de l'Est restent circonspects devant les initiatives de M. Gorbatchev à l'intérieur de l'Union soviétique. Certains se refusent à toute ouverture ; c'est le cas de la RDA ainsi que de la Tchécoslovaquie — où, vingt ans après l'écrasement du « printemps de Prague » par les blindés soviétiques (lire, pages 12 et 13, l'article d'Antonin J. Liehm), les autorités continuent d'exercer une répression de guerre froide, — sans parler du régime tragiquement ubuesque de M. Ceausescu en Roumanie. D'autres, comme la Bulgarie, après avoir adopté un plan de réformes calqués sur le modèle soviétique, se sont ravisés et ont fait marche arrière, alarmés sans doute par les dimensions que prennent en URSS la « perestroïka » et la « glasnost » — réhabilitations historiques, débats sur des sujets tabous, désalinisation radicale (lire, pages 12 et 13, les articles de Jean-Jacques Marie et de Jean-Marie Chauvier) — et affolés aussi par les dérapages en Arménie et dans le Haut-Karabakh, ainsi que par la montée des nationalismes dans les pays baltes.

En Amérique latine, le Mexique — en dépit de malversations bien connues — paraissait un havre démocratique au temps où le double fléau de la dictature et de la corruption saignait à blanc le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Pérou. Ces pays ayant reconquis l'honorabilité de leurs institutions, le Mexique, par comparaison, fait désormais moins bonne figure. Il n'empêche que, les uns et les autres, sont accablés par le fardeau de la dette. De surcroît, depuis quelques années, le flux financier s'est inversé et ces États transfèrent au Nord plus de capitaux qu'ils n'en reçoivent (2). Que de larmes ne verserait-on pas sur ces démocraties si d'aventure, entraînées par les difficultés économiques, elles venaient à sombrer de nouveau dans la dictature et le désordre !

Prévoyant la pire à Mexico, le *New York Times* faisait ce reproche récemment au gouvernement américain, « qui n'a jamais offert au Mexique, pour l'aider à restructurer sa dette, assez de moyens financiers ». Le journal ajoutait : « Dans un contexte démocratique, l'appel constant des dirigeants au sacrifice sans espoir des citoyens est politiquement suicidaire. Washington doit faire preuve de plus de compassion, s'il veut à la fois [au Mexique] la démocratie et le capitalisme de libre marché (3) ».

C'est qu'après les élections du 6 juillet dernier plus rien ne sera comme

avant au Mexique. Le parti au pouvoir, le PRI, exerçait jusqu'à présent un véritable monopole politique ; il se confondait avec l'État. Dans aucun autre pays non communiste un parti n'aura dominé à ce point et depuis si longtemps la vie publique. Il a, peu à peu, étendu son contrôle à l'ensemble de la société. « Le parti-État », a pu constater Alain Touraine, fut toujours plus qu'un état-major politique, il fut



l'instrument d'intégration et de contrôle de forces sociales, paysannes et syndicales surtout, mises en mouvement par la révolution. Il fut aussi, et de plus en plus, un instrument de coopération des intellectuels et de tous ceux qui aspiraient à une carrière politique (4) ». C'est le président Lazaro Cardenas, « le plus grand homme d'État de l'Amérique latine au vingtième siècle (5) », qui intègre au sein du parti, à la fin des années 30, les syndicats ouvriers (CTM) et paysans (CNC) et fait du PRI une sorte de « vaste front populaire réunissant les

exprima — à la veille de la tenue dans le pays des Jeux olympiques — son rejet de l'État-PRI et que des centaines d'étudiants furent massacrés place des Trois-Cultures à Mexico. Sous le mandat de José Lopez-Portillo, tout se cumula : légèreté du président, crise du pétrole, endettement massif et corruption pharaonique.

Entre-temps, la société mexicaine avait changé, une importante classe moyenne urbaine s'était constituée ; le nombre des diplômés du supérieur s'était multiplié (l'université UNAM

## La désertion des classes moyennes

LA crise, en effet, ne permet plus l'unanimité. Et ce sexennat qui s'achève aura été celui des paris perdus, surtout en matière économique. La dette, malgré l'acharnement mis par M. de La Madrid à la payer, n'a pas diminué, au contraire (80 milliards de dollars en 1982, 104 milliards aujourd'hui). Entre-temps, le Mexique transfère au Nord, en guise de paiement d'intérêts, 50 milliards de dollars ; la population était soumise à une radicale austerité ; les importations à des restrictions draconiennes, et les prix du pétrole, principale ressource à l'exportation, s'effondraient.

Le gouvernement a pu éviter une agitation sociale d'envergure grâce, précisément, à l'autorité du PRI sur la paysannerie et la classe ouvrière, contrôlées d'une main de fer.

C'est dans ces circonstances que commencent à se préparer les élections de 1988. Au sein du PRI surgit, dès 1986, un courant rénovateur incarné principalement par M. Porfirio Muñoz Ledo, ancien président du parti, et par M. Cuauhtémoc Cardenas, fils du président Lazaro Cardenas et ancien gouverneur de l'État de Michoacan. Ils représentent l'aile gauche et sont particulièrement hostiles à la politique économique de M. de La Madrid, à ses choix néolibéraux et à la dénationalisation d'une partie de l'économie (10). Ils portent d'abord la discussion sur la démocratie interne du PRI et sur le mode de désignation du candidat du parti à la succession de M. de La Madrid. Les choses s'enveniment dès que M. Carlos Salinas de Gortari, ministre du budget et du plan, est désigné comme futur président.

MM. Muñoz-Ledo et Cardenas sont placés « hors du parti ». S'alliant à de petites formations de gauche, ils fondent alors le Front démocratique national, qui désigne M. Cardenas comme candidat à l'élection présidentielle.

Les résultats du scrutin, fort controversés (11), ont montré le large effacement du PRI, qui ne peut plus se réclamer de l'idéologie national-populiste. Il se contente désormais d'être le « centre progressiste (12) ». Mais le paradoxe, c'est que les électeurs naturels de ce courant, les classes moyennes urbaines, n'ont pas voté pour M. Salinas. Elles ont plébiscité M. Cardenas, candidat populiste, lequel en revanche n'a pu bénéficier du vote paysan (13).

Cet échec de M. Salinas est lourd de conséquences. Son projet « modernisateur » n'a même pas l'appui des seules couches sociales qui auraient pu l'accueillir avec sympathie ; et ceux qui

ont voté pour M. Salinas — paysans et ouvriers — éprouvent à l'égard de son projet une extrême défiance.

M. Salinas a besoin, pour poursuivre sa politique d'austerité, de la collaboration des syndicats, et en particulier de la hiérarchie syndicale. Or une partie de celle-ci vient d'être battue aux élections législatives (14), sacrifiée, estime-t-elle, sur l'autel de la nouvelle « transparence ». Ces syndicalistes en veulent désormais au modernisme de M. Salinas, et on peut parier qu'ils ne mettront pas trop d'ardeur à convaincre les travailleurs d'accepter les dures mesures d'austerité à venir.

Les réformes qu'envisage de façon un peu brouillon M. Salinas de Gortari arrivent bien tard. Et cela inquiète son voisin du Nord. Les États-Unis s'appuient, au sud, sur un volcan : la presse américaine s'est chargée, ces derniers jours, de le rappeler : « M. Salinas fait face à d'énormes problèmes, constatait le *Washington Post*, et Washington a le plus grand intérêt à faire tout son possible pour lui venir en aide (15) ». Bien plus que le Nicaragua, un Mexique en proie aux désordres inquiéterait les États-Unis. Que ne font-ils rien alors pour soulager sérieusement ce pays de sa dette ? Que fait l'Europe en faveur de cette démocratie ? Faut-il attendre l'échec des réformes et que vienne le temps de tous les tremblements ?

IGNACIO RAMONET.

- (2) Claude Julien, « La démocratie en l'argent », *Le Monde diplomatique*, avril 1986.
- (3) *International Herald Tribune*, 11 juillet 1988.
- (4) Alain Touraine, *La Parole et le Sang. Politique et société en Amérique latine*, Odile Jacob, Paris, 1988.
- (5) *Ibid.*
- (6) Miguel de La Madrid (entretien avec André Fontaine), *Le Monde*, 20 septembre 1986.
- (7) Cf. *Dix años* (anthologie d'articles de *Unomásuno*, Editorial Uno, Mexico, 1988).
- (8) Lire encadré page 28.
- (9) *Le Monde*, 20 septembre 1988.
- (10) Voir Ignacio Ramonet, « Le Mexique sur les rails du néolibéralisme », *Le Monde diplomatique*, avril 1986, et Georges Couffignal, « Échec du néolibéralisme au Mexique », *Le Monde diplomatique*, janvier 1988.
- (11) Cf. *Newsweek*, 1<sup>er</sup> août 1988.
- (12) Déclarations de M. Salinas de Gortari, *Le Monde*, 26 juin 1988.
- (13) Cf. Jorge G. Castañeda, « Mexico: A Silver Lining Behind the Paradoxes », *International Herald Tribune*, 14 juillet 1988.
- (14) Par exemple, sur dix-huit candidats du PRI battus à Mexico DF, six étaient des dirigeants syndicaux. *US News and World Report*, 25 juillet 1988.
- (15) *International Herald Tribune*, 9 juillet 1988.

## DEA ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT TIERS-MONDE ET ANALYSE RÉGIONALE

UNIVERSITÉ DE BORDEAUX-I  
FACULTÉ DE SCIENCES ÉCONOMIQUES

Conditions d'accès : DEA ouvert aux titulaires d'une maîtrise, après examen des dossiers et éventuellement audition des candidats.

Finalités : il s'adresse à tous ceux qui désirent perfectionner leurs connaissances sur les problèmes du tiers-monde, de l'aménagement de l'espace, de l'urbanisation.

Débouchés : carrières liées à la décentralisation, aux pays en développement, instances internationales, enseignement et recherche.

Enseignements :

1. Théorie économique générale ;
2. Théorie du développement et théorie spatiale ;
3. Cours et séminaires spécialisés avec la collaboration de chercheurs de l'ORSTOM, d'experts du BIT, des administrations régionales, du Plan...

Préparation à la recherche : elle est organisée par les équipes de recherche qui animent ce DEA :

- pour l'option tiers-monde, le Centre d'économie du développement (M. Pénouil) ;
- pour l'option analyse régionale, l'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, UA CNRS (C. Lacour).

Des séminaires préparant aux thèses sont organisés par ces deux centres.

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

**ABONNEZ-VOUS**

**LE MONDE diplomatique**

Vous bénéficiez d'un tarif spécial  
Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro  
Vous pouvez recevoir directement chez vous  
LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous ou par MINTEL 36.15 LEMONDE puis ABO

TARIF ABONNEMENTS	1 AN	6 MOIS
France, Andorre, Monaco, postes militaires et navales	162 F	90 F
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	225 F	125 F
VOIE AÉRIENNE		
• Europe, Pays du Maghreb	250 F	138 F
• Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient	271 F	148 F
• Amérique du Nord/Sud, Comores, Madagascar, Océan	313 F	169 F
• Asie, Australie, Océanie	343 F	184 F

Je m'abonne pour 1 AN ☐ 6 MOIS ☐

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_ PAYS \_\_\_\_\_

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

*Le Monde diplomatique*

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

DANS LE MIROIR DU

Une

Un écrivain américain, énorme succès en ce pays à travers les dents de deux Portugais, hommes du peuple, débâcle, pens (1).

Une famille s'installe au Québec la canne à sucre, l'extermination ou à la fin de la guerre, le retour à la maison, les Hollandais obligés de se battre avec des hélicoptères, l'achèvement des années 60.

L'autre famille, dans ces rangs des hommes nouveaux, qu'il faut arracher, les jeunes, des pionniers, finalement, des héros de cette

Les branches des deux pour tisser la matrice d'un

Cette traversée de marais, comme l'histoire, séduits pour espérer l'indépendance, les révolutions, la guerre contre la

Basé sur une solide dame une vision synthétique



AU NOM DE LA SÉCURITÉ NATIONALE

Nouvelles offensives contre les Indiens du Brésil

TROIS ans après le rétablissement de la démocratie au Brésil, de très graves problèmes demeurent. L'Assemblée nationale constituante n'a toujours pas achevé ses travaux et le pays attend impatiemment la nouvelle Constitution ; le président Sarney a réussi à faire fixer à cinq ans la durée de son mandat, et il n'y aura pas d'élection présidentielle avant novembre 1989. Après l'échec du plan cruzado et alors que l'inflation atteindra cette année 800 %, les récents décrets-lois pour l'« ouverture démocratique de l'économie » représentent une victoire du néolibéralisme et sont en passe de liquider quarante années de stratégie de substitution des importations.

Un succès cependant pour les défenseurs des Indiens : l'Assemblée constituante a reconnu, le 1<sup>er</sup> juin dernier, le droit des Indiens à demeurer sur leurs terres. Cette reconnaissance de principe pourra-t-elle empêcher les pratiques des groupes de pression miniers et des militaires qui, récemment encore, lançaient de nouvelles offensives contre les droits ancestraux des Indiens de l'Amazonie ?

Par DENIS RUELLAN

Sous le titre « Conspiration contre le Brésil », le journal conservateur *O Estado de São Paulo* donnait, le 9 août 1987, le coup d'envoi d'une violente campagne contre plusieurs organisations humanitaires des Indiens. Dans le collimateur, le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI), organe de la Conférence nationale des évêques du Brésil, le Conseil oecuménique des Églises (COE), de Genève, et le Conseil national des Églises chrétiennes du Brésil (CONIC).

Le quotidien accusait ces organisations, « documents dignes de foi », de l'appui, de porter atteinte à la souveraineté nationale et à l'intégrité territoriale du Brésil en cherchant à introduire dans sa nouvelle Constitution le concept de « souveraineté limitée » de l'État brésilien sur les territoires indiens, et à interdire l'exploitation des ressources minières de l'Amazonie (1).

Le journal affirmait que les socialistes responsables de ces organisations — qui prennent la défense des Indiens depuis de nombreuses années — faisaient partie d'une vaste conspiration internationale, sous l'égide du COE, pour faire du bassin amazonien le « patrimoine de l'humanité ». Selon les auteurs de l'accusation, les Églises n'agissent en territoire indigène que pour prêter la main à la décadence et à l'effacement des identités indiennes.

Accusation d'une extrême gravité, fondée sur des faits grossiers, comme a pu le constater une commission d'enquête parlementaire mise sur pied à la demande de parlementaires conservateurs. La commission n'a pas tardé à découvrir que l'accusation s'appuyait sur quelques montages de photocopies et sur l'amalgame entre les organisations (2).

L'enquête parlementaire permit de déterminer que c'était à l'origine des documents faux cités par *O Estado de São Paulo* : un certain Mauro Nogueira, connu pour ses liens avec le groupe Parapanema S.A., le plus grand producteur d'étain du Brésil (3).

Malgré le démenti, les accusations continuèrent à bénéficier d'un écho favorable dans la presse nationale, et furent reprises par le lobby anti-Indiens au Parlement. Ce lobby rassemble des députés de toutes obédiences (du « centre-gauche » — PMDB — à la droite — PDS et PFL), l'organisation

musculée des grands propriétaires (UDR) et les groupes de pression du secteur minier.

L'objectif de la manœuvre était d'obtenir de l'Assemblée constituante la modification des droits constitutionnels des Indiens définis par la loi fondamentale de 1967. Établi par le régime militaire, ce texte prévoit dans son article 198 : « Les terres habitées par les sylvicoles sont inaliénables ; la possession permanente leur échoue et le droit d'usufruit exclusif des richesses naturelles leur reste reconnu ».

Les communautés indiennes sont, depuis longtemps, un obstacle à la mise en valeur des richesses minières. Au début des années 70, le régime militaire avait promulgué le « statut de l'Indien ». Il stipulait que le sous-sol appartenait à l'État et que les Indiens ne peuvent participer à son exploitation qu'à titre de bénéficiaires d'indemnités (4). Pour protéger les communautés et leurs intérêts, l'article 45 prévoyait cependant que l'organisme public tuteur des Indiens, la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI), devait être consulté et que lui seul accordait les autorisations de prospection en territoire indigène.

Ce maigre garde-fou était sans doute de trop. En novembre 1983, le président de la République, le général Figueiredo, avait déjà tenté de supprimer le droit de regard de la FUNAI. Cette décision souleva des protestations dans l'opinion ; et le gouvernement fit marche arrière. Mais, dans la pratique, l'habitude fut prise de contourner la FUNAI.

En 1986, un rapport établi conjointement par le Centre oecuménique de documentation et d'information (CEDI) et la Coordination nationale des géologues (CONAGE) révélait que, en cinq ans, 537 autorisations de prospection avaient été délivrées directement, en toute illégalité, par la direction nationale de production minière (DNPM). L'ensemble affectait soixante-dix-sept territoires indiens ; 40 % des autorisations étaient établies au bénéfice d'entreprises transnationales (5).

Malgré les protestations répétées des organisations indiennes et des institutions qui les soutiennent, le président actuel, M. José Sarney, s'est refusé à revenir sur les décisions de la DNPM ;

et les autorisations continuent d'être délivrées.

Les partisans de la limitation des droits indigènes exigent toujours la refonte des procédures de démarcation des terres indiennes, beaucoup trop généreuses à leurs yeux.

Pourtant, les statistiques prouvent que les surfaces occupées aujourd'hui par les quelques deux cent trente mille Indiens au Brésil sont loin d'être excessives.

En 1973, un décret donnait cinq ans à la FUNAI pour homologuer l'ensemble des terres occupées par les communautés indiennes. Quinze ans plus tard, en novembre 1987, une étude très fouillée du CEDI et du Musée national (6) établit que seules 8 % des aires ont effectivement été régularisées ; 60 % sont en cours de procédure, la plupart suspendues à un simple décret présidentiel.

La FUNAI ne dispose d'aucune donnée approfondie sur 32 % des aires inventoriées. Ces territoires, dont on ne connaît ni l'étendue ni le nombre exact d'habitants, subsistent sans la moindre protection de l'organisation indigéniste. On sait que là vivent trente-sept groupes d'Indiens dits isolés, n'entretenant aucune relation avec la société nationale. Ils sont menacés par la politique d'encouragement à la prospection minière ; 60 % des autorisations de prospections délivrées illégalement par la DNPM concernaient les territoires de ces Indiens.

Déterminante pour l'avenir économique de l'Amazonie, la question de la surface des territoires indiens a été au centre des débats de la Constituante sur les droits indigènes. L'opinion publique au Brésil ne s'est pas mobilisée sur cette question, assaillie qu'elle est par d'autres problèmes urgents. Les milieux conservateurs n'ont guère eu de mal à redonner corps à une idée déjà ancienne : celle de la différenciation entre les « vrais » et les « faux » Indiens, autrement dit les « acculturés ».

Ainsi un membre influent de la Constituante, le député du PMDB, M. Bernardo Cabral, a proposé en septembre 1987 que « soient reconnus aux Indiens leurs droits originels sur les terres de possession transgénérationnelle et habitées par eux de manière continue (7) ».

Proposition vicieuse s'il en est, quand on sait que les communautés indiennes n'ont cessé, depuis le seizième siècle, de fuir devant les foudres de la colonisation, perpétuellement repoussées vers le cœur de l'Amazonie et les ultimes sanctuaires des régions frontalières.

Le rôle de l'armée en Amazonie

L'ENQUÊTE parlementaire sur les accusations du journal *O Estado de São Paulo* contre les organisations des Indiens a aussi permis de faire la lumière sur le rôle de certains secteurs de l'armée.

On sait maintenant ce que pense de la « question indienne » le Conseil de sécurité nationale (CSN), un organe militaire directement rattaché à la présidence de la République. Un document du CSN, daté de 1986 et publié par le quotidien *Folha de São Paulo* en octobre dernier, précise que « la question indienne relève de la sécurité nationale, car elle interfère fortement dans la définition des objectifs nationaux permanents », tels que « intégration nationale (...), intégrité du patri-



UN « SYLVICOLE »  
« Les Indiens vivent près des frontières sans cesse menacées par la nation. »

Pourtant ce projet fit son chemin. Il fut présenté devant l'Assemblée nationale constituante. Après les campagnes calomnieuses contre les défenseurs des Indiens, on pouvait craindre le pire. En fait, il fut sérieusement amendé. Et le dispositif adopté le 1<sup>er</sup> juin dernier prévoit que les investissements économiques (mines et barrages hydroélectriques compris) effectués sur des terres indiennes devront être préalablement approuvés par le Congrès national (8). Cela devrait, en principe, empêcher les abus. Mais l'expérience et l'histoire montrent que de simples dispositions légales n'ont malheureusement pas suffi, jusqu'à présent, à protéger efficacement les Indiens et à préserver leurs droits.

Calha-Norte n'est pas seulement une grave menace pour les ultimes restes de la conquête du Brésil (11). Il est aussi la preuve du poids croissant des militaires dans la gestion des affaires civiles. L'élaboration secrète de ce projet et le mystère qui l'entoure posent le problème du contrôle des questions de sécurité et de développement par les instances élues démocratiquement.

- (1) *DIAL*, Paris, n° 1235, 8 octobre 1987.
- (2) Le CIMI, institution de l'Église catholique, n'entretient pas de liens organiques avec le COE, qui rassemble des Églises protestantes.
- (3) *DIAL*, n° 1262, 24 décembre 1987.
- (4) Bruce Albert, *Les Temps modernes*, Paris, n° 491, juin 1987.
- (5) *Empresas de mineração e terras indígenas*, CEDI/CONAGE, São Paulo, 1986.
- (6) *Terres indiennes au Brésil*, CEDI/Musée national, São Paulo, 1987.
- (7) Cité par l'hebdomadaire *Sobrevivência*, Rio-de-Janeiro, 3 novembre 1987.
- (8) *CF, DIAL*, 21 juillet 1988.
- (9) Guyana, Surinam, Guyane française, Venezuela et Colombie.
- (10) Selon des documents établis par l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques, Rio-de-Janeiro, 1987.
- (11) Bruce Albert et Patrick Menget, « La révolte des Indiens du Brésil », *Le Monde diplomatique*, décembre 1980.

DANS LE MIROIR DU ROMAN :

Une longue tradition d'affrontements

UN écrivain américain, Errol Lincoln Uys, a obtenu un énorme succès au Brésil en racontant l'histoire de ce pays à travers les sagas familiales des descendants de deux Portugais, un cadet de famille noble et un homme du peuple, débarqués peu après l'arrivée des Européens (1).

Une famille s'établit au Pernambuco et prospère en cultivant la canne à sucre. Elle participe à l'expulsion, à l'extermination ou à la mise en esclavage des Indiens. Puis, elle recourt à la main-d'œuvre d'esclaves africains. L'intrusion des Hollandais oblige ces catholiques rigides à composer avec des hérétiques. Enfin, l'industrialisation et l'affranchissement des esclaves l'amènent à l'ère contemporaine.

L'autre famille, dans la région de São Paulo, compte dans ses rangs des banderilleros à la conquête de terres nouvelles, qu'il faut arracher aux Indiens et à leurs protecteurs jésuites, des pionniers de la prospection minière et, finalement, des barons du café et de l'industrie et des politiciens.

Les branches des deux arbres généalogiques se frôlent pour tisser la matrice économique et politique du Brésil.

Cette traversée de cinq siècles est jalonnée d'épisodes marquants, comme l'Inconfidência mineira, la lutte des possédants pour explorer et étendre le territoire et obtenir l'indépendance, les révoltes des Noirs pour leur émancipation, la guerre contre le Paraguay, Canudos.

Basé sur une solide documentation, *La Forteresse verte* donne une vision synthétique et attrayante de la naissance

d'une nation. Ce gros roman fait bien sentir l'influence respective des différentes composantes ethniques dans la formation des hommes, du pays et de sa culture, mais aussi de leurs affrontements sanglants et l'absence de scrupules des puissants.

CETTE brutale cruauté dans le quotidien est la toile de fond du livre du journaliste français Pierre Gaillard (2). L'enquêteur d'une radio locale de São Paulo raconte quelques journées de sa vie sur la piste des faits divers sanglants qui meublent l'actualité et doivent permettre de recoller les auteurs et de valoriser la publicité. Le climat de violence, l'impuissance de la police et de la justice, débordées par le nombre de délits, les réactions d'autodéfense dans les quartiers populaires (les *arrifes*) comme dans les zones résidentielles (milices privées, fermeture des rues) sont évoqués de manière vivante, réaliste mais aussi effrayante.

Les problèmes posés aux autorités par cette criminalité dans les grandes villes du Brésil sont d'autant plus difficiles qu'ils trouvent leurs sources sociales et culturelles dans les cinq siècles d'histoire racontés par Errol Lincoln Uys.

FRANCIS RUMPF.

- (1) Errol Lincoln Uys, *La Forteresse verte*, Presses de la Cité, 1987, 695 pages, 140 F.
- (2) Pierre Gaillard, *Rouge sang, vert gazon*, L'Harmattan, 1987, 198 pages, 72 F.

ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

LE MONDE diplomatique

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel

Abonnement d'un an spécial  
à prix réduit de 10 francs par an  
pour les abonnés directs chez vous  
à l'abonnement annuel







## ENTRAIENT DANS PRAGUE

## l'avez fait... »

Les citoyens, malgré les trente années qui s'étaient écoulées depuis septembre 1938, commencèrent immédiatement à se comporter avec une autodiscipline caractéristique d'une société civile évoluée, pleinement consciente de ses propres possibilités et limites.

La différence essentielle réside donc dans le fait que le gorbatchévisme — comme le disent ouvertement ses défenseurs — ne pourra pas avant longtemps compter sur la société civile soviétique, et se trouve donc obligé de compter surtout sur des réformes décidées et imposées par le sommet, stimulées — et en même temps fermement contrôlées — par un appareil bureaucratique et policier.

Tel est l'esprit, également, dans lequel l'actuelle direction du Parti communiste tchécoslovaque envisage

les réformes (si, en fin de compte, elle se décide vraiment à les appliquer). Seulement, ce qui en Russie peut être considéré comme un progrès et, d'une certaine façon, comme un mode de gouvernement éclairé, ne saurait être, en Tchécoslovaquie, qu'un poumon d'acier prolongeant la dangereuse et explosive stagnation commencée en août 1968.

Toutefois, même l'analyse de Dubček n'est pas totalement exacte. Le processus de liquidation de la société civile tchécoslovaque — caractérisée par son développement économique et dont la tradition démocratique progressivement réveillée pendant les années 60, fut interrompue il y a vingt ans, repris après août 1968 et a continué sous la forme la plus primitive et la plus brutale pendant ces deux dernières décennies.

## Picasso et le général nazi

BIEN que le niveau de vie soit, encore aujourd'hui, en Tchécoslovaquie, relativement plus élevé qu'en URSS (et que dans les autres pays socialistes (y compris en Hongrie, mais à l'exception de la RDA), les ouvriers tchécoslovaques vivent, et de loin, moins bien que ceux des pays européens, dont le niveau de vie était, en 1938, comparable à celui de la Tchécoslovaquie. Et la situation est pire pour les couches moyennes. En revanche, les agriculteurs, dont la production n'arrive pas à subvenir aux besoins de la population, constituent la seule couche aujourd'hui relativement prospère.

Conséquence d'une économie de pénurie et du pouvoir incontrôlé et arbitraire de la police et de la bureaucratie, la corruption a atteint des proportions inconnues jusqu'à présent dans la société tchécoslovaque.

L'intérêt des citoyens pour les affaires publiques a disparu, et on est arrivé à l'atomisation absolue de la société, pratiquement à la disparition de tout lien entre individu et société. Le niveau général d'éducation a baissé. Une politique culturelle de terre brûlée a transformé un des principaux foyers de la culture européenne en un désert, avec quelques oasis ne survivant qu'au prix d'extrêmes difficultés et, bien sûr, une culture parallèle, en semi-clandestinité. Non seulement les traditions civiques et socialistes ont été ensevelies, mais la majorité des nouvelles générations ne les ont même pas connues. Et le rapport naguère équilibré, tout compte fait amical, avec l'URSS s'est transformé, chez le citoyen, en mépris, en dégoût instinctif,

en aversion et, souvent, en haine déclarée.

Dans une telle situation, un simple retour aux conceptions et à la pratique de 1968 ne semble illusoire. Une certaine autonomie de la société civile, source de son autodiscipline — pour laquelle l'ensemble des citoyens et, à la fin, même le gouvernement avaient travaillé pendant les années 60, — a été détruite. Tant que cette autonomie ne sera pas reconstituée, toute tentative de réforme aura peu de chances de réussir.

La société tchécoslovaque, fatiguée, épuisée, apathique, n'a pas aujourd'hui, toute seule, la force d'entreprendre une telle rénovation. Et puisque la totale responsabilité de cette situation incombe à l'Union soviétique, il faut s'adresser à Moscou, à la nouvelle direction soviétique et à tous ceux qui, là-bas, soutiennent la nouvelle politique, en leur demandant : « Qu'avez-vous fait et que ferez-vous pour réparer, au moins partiellement, le crime commis en votre nom en août 1968 ? »

« C'est vous qui l'avez fait », répondit Picasso au général nazi qui, lui montrant *Guernica*, lui demanda si c'était lui qui en était l'auteur. « C'est vous qui l'avez fait », faut-il rappeler tous les jours à ceux qui, à Moscou, parlent d'une attitude nouvelle à l'égard du monde et de ses problèmes. C'est vous qui l'avez fait, et non pas le gouvernement installé par vous et jamais légitimé. Incapable même de mettre en œuvre une politique semblable à celle qui apporta une certaine légitimation au normalisateur de la Hongrie, János Kádár, dans les années qui suivirent l'insurrection hongroise de 1956. C'est vous qui l'avez fait ; la

Tchécoslovaquie d'aujourd'hui est votre œuvre, et tant que vous n'aurez pas réparé ce que vous avez commis, le monde montrera ces ruines du doigt et aura du mal à croire ce que vous dites et prometiez aujourd'hui.

Toute personne sensée en Tchécoslovaquie soutient aujourd'hui la politique de Mikhail Gorbatchev, dont le succès pourrait aussi signifier un nouvel avenir pour les peuples de l'empire soviétique. En même temps, nul ne demande que l'URSS intervienne de nouveau en Tchécoslovaquie, ce qui équivaudrait à la répétition de l'ancienne politique dans une autre situation.

Mais tant que Moscou ne prendra pas clairement ses distances à l'égard de ce qui est arrivé à Prague, dans la nuit du 21 août 1968, tant qu'au moins à Moscou on ne publiera pas des livres interdits aujourd'hui en Tchécoslovaquie ; tant qu'on n'y aura pas écrit que la « perestroïka » fut inspirée par des économistes du « printemps de Prague » ; tant que, là-bas, on ne dira pas que la tentative tchécoslovaque de rénover la société civile en 1968 allait dans l'unique direction possible, et que les accusations portées contre elle étaient et restent mensongères ; jusqu'à ce moment-là, il faudra répéter chaque jour en direction de Moscou, devant les ruines d'un pays et la destruction d'une chance historique : c'est vous qui l'avez fait.

ANTONIN J. LIEPM.

NDLR.

(1) M. Alexandre Dubček a récemment repris ces mêmes arguments. Dans une lettre adressée aux organisateurs d'un colloque sur le « printemps de Prague » qui s'est tenu début juillet à Bologne (Italie), il écrivait : « Je comprends et soutiens pleinement les efforts du Parti communiste d'URSS et du camarade Gorbatchev pour la reconstruction du parti et de la société. Je soutiens toute démarche favorisant la renouveau du socialisme. » Et il déclarait à la télévision tchécoslovaque : « Ce qui se passe aujourd'hui en Union soviétique est, dans les conditions actuelles, entièrement applicable en Tchécoslovaquie. »

(2) La conférence de Munich (29 et 30 septembre 1938), réunissant les représentants de la France, de Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Allemagne ; elle se déroula en l'absence de représentants tchécoslovaques, et admit les exigences de l'Allemagne nazie : les territoires tchèques où la population germanique était importante furent annexés au Reich. Le 15 mars 1939, l'armée allemande entra à Prague ; la France et le Royaume-Uni, liés pourtant par un traité de défense à la Tchécoslovaquie, laissèrent faire.

(3) Rattachement de l'Autriche, envahie par les troupes de Hitler, à l'Allemagne le 15 mars 1938.

(4) En février 1948, par un coup de force, le « coup de Prague », le Parti communiste s'empara du pouvoir en Tchécoslovaquie.

(5) En 1945, les troupes soviétiques (et occidentales) entrèrent en Autriche. Ce pays s'efforça de retrouver son indépendance qu'en mai 1955 sous condition d'une neutralité permanente.

toute expression possible d'un mécontentement et d'une résistance à la politique du « père des peuples ».

En effet, et plusieurs écrivains et mémorialistes le soulignent, pendant plusieurs années, toute une génération de jeunes travailleurs manuels et intellectuels s'étaient battus contre les nazis, avaient pris des initiatives, commandé, décidé face à la mort qu'ils devaient donner à la patrie. C'était une autre forme d'indépendance d'esprit que celle — politique — des bolcheviks qui avaient fait triompher la révolution d'octobre et gagné la guerre civile, mais c'en était une manifestation patente et d'autant plus dangereuse que les rescapés vainqueurs de la guerre attendaient un changement profond, un autre avenir : ils voulaient voir honorer les traits de leur victoire sur le nazisme, dont Staline avait, à partir de 1933, si bien su utiliser la menace...

JEAN-JACQUES MARIE.

(1) Les *Mémoires* du maréchal Joukov ont été « poignés » avec le plus grand soin.

(2) Ce roman paraitra, en traduction française, chez Albin Michel à Paris le 9 septembre prochain.

(3) Table ronde dans *Politicheskoe Obozrenie* 3, 1988.

(4) N. Vassucki : « Staline en lutte pour la direction du parti », *Argumenty fakty* n° 24 et 26, 1988.

(5) Ivan Tvardovski, « Pages de mes épreuves pensées », *Izvestia*, mars 1988.

(6) Ioniliev Seretsov : « Romans non écrits », *Novy* n° 6, 1988.

(7) Constantin Simonov : « Par les yeux d'un homme de ma génération », *Znamia*, n° 3-4, 1988.

(8) Dans les revues *Drujba Narodov* et *Izvestia* n° 4, 1988.

(9) Lev Razgon, *Ogoniok* 13, 1988.

(10) A. Jigouline : « Les Pierres noires », *Znamia*, juillet 1988. Voir aussi le compte rendu du livre de Guérassimov, *On frappe à la porte*, page 30.

## Dans la presse étrangère

## Prisons et sexualité au pays des soviets

DES thèmes jusqu'à présent tabous dans la presse soviétique sont désormais ouvertement abordés. L'hebdomadaire *Ogoniok* à la pointe de la « glasnost », a ouvert le 28 juillet un nouveau front : celui de la sexualité au pays des soviets. « Sommes-nous prêts à vivre avec le SIDA ? » Cette question sert de prétexte à la remise en cause sans précédent des inhibitions et des silences d'une société quasi victorienne. L'enquête menée par Alla Alova donne la parole à un sociologue, M. Igor Kohn, membre de l'Association internationale des recherches sociologiques, qui n'en est pas à son coup d'essai. La menace du SIDA en URSS débouche les groupes à risque tels que les homosexuels (2 % à 5 % de la population masculine) et les narcomanes. La sainte frousse va-t-elle contraindre à plus de « moralité » ? M. Kohn répond par la négative, estimant — sur la base d'investigations limitées — qu'« hormis les jeunes les Soviétiques ne sont guère pratiquants en matière de sexualité. Il remarque au passage que la libération sexuelle en Occident a commencé à refluer avant la peur du SIDA.

Mais, en URSS, comment savoir vraiment ce qui se passe dans l'intimité des couples ? « Le comportement sexuel est encore plus secret que la carte des usines militaires. » Et la libération des mœurs s'effectue « sur fond de culture sexuelle et sanitaire extrêmement basse ». Selon M. Kohn, « même les professeurs de médecine ne savent rien de l'homosexualité » et, d'une façon générale, « nous sommes tous des hypocrites. Des moralistes. De terribles hypocrites et moralistes ». Comment résister au SIDA, du reste, s'il y a pénurie de ces préservatifs qu'on trouve « à tous les coins de rue » en Occident ou à Cuba ? Pénurie, et mal façon — le plaisir en est gâché. « Je m'adresse respectueusement aux fonctionnaires de la médecine : les contacts sexuels doivent-ils être satisfaisants ou non ? Ou peut-être le ministère de la santé estime-t-il que c'est comme pour la culture physique de masse : le plus important, c'est le processus. Pas la satisfaction, mais, disons, la patience et le travail ? » M. Kohn s'interroge surtout de la « haine » des malades, attisée par des affirmations erronées de la presse, par exemple à propos des homosexuels. L'idée d'isoler les « coupables » porteurs de SIDA « n'est pas seulement inhumaine, horrible, elle est porteuse de terribles, irréversibles conséquences sociales ». Elle signifierait « une véritable guerre civile », l'avènement du « système du ghetto ». Sans oublier les aspects « nationaux et raciaux ». La question du SIDA est une « épreuve d'humanité » pour la société.

A propos de l'attitude de la presse à l'égard des vieux, des personnes internées en hôpital psychiatrique, des prisonniers — que d'ouvertures aussi ces derniers temps !

Le quotidien des jeunes communistes, *Komsomolskaja Pravda* du 16 juillet publie, sur la question des internements psychiatriques abusifs, les résultats d'une « table ronde » entre quelques sommités du monde médical et judiciaire. Plusieurs participants soulignent la responsabilité des psychiatres qui décident « qui est normal et qui ne l'est pas ». Le directeur de l'Institut Serbsky (psychiatrie pénitentiaire et générale), M. G.V. Morozov, déclare que les psychiatres ne s'opposent pas à des « propositions raisonnables ». Des juristes, MM. S.V. Poloubinskaja et A.M. Louline, se prononcent en faveur de garanties juridiques et de contrôles d'Etat de nature à protéger les citoyens des autorités médicales. Mais le débat (du moins ce qui en est rendu public) ne soulève pas la question des pressions policières qui ont entraîné, par exemple, des internements abusifs de dissidents dans l'établissement que dirige M. Morozov.



Autre « zone de silence » inversée : les camps, prisons et maisons d'arrêt. L'hebdomadaire *Moskovskie Novosti* (en français : les *Nouvelles de Moscou*) (1) témoigne d'un « choc » produit sur des journalistes à la vue d'un camp à régime dur dans la région de Mourmansk. Barbelés, miradors, « mille trois cents détenus assassins, voleurs endurcis, violeurs et pillards... » Un camp modèle, isoler les condamnés et les faire travailler, telles sont ses seules fonctions, et le journal s'en inquiète. Il rappelle l'époque (stalinienne) quand les détenus étaient traités comme « une force de travail docile et commode », et les années 70, quand « les camps étaient archibondés ». De Mourmansk, « trois personnes sur dix reviennent » et en URSS, en général, « près d'un tiers des détenus séjournent dans les camps comptant trois condamnations et plus ». La plupart, au départ, n'ont pas commis de délit grave. Mais les condamnations se multiplient. Les délinquants s'endurcissent. La société les rejette : soixante-dix villes limitant les droits à la résidence des anciens condamnés, et même des mineurs n'ayant purgé qu'une seule peine se sont vu interdire l'accès à Leningrad « par les pouvoirs locaux ».

En URSS, ajoute l'envoyé spécial des *Nouvelles de Moscou*, Victor Lochev, « le nombre des détenus est un des plus élevés du monde ». Combien ? Des chiffres ! C'est ce qu'exige *Ogoniok* (n° 24, juin) qui trouve insuffisantes les données publiées et invite le ministère de l'intérieur à la « transparence ». L'hebdomadaire le plus impertinent de Moscou (il a dénoncé, à la veille de la conférence nationale du PC, fin juin, l'implication de plusieurs députés dans des affaires criminelles) établit des analogies entre le système actuel des « colonies de rééducation par le travail » et le goulag stalinien. Lui aussi se demande comment briser le « cercle vicieux » répression-criminalité et invite ses lecteurs à ne pas oublier : « La cellule carcérale est toujours une horreur, toujours un cauchemar. »

La « perestroïka » du système judiciaire se prépare, et l'abolition de la peine capitale, selon les déclarations d'un juriste, M. A. Iskoviev, à l'agence Novosti, serait préconisée par la « plupart » de ses collègues, du moins « par étapes », en commençant par soustraire à la menace « toutes les femmes » et « les hommes



de plus de soixante ans ». La peine de mort n'est déjà plus applicable aux moins de dix-huit ans et aux femmes enceintes... Les abolitionnistes assurent que la peine capitale n'a pas d'effet dissuasif sur la criminalité. A l'appui de leur thèse, ils citent Marx, et invoquent les précédents de l'abolition du châtiment en 1917, 1920 et 1947 (2). Les adversaires disent que « l'opinion ne comprendra pas » et qu'elle redouta une flambée de crimes (3).

Les plus ardents défenseurs de la « glasnost » réclament une protection juridique de la liberté de la presse. Plusieurs participants à la récente conférence nationale du parti ont remarqué l'agacement d'une grande partie des députés à l'égard de certains médias. M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique, a particulièrement critiqué les *Nouvelles de Moscou* (« Ersatz d'information ») (4). Ce journal peu commode, en effet, qui compare le climat actuel aux « journées qui ébranlèrent le monde » en 1917, ne manque pas d'audace et n'a pas hésité récemment (5) à se faire le porte-voix des réformateurs au sein même des services de sécurité et du KGB.

JEAN-MARIE CHAUVIER.

- (1) Publié en plusieurs langues, dont une édition russe de 250 000 exemplaires.
- (2) Les fondements de la législation pénale de 1958 définissent la peine capitale comme une mesure exceptionnelle applicable « provisoirement » jusqu'à son abolition complète.
- (3) V. Tchéguine, V. Diomède. Publications de l'agence de presse Novosti.
- (4) Voir le récit de son rédacteur en chef, Egor Yakovlev, dans le numéro du 10 juillet 1988.
- (5) Les *Nouvelles de Moscou*, 5 juillet 1988.

## NORMALISATION

## est vous qui

ment de toute la moitié orientale de l'Europe, améliorer les rapports entre les pays de cette région, entre les parties de l'Europe divisée et peuplée même lui avoir laissé une chance d'épanouir — par les blindés soviétiques — dans la nuit du 21 août 1968.

Je reste profondément convaincu que cette nuit-là ne fut pas une tragédie pour la Tchécoslovaquie, mais peut-être avant tout pour l'Union soviétique, qui liquida ainsi le projet de créer un modèle de réforme, un peu des bases beaucoup plus évoluées, beaucoup plus adéquates, que celle qui plus tard, dans le seul pays soviétique, fut loupé du bloc de l'Est non hostile, en principe, à l'Union soviétique.

En réponse à l'analyse faite par Rude Pravi, et réitérée depuis une insistance digne des mécanismes profonds ressemblance entre le péché du ducbeisme et celui du péché chrétien. A cette énorme différence, naturellement, que dans le cas tchécoslovaque, cette philosophie a été mise en pratique dans une société de rente.



Portrait of a man, likely a political figure.

## ION SOVIÉTIQUE SUR

## le Caligula

l'histoire de la Russie ou Lev Oubrouski dans une discussion sur la pièce de Chatrov. Plus loin, encore plus loin.

Il s'élève contre l'idée que tel ou tel trait de caractère de Staline ait pu façonner l'histoire, que sa grossièreté ou ses autres défauts — aient pu être la source de cataclysmes historiques », et précise : « Le culte de la personnalité n'est rien d'autre que le bureaucratisme mené à son extrême logique. Le bureaucratisme découle d'un mode de vie patriarcal, de l'inculture politique des masses paysannes, numériquement majoritaires, et de la psychologie du révolutionnaire petit-bourgeois qui leur est propre et qui les mène à passer de l'anarchisme déchaîné à l'exaltation passionnée de « la main de fer », et enfin de l'absence de traditions démocratiques profondément enracinées depuis des générations. »

## « Les gens enflaient de faim et mouraient »

LA discussion reprend donc là où elle s'était arrêtée, il y a vingt-cinq ans, après le vingtième et le vingt-deuxième congrès.

Mais, à la différence des écrits antistaliniens de la période du « dégel » (1954-1964), ceux d'aujourd'hui tentent, au-delà de l'univers des répressions et des camps, de décrire la réalité sociale et politique dans laquelle ils se situaient. Ainsi A. Jigouline, l'auteur des *Pierres noires* (10) nous dépeint une Union soviétique de l'après-guerre différente de la peinture habituelle.

« Les années 1946 et 1947 étaient effrayantes. Les gens enflaient de faim et mouraient, dans les villages, les bourgs et aussi dans les villes détruites par la guerre comme Voronej. »

Les paysans fuyaient l'Ukraine affamée et pourtant exportatrice ; les citadins qui tentaient de ramasser, dans les champs abandonnés, les pommes de terre en train de pourrir, se heurtaient aux détachements militaires protégeant la propriété d'Etat. Les « vols » de pommes de terre valaient aux affamés dix ans de prison ou de camp, « ordre de Molotov ». Encore n'était-

ce pas là tout ce qui frappait les malheureux. Des bandes attendaient le long des voies les trains de nuit et lançaient des grappins sur les toits où s'entassaient les sacs de pommes de terre et leurs propriétaires endormis dont on retrouvait, le lendemain, les corps mutilés...

La terreur déclenchée par Staline (contre les écrivains par la résolution d'août 1946 dénonçant les revues *Zvezda* et *Leningrad* et les écrivains Zochitchenko et Akhmatova, contre les philosophes en 1947 ; contre les musiciens et les historiens en 1948 ; contre les biologistes la même année avec le pogrome déclenché à la suite de la session de l'Académie des sciences naturelles d'août 1948 ; contre près de trois mille biologistes et agronomes purgés, destitués, pourchassés, liquidés ; contre l'appareil du parti de Leningrad en 1948 ; contre les juifs avec la « campagne anticosmopolite » de 1953...), cette terreur n'exprime pas la folie d'une sorte de Caligula paranoïaque, comme le voulait Boris Souvarine. Sous une forme certes monstrueuse, elle est politique, elle vise à étouffer

## cohérent et logique

de la revue *Novye Litsy* en 1987, a fait du bruit : pour les années 30 et 40, s'est dressé un système administratif répressif, un peu de la terreur stalinienne, un peu de l'adhésion individuelle au pouvoir, et à la mode à l'époque, un ensemble de lâches imposés par le régime. Il est aujourd'hui évident que, comme le fait remarquer A. Jigouline dans son analyse de la politique et de l'administration soviétique, la réance sociale est le pilon de l'analyse, comme dans











## CES INÉGALITÉS QUI SAPENT

## La justice américaine saisie

Par  
REED  
BRODY \*

**L**E 15 mars 1988, Willie Jasper Darden est mort à l'âge de cinquante-quatre ans sur la chaise électrique, sur ordre des autorités de Floride. Il était la quatre-vingt-seizième personne à être électrocutée aux États-Unis depuis le rétablissement de la peine de mort en 1976. Comme la plupart des suppliciés, il était noir : sa victime était blanche. Jusqu'à la fin, Darden se déclara innocent : deux témoins confirmèrent son alibi. Des militants des droits de l'homme, parmi lesquels figurait M. Andreï Sakharov, ont assuré qu'il fut victime du racisme.

Il est en tout cas certain qu'il a été victime de la campagne menée au nom

de « la loi et l'ordre » par l'administration Reagan : peines alourdies pour les coupables et restriction des droits individuels au nom de la sécurité. Un thème martelé pendant sa campagne de 1980 par le candidat républicain, qui, une fois élu, poussa à la nomination de juges plus sévères, estimant que parler de procédure équitable équivalait à prendre la défense des criminels. M. Edward Meese, son ancien attorney general (qui cumule les fonctions qu'occupe le ministre de la justice et le ministre de l'intérieur en France), qualifia une institution aussi respectée que l'*American Civil Liberties Union* de « groupe de pression en faveur des criminels ». Il s'est dit lui-même peu concerné par les droits de la défense, puisque presque « toutes les personnes arrêtées sont coupables ».

Pour la première fois, la Cour suprême a statué que les clauses constitutionnelles exigeant un usage raisonnable de la mise en liberté sous caution n'empêchent pas la détention « préventive » des accusés « dangereux ». Le débat sur ce problème a presque exclusivement porté sur les personnes libérées et arrêtées pour un nouveau délit (alors que d'autres passent plusieurs mois en prison avant d'être reconnues innocentes lors du procès) ; de plus, le danger pour la population a été beaucoup exagéré par l'administration. Selon une étude réalisée à Washington, 2 % seulement des personnes accusées de graves délits ont été arrêtées pour acte de violence ou vol commis lors d'une mise en liberté sous caution (4). Cependant, la Cour suprême a décidé

qu'« il peut être opportun que l'intérêt du gouvernement, en ce qui concerne la sécurité de la communauté, l'emporte sur l'intérêt individuel en matière de liberté (5) ».

De même, l'administration a lancé une campagne contre la jurisprudence *Miranda*, selon laquelle un suspect arrêté doit être informé de ses droits constitutionnels à conserver le silence ou à s'entretenir avec un avocat. Balayant l'évidence qu'une telle règle n'empêche pas l'application de la loi, M. Meese avait déclaré qu'il fallait revenir sur cette jurisprudence afin de « rendre au peuple américain son pouvoir de supprimer la criminalité ».

Au nom des mêmes principes spéciaux de « la loi et l'ordre » ont été ébranlées les protections constitutionnelles contre les perquisitions et les saisies de maisons et autres immeubles

sans délivrance de mandat en cas de soupçon de délit. Naguère encore, ce principe était fermement protégé par la « règle de l'exclusion » (*exclusionary rule*), interdisant l'usage à un procès de toute preuve abusivement obtenue. L'administration et ses alliés ont pourtant mis beaucoup l'accent sur ce problème, soulignant les cas où cette règle avait permis la libération de personnes coupables. Cependant, des études montrent que les preuves ont été rejetées dans 1,3 % seulement des affaires fédérales et que, au niveau des États, 0,8 % seulement des arrestations n'ont pas été maintenues parce que les preuves avaient été obtenues de façon illégale (6). Et pourtant les attaques continuent contre la « règle de l'exclusion », sous prétexte que son abolition renforcerait la lutte contre la criminalité.

## La peur des forces criminelles grandit

Un tel état d'esprit n'est assurément pas un nouveau. En 1968, M. Richard Nixon avait critiqué pendant sa campagne les décisions de la Cour suprême élargissant les droits constitutionnels du citoyen : « Elles entravaient sérieusement les forces pacifiques de notre société et aidaient les forces criminelles ». Un avocat influent, M. David Rudovsky, notait récemment : « Il n'est bien sûr pas rare que les responsables du gouvernement et ceux qui ont pour charge de faire appliquer la loi exploitent à des fins politiques et partisanes la peur légitime de l'opinion en matière de sécurité. Des groupes ethniques et minoritaires sont souvent accusés de délits, des lois sévères et rétrogrades sont votées au nom de la sécurité, les tribunaux sont accusés d'une trop grande indulgence, la police est encouragée à user de méthodes extra-légales. En fait, il est rare que ces mesures réduisent le nombre des délits ou accroissent la sécurité ».

A la différence des années 60, la campagne de l'administration à cette fois porte ses fruits. Bien que le taux de criminalité ait quelque peu diminué au cours de la dernière décennie, en partie pour des raisons démographiques (1), la crainte du crime a beaucoup crû. Selon les statistiques officielles, un tiers des Américains ont soit installé un système d'alarme chez eux, soit adhéré à un réseau de surveillance, soit gravé un numéro d'identification sur leurs objets de valeur. Les sondages d'opinion montrent que le nombre de gens croyant que les délits augmentent dans leur quartier — alors qu'ils sont en baisse — a plus que doublé ; 85 % des Américains croient l'administration lorsqu'elle répète à l'envi que les tribunaux « ne sont pas assez sévères » : 70 % sont pour la peine de mort, contre 60 % en 1978 et 40 % en 1965-1966 (2).

La Constitution stipule que les juges fédéraux sont nommés par le président,

\* Ancien ministre adjoint de la justice de l'État de New-York.

le Sénat confirmant ces nominations. Bien que le Sénat soit souvent contrôlé par le parti d'opposition, le chef de l'exécutif dispose traditionnellement d'une grande marge de manœuvre. M. Reagan l'a utilisée pour virtuellement remodeler la justice fédérale selon ses propres vues conservatrices. Comme l'écrit un politologue, M. Sheldon Goldmann, ses choix, en cas de vacances de poste, sont faits « avec une conviction et un zèle absolument extraordinaires » afin que seuls de

« la loi et l'ordre » par l'administration Reagan : peines alourdies pour les coupables et restriction des droits individuels au nom de la sécurité. Un thème martelé pendant sa campagne de 1980 par le candidat républicain, qui, une fois élu, poussa à la nomination de juges plus sévères, estimant que parler de procédure équitable équivalait à prendre la défense des criminels. M. Edward Meese, son ancien attorney general (qui cumule les fonctions qu'occupe le ministre de la justice et le ministre de l'intérieur en France), qualifia une institution aussi respectée que l'*American Civil Liberties Union* de « groupe de pression en faveur des criminels ». Il s'est dit lui-même peu concerné par les droits de la défense, puisque presque « toutes les personnes arrêtées sont coupables ».

## Des exécutions de plus en plus nombreuses

La peine de mort demeure le symbole de cette nouvelle manière de voir : elle est de plus en plus souvent décrétée et appliquée. Vingt-cinq décrets ont été exécutés en 1987 (dix-huit en 1985 et autant en 1986). Selon Amnesty International, parmi ces vingt-cinq personnes, l'une était peut-être innocente ; une autre était handicapée mentale ; une troisième fut exécutée alors que la Cour suprême lui avait

refusé le sursis par un vote de quatre voix contre quatre. A la fin de 1987, il y avait 1977 condamnés à mort dans les prisons américaines (7).

En 1985, environ 48 % des condamnés à mort étaient des Noirs (ou des membres d'autres minorités ethniques), alors que les Noirs ne constituent que 13 % de la population. S'il est vrai que presque la moitié des personnes arrêtées pour meurtre sont noires, d'évidentes inégalités de traitement apparaissent si on prend en considération l'appartenance ethnique de la victime.

Il a été procédé à quatre-vingt-seize exécutions depuis 1976. Or, dans quatre-vingt-trois cas, la victime était blanche. Une étude faite en Georgie sur deux mille cas d'homicide a montré que l'assassin d'un Blanc risquait quatre fois plus la peine de mort que l'assassin d'un Noir. La différence de traitement est encore plus grande quand le tueur est noir et la victime blanche (8). Lorsqu'un Noir de Georgie condamné à mort pour avoir tué un



## CHICAGO, TRIBUNAL DES FLAGRANTS DÉLITS

Par  
VINCENTE  
PASDELOUP \*

**« L**E système est comme une porte à tambour ; les prévenus sortent d'un côté et reviennent de l'autre. » Ainsi s'exprime le juge Mary Jane Theis, qui préside le tribunal des flagrants délits de Chicago, zone nord. Alors que la population de cette partie de la ville est à majorité blanche, la plupart des prévenus sont noirs. La pauvreté et la disparition des structures familiales parmi les Noirs poussent de toute évidence nombre de ceux-ci à la petite délinquance. Chaque matin, une justice expéditive — quelques minutes, en moyenne, par prévenu — tente d'ordonner les scories quotidiennes produites par un ordre social trop inégalitaire.

En entrant dans la salle d'audience, ils prennent tous l'air dégoûté. Après tout, la plupart sont en terrain de connaissance. Devant le juge, leurs mains — mains de prévenus croisées derrière le dos comme l'exige le règlement — racontent une histoire différente. Certaines se blottissent l'une contre l'autre. D'autres se convulsent de colère jusqu'à en faire blanchir les articulations. Au poignet gauche, le même bracelet de plastique blanc avec un nom et un numéro, celui donné à l'arrivée au commissariat. Une légère pression contre le bras et c'est fini, les prévenus s'en vont, les mains toujours derrière le dos, entre deux huissiers revolver à la ceinture.

Au tribunal municipal de Chicago, branche 42, la justice s'administre promptement. La comparaison des prévenus dure très peu. Tous les matins, la branche 42 trie le flot des flagrants délits charrié

par les commissariats du nord de la ville. Seuls y sont présentés les prévenus recevant une peine supérieure à un an de prison. Vols, cambriolages, coups et blessures : les délits quotidiens de la troisième métropole des États-Unis.

Les noms sont affichés dès 8 h 30 dans le hall. La liste des *overnighters*, ceux qui viennent de passer une première nuit en cellule, est rajoutée au crayon feutre.

Prévenus sous contrôle judiciaire, témoins à charge et victimes attendent côte à côte l'ouverture de la salle d'audience. Les hommes grillent des cigarettes et parlent à mots rapides. Une femme berce un enfant endormi. Brique nue, bancs en bois clair et lumière artificielle qui tombe sur les visages tirés.

## Voler 300 dollars : un an de prison

Les sort noirs, portoricains, parfois mexicains. Plus rarement, blancs et pauvres. Leurs yeux sont trop neufs, leurs cheveux mal coupés. Ils attendent debout dans l'entrée en regardant un huissier obscur fouiller les hommes. Le détecteur de métaux se déclenche au moindre bouton-pression, et les fouilles sont sans résultat.

« Défense de parler, de fumer, de lire le journal ou de mâcher du chewing-gum », stoie l'huissier qui ouvre l'audience. Le public anxieux s'est massé au fond de la salle. Les policiers s'assoient, la casquette à la main, sur les deux premiers bancs qui leur sont réservés.

Blonde et pâle dans sa robe noire, le juge Mary Jane Theis énonce les règles du jeu d'un ton appliqué. Quelques paroles discrètes émergent de son col. Elle a un faux air de Maryl Streep.

« A l'appel de votre nom, vous devez venir à la barre, dit-elle. Si vous n'avez pas d'avocat, un membre du barreau de Chicago sera mis à votre disposition. Si vous êtes sans ressources, l'assistance légale gratuite s'occupera de votre affaire après examen de votre situation. Surtout, surtout, si quelqu'un s'approche de vous et vous propose de vous défendre, vous devez immédiatement m'en informer ».

Le tribunal vit dans la herminette des manœuvres louches depuis l'opération Greyford, la plus grande enquête du FBI en milieu judiciaire. Il y a cinq ans, des avocats ont été surpris à racoler des clients en leur proposant d'« arranger » leurs affaires avec le juge. Un des prédecesseurs du juge Theis est aujourd'hui en prison pour corruption. Malgré cela, les tentations n'ont pas complètement disparu.

« Oui, c'est bien lui. Je l'ai vu passer près de ma camionnette hier après-midi en sortant du magasin sur Belmont Avenue. » Robby Burda, chauffeur-livreur chez Payless Shoe Source — une chaîne de boutiques de chaussures bon marché — pointe le doigt vers l'homme à l'imperméable grisâtre debout à la barre.

« La porte arrière était ouverte, il s'est enfui avec un des cartons à la main. » Douze paires de bottes. Montant total : 358 dollars. Dans l' Illinois, un vol d'un montant supérieur à 300 dollars vaut un an de prison.

Le procureur, une jeune femme, tailleur brun et lunettes, rappelle le passé judiciaire du prévenu. « Le dénommé Clark Williams a déjà été arrêté pour tentative de vol. Il a été condamné en 1986 à deux ans de prison avec sursis. »

La culpabilité de Williams est vraisemblable, dit le juge. Il sera jugé par la cour criminelle de Cook County dans trois semaines. Le procureur peut utili-

ser toutes sortes de preuves pour déterminer la culpabilité vraisemblable et garder le prévenu en prison.

« Williams a quarante-quatre ans et est opérateur de machine dans une usine », dit un jeune homme en costume trois pièces à fines rayures. Le Public Defender, qui représente l'assistance légale gratuite, raconte que Williams est marié et père de trois enfants et qu'il a servi dans l'armée de 1971 à 1974.

Le juge écoute, le visage appuyé contre la main. Trois mille dollars de caution, dit-elle. Selon la loi, Williams n'aura à verser qu'un dixième de la somme.

Williams retourne en cellule sans mot dire.

## De l'importance de plaider non coupable

Le greffier, un Portoricain en blouse jaune vif, crie le nom du prévenu suivant : « Chris Corbit, from the house ». Les huissiers crient en écho « Corbit, Mele » en ouvrant la porte de la cellule temporaire, la jailhouse. Un grand Noir musclé déboule dans la salle. Corbit a été arrêté en train de voler une machine à écrire et un appareil à disques conditionnés dans un garage. Les témoins ont déjà été entendus ; reste à savoir si l'accusé plaidera coupable ou pas. Le juge, toujours de son même ton appliqué, énumère les sanctions possibles. Quatre ans de prison avec sursis, trois à sept ans de prison ferme ou une amende de 10 000 dollars. Ou les trois combinés.

« L'accusé plaide coupable, votre honneur », dit l'avocat.

LA DÉMOCRATIE  
par l'id

LA DÉMOCRATIE par l'id... (Text continues on the right margin, partially cut off)

Les séquelles  
du Vietnam

Les séquelles du Vietnam... (Text continues on the right margin, partially cut off)

## expédit

expédit... (Text continues on the right margin, partially cut off)

السلامة العامة











الحرية والديمقراطية

NATIONALITÉ

et modernité

citoyenneté, et le capitalisme socialisant progressivement les candidats à la francité.

Mais l'antiracisme universaliste et assimilationniste persiste aujourd'hui largement décalé par rapport au métissage culturel de la modernité.

La France de toutes les couleurs, telle que Harlem Désir la définit, c'est celle des enfants de Montaigne, Mouton, Touré Kouda, Lavilliers... Elle mêle la redécouverte de sa propre diversité occidentale, bretonne... et la cosmopolitisme de « l'homme atlantique moyen » dont les États-Unis sont le foyer culturel. L'être technocratique et la modernité restent en question « les cultures fortement enracinées, les identités nationales bien distinctes », autant que les fondements classiques de l'universalisme. Nous vivons « le temps des tribus », selon Michel Maffesoli, le temps de la pluralité et de la fluidité, ou celui du « morisme hybride », finement analysé par Michel de Certeau (7).

Cette culture composite détermine le mode de gestion de la diversité en rendant toutes les différences accessibles à chacun, en les « réinventant », les nivelant et les défilant du sens que chaque communauté ainsi traitée leur attribue. L'urbanisation, les techniques médiatiques (le spectacle du monde vu à travers la télévision), la consommation (le tourisme, les modes alimentaires, culinaires...) produisent de l'étranger tout en l'intégrant. Toutes les cultures sont conviées à la célébration cosmopolite, sous réserve qu'elles adhèrent au culte technocratique.

On voit les limites de l'aspect dévoué à la différence — théologie chère mais pas « Fou de Dieu », « Beur » mais pas Arabe. On voit aussi la distance qui se creuse entre l'Occident et un tiers-monde où les réaffirmations identitaires sont des tendances d'autant plus fortes qu'elles sont des réponses à la crise de la modernité.

Sans doute faut-il chercher là les raisons du réarmement moral et intellectuel de l'eurocentrisme, sous couvert d'un universalisme abstrait stigmatisant les cultures (des autres), dont Alain Finkielkraut s'est fait une sous-spécialité (8). Le propos intéressé trahit directement l'immigration. Rémy Laveau et Dominique Schnapper ont compensé avec beaucoup

de finesse les itinéraires des communautés juive et musulmane, l'inégalité du capital de ces deux minorités dans le jeu de l'intégration et de la préservation (9).

Ainsi les difficultés d'insertion — et les difficultés opposées à l'insertion — des populations d'origine coloniale ont-elles alimenté le débat et les polémiques sur la citoyenneté.

Dès son retour au pouvoir en 1986, la droite a déposé un projet de loi prévoyant une réforme restrictive de la loi de 1889. Elle a été contrainte de la geler et de nommer une Commission de la nationalité pour déminer le terrain où elle s'était placée (10). Nulle part ailleurs en Europe, la question du droit de vote des étrangers et de la citoyenneté n'a pris une acuité comparable. Un rapport du Commissariat général au plan, récemment sorti du placard, rappelle que, dès 1974, la Communauté européenne avait conseillé « de promouvoir l'accès des immigrés à la citoyenneté locale (11) ». Les dernières joutes présidentielles auront fait passer du problème, sans passage à l'acte.

C'est que la France est une société dont le caractère historique est particulièrement fort. Dans le numéro de mars du *Monde diplomatique*, Steven Englund s'efforce du nationalisme de son historiographie, y compris la plus savante, qui paraissent avoir pris quelque distance envers l'héritage de Lavisse. Les fastes prochains du Bicentenaire de la Révolution rappellent que l'Etat et la nation, la citoyenneté et le nationalisme sont étroitement associés dans la tradition républicaine française, dans les mythes fondateurs de la République une et indivisible. Seul le Parti communiste, et exceptionnellement dans les années 1924-1925, a présenté des candidatures étrangères et coloniales aux élections. Cette avancée extrême du mouvement ouvrier n'a guère eu de suite.

Problème de l'immigration ? Crise de l'identité française surtout, qui fait resurgir des obsessions quasi biologiques et suscite des réactions conservatrices bien au-delà de la droite.

Pourtant, les changements d'échelle économiques et politiques concrétisés dans l'échec de



1992, les processus irréversibles de transnationalisation matérielle et culturelle ont une tout autre ampleur et portent de tout autres enjeux que le thème du « métissage ». Dans quelle mesure le modèle de citoyenneté constitué à partir de 1789 et consacré par la III<sup>e</sup> République, en fonction de la conception française de l'Etat-nation, donc historiquement construit, est-il adéquat aux réalités nouvelles ?

La pire, dans tous les cas, est la perte actuelle : un paysage intellectuel déconnecté des rapports sociaux, se mirant aux médias, un discours des droits de l'homme amputé — sous prétexte de « mort des idéologies » — de tout contenu politique concret, une gauche orpheline d'utopie sous couvert de réalisme. Tantôt tonitruant, tantôt rampant, le racisme ne manquera pas de priver sa cible sur la société française, si celle-ci ne maîtrise pas les contradictions entre archaïsmes et modernité.

CLAUDE LIAUZU.

(7) *Annales ESC*, juillet-août 1986. « Economies ethniques : pour une école de la diversité », pp. 789-815, et *Esprit* n° 6, 1985. Sur la transnationalisation et l'ère technocratique, cf. Zbigniew Brzezinski, *La Révolution technocratique*, Calmann-Lévy, 1970.

(8) *L'Homme et la Société*, nouvelle série, n° 85-86, 1987.

(9) *Revue française de science politique*, décembre 1987, déjà citée.

(10) *Etre français aujourd'hui et demain*. Rapport de la Commission de la nationalité présenté par M. Marceau Long, janvier 1988 ; Catherine Witold de Wendt (coord.), *La Citoyenneté*, Edilig, Fondation Diderot, Paris, 1988, 364 p.

(11) *Commissionnaire général du plan. Immigration : le devoir d'insertion* (rapport du groupe de travail), tome 1 (synthèse), tome 2 (chapitres techniques), tome 3 (annexes), octobre-novembre 1987. Cf. aussi Jacques Voizard et Christiane Ducaselle, *La Question immigrée dans la France d'aujourd'hui*, Fondation Saint-Simon, Calmann-Lévy, 1988, 151 p.

ET PRATIQUES MUSICALES

pour une intégration ?

soul-music noire américaine — James Brown, les Isley Brothers, Kool and the Gang, les Jackson Five... — ou encore ceux du reggae — Bob Marley, Peter Tosh, Jimmy Cliff... — ont marqué les musiciens « beurs » tout autant que la musique populaire arabe. De cet entrecroisement insolite de cultures maghrébines, afro-américaines et françaises a jailli le « rock beur ».

Parce que la recherche d'une identité nouvelle et la dénonciation du racisme antimaghrébin sont les objectifs du rock arabe, celui-ci se développe aux côtés du mouvement associatif naissant. Carte de séjour, le premier groupe de rock franco-maghrébin, participe dès sa naissance, en 1980, à tous les galas des associations d'immigrés lyonnais.

Le concert de rock devient, dès 1981, une forme d'intervention politique. Les spectacles sont généralement suivis d'un débat sur les conditions de logement, les problèmes administratifs, ou les tracasseries avec la police. La musique permet de rassembler plus facilement les jeunes des banlieues lyonnaises. Carte de séjour représente une promesse d'identité-passerelle entre la culture des parents maghrébins et celle des jeunes Français.

Le groupe affirme et revendique son ancrage dans une ville comme Lyon où de nombreux jeunes Maghrébins sont contraints de dissimuler leurs origines : « Quand le groupe s'est constitué — se souvient Rachid Taha, le chanteur — nous avions le projet de faire une musique originale, qui nous tenait à

cœur, mais nous voulions aussi envoyer un message à ceux qui se passaient un fer à repasser sur la tête pour se défigurer les cheveux et pouvoir rentrer dans les boîtes de nuit. Je crois que l'on a réussi sur ce terrain-là ».

Une dynamique entre politique et musique dont va s'inspirer, après 1983, le mouvement SOS-Racisme. Les grands concerts de la Concorde en 1985, de la Bastille en 1986, ou celui, plus récent, de Vincennes, le 18 juin dernier, n'en sont qu'une reproduction à grande échelle.

Dans les banlieues autour de Paris, la situation est moins conflictuelle. Les jeunes musiciens beurs arrivent à composer leurs chansons à partir d'une expérience plus personnelle, moins directement conditionnée par le climat d'hostilité de la ville. Parid Mounsi, « rocker afro-urbain de Paris », comme il se définit lui-même, découvre la musique en fréquentant une boîte de nuit de Nanterre où se rendent les jeunes franco-maghrébins : le Kiss-Club.

« Le Kiss, c'était toute une ambiance, se souvient Mounsi. Les

petits tireurs, les BMW volées avec lesquelles on allait faire des virées à la mer. L'impression d'être libres et maîtres de notre territoire. Au Kiss, nous écoutions principalement les musiciens noirs américains. N'importe quel beur de banlieue qui entendait James Brown reconnaissait tout de suite une pulsation commune : afro et urbaine. Au début, je ne pigeais rien aux paroles. Et puis, j'ai commencé à faire attention. « Say it loud, black and proud, black is beautiful... » Je me suis intéressé de plus près à la culture noire américaine. J'ai découvert des points communs entre Nanterre et Harlem dans Chester Himes ou dans James Baldwin. Nous aussi, pour ne pas être bêteux ni borges, il nous fallait chanter « beur à beautiful ». La culture noire était comme un miroir réfléchissant pour les beurs. » Quand Mounsi commence à jouer, en 1981, ses racines culturelles kabyles ne sont pas perceptibles. Ce n'est qu'en 1987 qu'il plongera dans son propre passé pour enrichir sa musique.

« Le Kiss, c'était toute une ambiance, se souvient Mounsi. Les

Comme les Noirs américains...

MÊME démarche chez Sapho, une des rares chanteuses de rock français dans les années 70. Sapho «oubliait» tout simplement qu'elle était née à Marrakech, dans une vieille famille juive marocaine. « Pour mieux m'intégrer », reconnaît-elle aujourd'hui. En 1981, alors qu'elle assiste à un concert de musique populaire arabe, ses souvenirs enfouis resurgissent soudain : « Je revoyais les gawaws de la place Djamaa-al-Fna, le son des peaux battues, les danseurs comme des déviches tourneurs emportés peu à peu par la trousse ». Dès cet instant elle s'efforcera de donner une place de plus en plus grande à sa mémoire.

Mais comment introduire des sonorités arabes dans le rock français ? De Mouloudji à Karim Kacel, la chanson française a connu de nombreux artistes originaires du Maghreb. La plupart d'entre eux ont fait le choix d'abandonner toute référence musicale à leur culture d'origine. Les nouveaux chanteurs « beurs », en revanche, font le pari du métissage musical. Et leurs préférences, dans le large éventail des musiques du Maghreb, ne sont pas neutres. En soi, elles révèlent, comme le dit Mounsi, « un choix géopolitique et presque géologique ».

Qui connaît les gawaws doit parler Sapho ? Qui connaît leur musique ? Les gawaws sont, au Maghreb, des descendants d'esclaves noirs amenés d'Afrique (de l'ancien empire du Ghana, d'où leur nom...). Déportés, pendant des siècles, dans les villes du Maghreb, convertis à l'islam, ces Afri-

cains noirs y ont créé des cultes syncrétiques. Surtout présents dans le Sud marocain, les gawaws constituent la plus connue des confréries noires. L'élément principal lors des cérémonies du culte, comme dans les communautés noires d'Amérique, est la musique. Rythmée jusqu'à l'étourdissement et l'hypnose, elle doit permettre d'accéder à la transe et à la possession des esprits. De cette musique des minorités noires du Maghreb — reprise aussi par Nass el Ghiwane, un des groupes préférés de la jeunesse marocaine — se réclament conjointement Carte de séjour, Sapho et Mounsi. Tous ces groupes revendiquent le versant afro-maghrébin de leur culture d'origine par opposition à la culture arabo-andalouse des élites lettrées.

Le *chabbi*, musique des faubourgs d'Alger, et le *raï* piédestal d'Oran imprègnent également les compositions des musiciens de la seconde génération franco-maghrébine.

Autre élément essentiel du métissage : le recours aux instruments traditionnels arabes. Carte de séjour utilise l'oud, un luth oriental. Sapho mêle le *heshadi*, un violon indien, aux percussions *derbukes* et aux guitares électriques. Quant à Mounsi, il a associé l'un *gumbri*, une primitive basse gawwa, à trois cordes, qu'il mêle au vomissement futuriste du synthétiseur.

« Les Noirs américains avaient le complexe de l'homme qui maîtrise mal le langage de l'oppression », explique Shams Dinn, un chanteur lyonnais

d'origine marocaine. Alors, ils en ont créé un nouveau. Nous, les beurs, il faut aussi qu'on produise notre propre code ».

La langue est donc objet de distorsions et de malaxages. Le groupe Carte de séjour chante en sabir franco-arabe émaillé de mots anglais. Sapho alterne l'arabe populaire et un français très écrit. Shams Dinn mêle arabe littéraire et dialectal au gré de la musicalité du phrasé. Le calembour, la reformulation sémantique reviennent sans arrêt. Mounsi préfère chanter en français : « Je ne veux pas d'intermédiaire entre ma parole et le spectateur. Je veux établir une relation directe, même si elle doit être conflictuelle... »

Le conflit avec la société et le racisme ambiant sont au cœur de leurs chansons. En particulier dans celle de Mounsi : « Pour nous le chemin de Damas, c'est par Fleury-Mérogis qu'il passe. Et même le voleur de Bagdad perdrait son accent arabe au cours d'un séjour. Partout où tu vas, les hamouches (policiers) ils sont là, devant moi, derrière moi, partout où tu vas... »

Mais la critique vise aussi leur propre communauté, comme dans *Zoukida*, histoire du suicide d'une jeune franco-maghrébine que sa famille veut marier de force, et qui reste la chanson-fétiche de Carte de séjour.

Quel public assiste aux concerts de Carte de séjour, de Sapho ou de Mounsi ? En quelque sorte, la « France plurielle ». Jeunes et moins jeunes, beurs, peuple des banlieues et noctam-

bules curieux s'y côtoient sans frictions. Malgré le succès de ces groupes, l'industrie du disque ne s'intéresse guère à eux. En témoignent les déboires de Carte de séjour.

Si leur célèbre adaptation de *Douce France*, de Charles Trenet, a rencontré le succès que l'on sait au moment du débat sur le code de la nationalité, certaines chansons, surtout *Ramsa*, restent proscrites d'antenne. Pour contourner cet ostracisme, leur maison de disques ira jusqu'à produire un 45 tours « masqué ». Une pochette neutre : quatre portraits ébauchés au crayon, imprécis, méconnaissables ; et pour seul titre : *Art de jouer sec*, anagramme de Carte de séjour. En vain. *Ramsa* ne passera pas sur les ondes.

De nombreux musiciens beurs rêvent de pouvoir un jour créer leur propre maison de disques, comme durent le faire, dans les années 70, les chanteurs noirs américains : « Des margues comme Steax, aux États-Unis, étaient capables d'organiser un concert pour commémorer l'anniversaire des émeutes du ghetto de Watts, rappelle Mounsi. Les producteurs noirs américains étaient obligés de se pencher sur le contexte politique de la communauté tout autant que sur le business. Pour les beurs c'est pareil. Il nous faut trouver une musique, un espace de liberté et une stratégie commerciale qui ne peuvent être que politiques et vont bien au-delà de la liberté artistique. »

PAUL MOREIRA.

- Discographie**
- **CARTE DE SÉJOUR** : *Zoukida* (45 t, Mosquito - Virgin, 600570, Paris 1982) ; *Rhodomania* (33 t, Mosquito - CBS, 25848, Paris 1984) ; *2 et demi* (33 t, Barclay, 831 258-1, Paris 1986).
  - **MOUNSI** : *Seconde génération* (33 t, Motown-Polygram, 624 7951, Paris 1986).
  - **SAPHO** : *Au bar barbe* (33 t, 2CD70, Paris 1983) ; *Live au Bataclan* (33 t, CEL 68001, Paris 1986) ; *Passions, passions* (33 t, CEL 6786, Paris 1987).
  - **CORAZON REBELDE** : *Adonde van* (45 t, Mino-New rose, 90464, Paris 1982) ; *Corazon rebelde* (33 t, Mino-EMI Pathé, 240 3001 PM252, Paris 1986).
  - **LOS CARAYOS** : Deux albums autoproduits (dont *Il* ont été distribués par New-Rose Paris, contact : Manuel Chao, tél. : (76-1) 45-34-51-13).
  - **ROE** : *Hombre* (45 t, Centre, 14424, Paris 1986).

UN DIPLOME PROFESSIONNALISE  
UNIQUE EN FRANCE

NEGOCIER DECIDER

MAGISTRE

ARABE, CHINOIS, JAPONAIS, PORTUGAIS

UNE FORMATION DYNAMIQUE DANS LE DOMAINE  
DE LA NÉGOCIATION AVEC DES PARTENAIRES ÉTRANGERS

ADMISSION SUR DOSSIER  
ENTRETIEN APRÈS LE DEUG  
OU LA LICENCE

BROCHURES SUR DEMANDE

MAGISTRE  
UNIVERSITÉ DE PROVENCE  
29, avenue R. Schuman  
13621 Aix-en-Provence Cedex  
tél. : 42-20-81-92, bureau 165



## RESTER EN DEHORS DU GRAND MARCHÉ UNIQUE ?

## Les tentations européennes de la Suisse

**E**NTOURÉE presque entièrement d'Etats membres de la Communauté économique européenne (CEE), principale partenaire de ses échanges extérieurs, la Suisse a voulu jusqu'ici se tenir à l'écart de toute construction supranationale. Mais la mise en œuvre de l'Acte unique ouvre désormais les interrogations sur le risque de marginalisation d'un pays qui, pour maintenir ses flux commerciaux, devrait se plier à des réglementations qu'il n'aurait pas contribué à définir. Adhérer à la CEE ? La question n'est plus taboue, même si elle peut remettre en cause quelques principes fondateurs de la Confédération helvétique.

Par FRANÇOIS SAINT-OUEN \*

La perspective du marché unique européen soulève, en Suisse, un débat d'une ampleur sans précédent. Membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et du Conseil de l'Europe, la Confédération helvétique a, par contre, constamment marqué ses distances à l'égard de l'entreprise communautaire. Comme les autres membres de l'AELE, elle a pu négocier, au moment du premier élargissement au Danemark, à l'Irlande et au Royaume-Uni, un accord de libre-échange sur les produits industriels et certains produits agricoles transformés (22 juillet 1972).

Jusqu'à la période récente, la CEE ne semblait pas poser beaucoup de problèmes à la Suisse. D'ordinaire, le dossier était suivi par quelques parlementaires délégués auprès du Conseil de l'Europe et de l'AELE, par des fonctionnaires (des affaires étrangères et des relations économiques extérieures, notamment), par les milieux concernés de l'économie, et il était géré selon des méthodes n'excluant pas la routine. L'été de prospérité, ignorant le chômage, la Confédération trouvait d'ailleurs dans sa situation enviable les meilleures raisons de conforter sa différence sans chercher trop à regarder ailleurs, où l'on réussissait moins bien. Le choc n'en est maintenant que plus rude.

Car, avec l'Acte unique et l'échéance de 1992, une menace se profile : celle d'une marge de manœuvre réduite, tant par le dynamisme que par l'esprit d'une intégration communautaire à laquelle la Suisse est de plus en plus directement confrontée. Comme dans d'autres pays, l'opinion

publique n'est cependant pas très au fait des problèmes extérieurs, et en particulier des institutions communautaires et de leur fonctionnement. Selon une enquête récente (1), plus d'un Suisse sur quatre pense que son pays n'est membre d'aucune organisation européenne et, si neuf personnes sur dix connaissent la CEE, une sur vingt seulement connaît l'Acte unique. L'opinion paraît néanmoins disposée à une plus grande ouverture vers la Communauté : un sondage (2) a montré les Suisses favorables, à plus de 60 %, à un renforcement du processus d'intégration à un système de type confédéral, pourcentage comparable à celui que les « eurobaromètres » enregistrent au Royaume-Uni et en Irlande, et supérieur à celui du Danemark. En outre, opposants et partisans d'une adhésion à la Communauté s'équilibrent — fait remarquable — autour de 40 % ; dans la minorité latine du pays, essentiellement composée de cantons frontaliers, les partisans semblent même l'emporter assez nettement.

Dans les milieux politiques, c'est seulement à partir de 1986 que, face au défi de l'Acte unique, naît une réelle prise de conscience dont le démocrate chrétien fribourgeois Laurent Butty et le Parti libéral furent, au départ, les catalyseurs. L'année suivante, le mouvement s'amplifie considérablement, gagnant peu à peu tous les partis, au point que la menace communautaire constitue, à l'heure actuelle, un des principaux leitmotivs du débat public. Les discussions revêtent parfois un tour émotionnel auquel on n'est guère habitué en Suisse. Certains (encore minoritaires) vont même jusqu'à envisager, à l'instar des socialistes romands — une adhésion éventuelle, tant le poids des contraintes matérielles leur paraît, à terme, déterminant. De fait, la Confédération est actuellement dépendante des Douze pour 60 % de ses exporta-

tions et les trois quarts de ses importations.

Au-delà, c'est toute une conception originale des relations extérieures qui se trouve mise en question, et qui peut se résumer en trois termes interdépendants, faisant l'objet d'un consensus presque unanime : neutralité, fédéralisme, démocratie directe. Le problème réside, en fait, dans l'inadéquation d'une réalité européenne de plus en plus pesante à ces trois principes. Quelle est leur marge d'adaptation à une situation nouvelle, que la Suisse contrôle encore mal mais qu'elle sait — encore confusément — ne plus pouvoir éluder ? Le débat en cours, parce qu'il témoigne de certaines résistances à l'établissement d'un *imperium* communautaire sur l'idée européenne, présente un intérêt qui dépasse largement les frontières helvétiques.

La neutralité implique une vision universaliste qui incite encore à ne pas trop privilégier l'Europe par rapport au reste du monde et, en Europe elle-même, à préférer une construction à vingt et un, celle du Conseil de l'Europe, plutôt qu'à six, à neuf ou même à douze. Il y a quelques mois, le socialiste Pierre Aubert (à l'époque président de la Confédération) résumait parfaitement ce qui demeure la position officielle, lorsqu'il évoquait devant les députés « cette Europe démocratique des Vingt et un que nous voulons défendre et dont nous sommes membres à part entière (3) ». Cet argument s'affaiblit cependant peu à peu — sans toutefois disparaître — au fur et à mesure que la Communauté s'élargit à de nouveaux membres.

La neutralité helvétique va aussi de pair avec une volonté absolue de défense autonome — d'ailleurs considérée comme une « contribution à la défense de l'Europe » — qui exclut toute intégration. Cette logique vaut également pour l'agriculture, secteur extrêmement protégé non seulement pour des raisons sociales et « paysannes », mais pour son rôle stratégique : si l'on veut réellement ne compter que sur soi, il faut pouvoir affronter une situation d'antarcie.

Enfin, dans sa mise en œuvre, l'universalisme que suppose en principe la neutralité doit sans cesse s'adapter aux exigences de la réalité. Sur la longue durée, on remarque une évolution qui — lentement mais sûrement — témoigne d'un relatif recentrage des préoccupations sur la proximité européenne, celle-ci semblant peu à peu s'insérer comme un « cas à part » dans les relations extérieures de la Confédération. La Suisse ne partage pas pour autant la vision qu'ont souvent les « petits » pays de l'intégration européenne, perçue

comme un moyen d'augmenter leur influence dans le monde ; elle y voit plutôt une restriction de son champ d'action. « Je lis trop souvent des commentaires désespérés sur cette pauvre petite Suisse qui va être mangée à la sauce des Grands (4) », affirme le radical Jean-Pascal Delamuraz, membre du gouvernement. Le plus souvent, les responsables mettent en avant l'atout que constitue le poids économique du pays, deuxième partenaire commercial de la Communauté (après les Etats-Unis).

On constate parallèlement de fortes réticences à véritablement assumer le poids écrasant de l'Europe dans les échanges extérieurs. Là réside probablement la raison principale du décalage entre le discours officiel et la réalité, d'où un effort constant de dédramatisation des problèmes particuliers que pose l'intégration européenne et la revendication d'une Europe « à géométrie variable », nourrie du refus de « simplifier le problème » en le ramenant au niveau d'une adhésion à une institution particulière, « aussi puissante soit-elle », à savoir la Communauté économique européenne. Ainsi, l'universalisme se concrétise par l'idée que la Suisse a tout intérêt à diversifier ses voies d'accès. De ce point de vue, l'hypothèse « Communauté » peut demeurer ouverte — selon des modalités à définir — mais à condition que d'autres formes d'engagement ne cessent de la contrebalancer, notamment le Conseil de l'Europe et l'AELE. Celui-ci rassemble l'intégralité de la portion occidentale du continent, tout en ayant l'avantage de ne pas entraîner de trop lourdes contraintes sur le plan politique ; celle-ci assure le maintien d'une tradition libre-échangiste à laquelle la Suisse demeure très attachée.

Le fédéralisme, lui, repose sur une conception nettement opposée à la supranationalité. On distingue bien les deux modes de gestion, le premier apparaissant garant d'un statut équilibré que le second qui tendrait trop vers l'uniformisation. La Suisse incarnerait le modèle fédéraliste, tandis que la Communauté, à travers les finalités politiques implicites qu'on lui attribue, se caractériserait par des velléités d'intégration supranationale qui n'apparaissent pas comme la manœuvre souhaitable d'envisager l'édification de l'Europe. En effet, le fédéralisme suisse repose essentiellement sur deux éléments : la garantie des compétences cantonales et la sauvegarde des droits souverains réservés au peuple qui les exerce par voie d'initiative et de référendum (démocratie semi-directe).

La thèse couramment exprimée est qu'un éventuel transfert de souveraineté à l'échelon communautaire bouleverserait la texture même du système politique. « Lorsque la France ou la RFA renoncera à une partie de leur souveraineté fiscale, de négociation économique, de réglementation de la main-d'œuvre au profit de la Communauté, leur substance vive n'est pas vraiment atteinte, rappelle le libéral genevois Jacques-Simon Egli, mais une restriction imposée aux droits populaires des Suisses, aux compétences des cantons, voilà qui serait un fait nouveau, bien dur à digérer pour la Suisse (5) ». C'est la raison pour laquelle, en matière européenne, la Confédération se garde de tout engagement porteur d'implications politiques, l'objectif auquel concourt le principe de neutralité étant de conserver autant que possible la plénitude d'une souveraineté qui s'interprète moins par rapport à l'Etat que par rapport au citoyen.

## La crainte de la marginalisation

UN fait nouveau est intervenu ces dernières années, dont il est difficile de mesurer dès maintenant les conséquences futures : la mise en œuvre de l'Acte unique a créé, chez certains, le sentiment qu'une volonté absolue d'indépendance de *jure* pouvait très bien conduire, à terme, à une situation de dépendance de *facto*. C'est le thème de la « marginalisation » ou de l'« isolement » qui se trouve mis ainsi à l'ordre du jour, ces deux mots devenant très à la mode, comme, en France, celui d'« ouverture » : dans un nombre croissant de domaines, et pour des raisons pratiques aisément imaginables, la Suisse devrait s'aligner sur

des normes communautaires à l'élaboration desquelles elle n'aura pas pu participer. La question sous-jacente est, dès lors, la suivante : ne vaudrait-il pas mieux adhérer dès maintenant pour éviter le prix — encore plus élevé — d'une non-adhésion ou d'une adhésion trop tardive ? C'est là dramatiser exagérément, répondent la plupart des responsables. Cette interrogation joue néanmoins un rôle moteur dans les débats actuels.

Profondément liée au fédéralisme, la démocratie directe entretient l'image d'un pouvoir proche du citoyen, où le peuple ne se limite pas à sélectionner des élites — qui, ensuite, gouverneront en son nom — mais joue au contraire un rôle actif et déterminant. Dans ce pays où, comme le voulait Jean-Jacques Rousseau, le souverain ne peut être que le peuple et où, pour cette raison, on garde une certaine méfiance à l'égard des fonctionnaires et des hommes politiques professionnels, l'absence de légitimité qui, de ce point de vue, semble caractériser les décisions communautaires est très négativement ressentie. En matière internationale, on comprend ainsi pourquoi l'attitude constante de la Suisse a consisté à mettre en avant le principe de neutralité. Il s'agit d'éviter des contraintes, même virtuelles, apparaissant comme autant de limites au champ des prérogatives démocratiques susceptibles d'être exercées par référendums et initiatives populaires. Il en est résulté une préférence très nette pour des engagements souples, soigneusement circonscrits à des domaines techniques.

Cette manière de voir, illustrée par l'accord de libre-échange — sur la base duquel environ cent vingt conventions ont été signées depuis 1972 —, reste dominante dans les relations avec la Communauté. Elle se traduit, notamment, par le désir de rester dans le cadre de la « clause évolutive », prévue dans l'accord de 1972 (art. 32), pour éviter aussi bien le coût politique d'une adhésion que le coût économique de l'isolement. Cette attitude s'est jusqu'ici révélée payante mais elle ne sait très bien si elle demeure adaptée aux circonstances nouvelles découlant de l'Acte unique. Telle est l'incertitude majeure qui alimente les interrogations actuelles, en attendant que l'expérience vienne peu à peu suggérer la réponse.

- (1) Cette enquête, menée à l'université de Lausanne par le professeur Roland Ruffieux, a été publiée en partie dans l'hebdomadaire *Contraste*, 27 avril 1988.
- (2) Voir l'*Hebdo*, Lausanne, 13 novembre 1986.
- (3) Conseil national, 1<sup>er</sup> décembre 1987 (débat sur la Charte sociale européenne).
- (4) Conseil national, 4 mars 1987 (débat de politique économique extérieure).
- (5) Fribourg, 8 mars 1988 (table ronde sur la Suisse et l'Europe).

## « DE LA POLITIQUE ENTRE LES ETATS », d'Alain Plantey

## Diplomatie et communication

**Q**U'EST devenue la diplomatie, cet art ancien de la conduite des relations internationales, à l'ère des télécommunications et des médias ? C'est à cette question que répond l'ouvrage d'Alain Plantey (1), membre de l'Institut, qui a exercé de hautes fonctions au cabinet du général de Gaulle, puis comme ambassadeur de France à Madagascar et comme secrétaire général de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Dans une première partie, l'auteur expose les éléments constitutifs de ce qu'il appelle la « manœuvre diplomatique ». Le premier de ces éléments, comme l'avait compris Machiavel, est la puissance qu'il appartient à la diplomatie d'exploiter et, plus encore, de modérer. Le deuxième est l'intérêt qui,

selon de Gaulle, s'exprime dans les « égoïsmes sacrés », et à la discipline duquel les diplomates doivent s'appliquer. Le troisième est la culture, dont Alain Plantey constate l'importance grandissante à notre époque. Il indique à ce propos : « Il n'y a pas de peuple sans histoire. Le fait culturel englobe et explique le fait étatique. »

Les Etats sont, en dernière instance, les seuls partenaires des relations internationales. Mais cette réalité fondamentale des Etats n'en est pas moins affectée, jusqu'à un certain point, par la « communication culturelle », comme on peut le voir dans le cas de l'Europe occidentale : « Le double héritage romain et chrétien constitue le substrat des communautés européennes malgré la diversité, la puissance et la richesse des patrimoines nationaux de leurs membres. »

La deuxième partie nous permet de comprendre que « le monde est un immense système de communication » et que, à l'intérieur de ce système, la diplomatie crée et développe un type de communication qui « s'effectue entre Etats ». Ces relations d'Etat à Etat ont été longtemps temporaires et occasionnelles ; elles sont devenues, au cours des temps modernes, des relations institutionnalisées : celles des ambassades. A l'ancien caractère sacro-saint des légats, des envoyés du prince, a fait place la garantie couvrant les personnes, les immeubles et les communications des diplomates, garantie fondée sur le droit international.

Mais, de nos jours, tout se complique : la rapidité de circulation des messages et des personnes fait que l'ambassadeur perd une partie de son ancienne marge de manœuvre et que les rencontres entre ministres de deux ou de plusieurs pays tendent à reléguer à

l'arrière-plan son activité. Par ailleurs, les médias rendent souvent public ce qui autrefois serait resté secret.

Toutefois, le travail des diplomates professionnels demeure indispensable aux bonnes relations entre Etats, d'autant plus qu'il est parfois gâté par les fluctuations des opinions publiques.

En raison de l'existence et du fonctionnement des organisations internationales, la communication diplomatique a pris une forme multilatérale. Dans ce contexte nouveau, les négociations peuvent sembler revêtir des formes nouvelles. Cependant, nous avertit l'auteur, « le danger réside dans l'illusion que la modification des règles du jeu peut remplacer les prin-

cipes diplomatiques classiques » : c'est le principal objet de sa troisième partie.

Comme le dit Alain Plantey, « le développement du multilatéralisme n'efface pas les données de base du système international ». C'est pourquoi il propose de combiner la participation à la société internationale et la pratique des relations d'Etat à Etat, plus aisément maîtrisable. Il nous rappelle que « plus que toute autre, la société internationale reste placée sous le signe du fait accompli et du danger ». Et il est ainsi conduit à examiner, dans la dernière partie de son ouvrage, la « diplomatie de crise », devenue si importante à travers les fortes turbulences de notre époque.

## La renaissance des intégrismes

**A**L'HEURE des communications médiatiques, comment ne pas être attentif, plus encore que dans le passé, aux « facteurs psychologiques », dont le rôle ne cesse de croître. Notre auteur voit d'ailleurs dans la maîtrise de ces facteurs le sommet de l'art diplomatique contemporain. Car, s'il insiste sur la responsabilité primordiale des Etats dans la vie internationale, il observe des phénomènes qui, pour être d'une autre nature, n'en sont pas moins redoutablement présents : « La renaissance des intégrismes religieux est une manifestation d'un mouvement profond de l'humanité contre le scepticisme scientifique et le matérialisme économique. Ces fondamentalismes raciaux, idéologiques, biologiques, accroissent les périls d'un univers resserré. »

Face à de tels périls, la diplomatie de crise doit utiliser les apports de toutes les disciplines scientifiques, spéciale-

ment des sciences humaines, pour répondre aux exigences générales de la sauvegarde de la paix.

En somme, Alain Plantey ne nourrit aucune illusion relative aux bienfaits escomptés de la supranationalité mondiale ou même européenne. Ses convictions et son expérience l'ont, à cet égard, heureusement immunisé. Mais, précisément, cette expérience le conduit à penser que les organisations internationales, tout en respectant la souveraineté des Etats, ont une fonction régulatrice légitime, car, « pour la première fois, les hommes se trouvent devant des problèmes qui les concernent tous ensemble ».

Il propose donc une éthique de la diplomatie adaptée aux conditions de notre temps.

(1) Alain Plantey, *De la politique entre les Etats. Principes de diplomatie*, Editions A. Pedone, Paris, 1988, 416 pages, 200 F.

## AMBASSADE DES GASTRONOMES

Catalogue gratuit sur demande

Vente et expédition de tous produits hors taxes

Prix diplomatiques

ALCOOLS - VINS - CHAMPAGNE, etc.

15, rue Chevert - 75007 Paris

Tél. : 45-55-91-22

Téléc. : 201079 F



# SACCAGÉES

**CLAIRE BRISSET**

# Des millions de jeunes dans la guerre

**(Lire la suite page 22)**

100-443887-100

100-443887-100

10



## Des millions de jeunes dans la guerre

(Suite de la page 21.)

Dans le même esprit, le protocole 1 prévoit que si des enfants âgés de moins de quinze ans sont capturés, « ils continueront à bénéficier de la protection spéciale accordée par le présent article ». Une autre disposition stipule que, « en aucun cas, la peine de mort ne pourra être prononcée contre une personne protégée âgée de moins de dix-huit ans au moment de l'infraction ».

La protection des jeunes âgés de quinze à dix-huit ans est, certes, atténuée, mais le contrôle et l'application

du droit humanitaire protégeant les enfants sont également rendus difficiles parce que le « recrutement sauvage » des jeunes se produit le plus souvent dans les zones les plus inaccessibles.

Difficiles à appliquer dans les conflits armés internationaux, les règles protectrices de l'enfant le sont plus encore dans les guerres civiles : aucune sanction n'est possible contre un Etat souverain, sauf à dénoncer ses pratiques. Toutefois, ce type de dénonciation est souvent à double tranchant : le succès de bien des opérations repose

sur la confidentialité et la neutralité. Le CICR est constamment confronté à ce dilemme.

Que faire, alors, sinon tenter de convaincre les Etats et leurs fonctionnaires qu'ils ont tout intérêt à respecter les textes ? Mais, depuis la rédaction des protocoles additionnels de la Convention de Genève de 1977, année qui marquait l'apogée de la détente internationale, la situation s'est aggravée. Les mesures humanitaires régissent lorsque, par exemple, le gouvernement de M. Reagan préfère le bialisme à la solidarité internationale et tente de désorganiser le système des Nations unies. Ainsi, la Maison Blanche a décidé, le 29 janvier 1987, de ne pas ratifier le protocole 1 qui est censé « offrir une reconnaissance et une protection aux groupes terroristes comme prix du droit humanitaire international ».

Grâce aux consultations organisées par l'UNICEF, le débat est enfin relancé. Certaines questions demeurent toutefois sans solution, notamment celles concernant l'âge des enfants.

C'est pourquoi il est proposé au groupe de travail chargé, à l'ONU, de rédiger la future Convention sur le droit des enfants, de ne fixer de limite d'âge, quinze ans par exemple, que dans certains articles spécifiques, et ce afin de permettre aux différents gouvernements, une interprétation nationale. Sagement, rien de vraiment nouveau n'est proposé en substance — ce qui revient à ne rien ajouter à la confusion. L'innovation réside dans le fait que, à travers l'UNICEF, et donc les Etats, l'humanité entière décide pour la première fois de protéger, pas à pas, ses enfants. Mais l'ONU n'a aucun pouvoir exécutif, ni tribunal. D'où la nécessité de faire ratifier par chaque Etat membre de l'ONU la future Convention sur les droits de l'enfant.

CLAUDINE BRETET.

CHILDREN OF RESISTANCE. — Sous la direction de Victoria Brittain et Abdul S. Minty. \* Kilgus Books, Londres, 1988, 146 pages, 5 livres.

Entre 1984 et 1986, 312 enfants ont été tués par les forces de répression sud-africaines, plus de 1 000 ont été blessés et 18 000 arrêtés. Ces quelques chiffres permettent au révérend Frank Chikane, secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises, de parler de « guerre contre les enfants ». Le petit livre, qui reprend les travaux d'une conférence tenue à Harare (Zimbabwe) en septembre 1987, allie les témoignages bouleversants et les analyses scrupuleuses sur le système juridique et pénitentiaire, sur la logique qui permet aux dirigeants de Pretoria de considérer des enfants de douze ans comme des ennemis.

A. G.



UN COMBATTANT ANTICOMMUNISTE NICARAGUAYEN  
A l'âge où il est plus naturel d'être un enfant.

## Une main-d'œuvre de

Par  
MICHEL  
BONNET \*

EN 1975, la Société anti-esclavagiste de Londres envoyait une mission au Maroc pour enquêter sur le travail des enfants dans l'industrie du tapis et publier son rapport en 1978. Malgré l'appel au gouvernement marocain, l'Année internationale de l'enfant en 1979, les séminaires d'experts et les campagnes en direction de l'opinion publique qui ont suivi, rien n'a changé, comme le montre le reportage réalisé en 1987 par l'équipe américaine de Cox News (1). La même constatation s'impose pour les pays au sujet desquels on dispose d'études sérieuses : très rares sont ceux où l'exploitation du travail des enfants a diminué de façon significative durant ces dix dernières années (2).

Certains indices donnent même à penser qu'au plan mondial la situation des enfants au travail va empirer : les populations vivant en dessous du seuil de pauvreté ne cessent d'augmenter, ce qui signifie une pression accrue sur les enfants pour qu'ils participent à la survie de la famille. Si le nombre d'enfants scolarisés a beaucoup crû, le pourcentage des jeunes qui abandonnent l'école en cours de scolarité progresse de façon alarmante au point d'atteindre, dans certains pays, 50 % de la population infantile. La crise économique mondiale, qui accentue la recherche de la main-d'œuvre la moins chère possible, pousse à l'emploi des enfants. Les migrations internationales pour cause économique ou politique ainsi que l'explosion urbaine dans les pays du tiers-monde rejettent hors des circuits traditionnels de protection sociale un nombre croissant d'enfants qui, dans les bidonvilles ou les rues, doivent « se débrouiller » pour vivre.

### Des violences dépassant l'imagination

COMBIEN sont-ils ? Personne n'est capable de fournir une évaluation sérieuse car la plupart des législations nationales, en proclamant l'illégalité du travail des enfants, provoquent un phénomène de camouflage. Par ailleurs, il n'y a pas consensus sur les critères d'évaluation et, surtout, les gouvernements se soucient rarement d'établir au grand jour la situation des couches les plus pauvres de la population. Cependant, force est de constater que, depuis dix ans, les chiffres globaux proposés par les gouvernements et, par voie de conséquence, par le Bureau international du travail, sont nettement à la hausse et tendent ainsi à se rapprocher des estimations privées : en 1979, le BIT avançait le chiffre de 52 millions ; en 1988, il frôle les 200 millions. La réalité est certainement beaucoup plus sombre.

En fait, les chiffres bruts comptent moins que les tendances, qui continueront de s'affirmer aussi longtemps que l'ordre économique mondial actuel perdurera. Il est même utopique de penser à simplement enrayer l'accroissement de la population travailleuse infantile.

Deux aspects de l'évolution actuelle méritent une attention particulière, car ils montrent la tendance à la dégradation des conditions de vie, pourtant déjà insupportables, des enfants au travail : la violence et les atteintes à la santé.

Les punitions et les violences auxquelles sont soumis les enfants, de la

part des employeurs, dépassent l'imagination : il faut lire les rapports d'Amnesty International sur la torture pour trouver des situations comparables. Dans telle usine de Bangkok, le chef garde les enfants éveillés, le chef écrase sur leur tête sa cigarette allumée ; dans tel village du Ghana, les yeux sont frottés au piment lorsque les enfants s'amusent pendant la récolte. Dans un atelier de tissage de tapis indien, des enfants ayant voulu rentrer dans leur famille ont été pendus par les pieds des heures durant. Dans les camps Khater, au Pakistan, les enfants sont enchaînés pendant la nuit. Dans les nuits glacées de la montagne, les petites employées de maison du Pérou sont arrosées d'eau froide. Ces pratiques sont trop courantes pour s'expliquer par le sadisme de quelques employeurs. Leurs raisons principales : la disparition des liens de parenté entre employeurs et enfants, le travail en sous-traitance qui accule les petits patrons à une lutte pour la survie et durcit leurs réactions, la montée du gangstérisme à travers les réseaux de trafic et de vente d'enfants, ainsi que l'utilisation de plus en plus fréquente

(1) Joseph Albright et Marcia Kinstel, *Stolen Childhood*, Cox Newspaper, Washington, 1987.

(2) Les situations décrites au début de cette étude par Abdelwahed Bouhicha (*L'exploitation du travail des enfants*, Nations unies, New-York, 1982. En français, anglais et espagnol) et Christine Rimbaud (*32 millions d'enfants au travail*, Pion, Paris, 1980) sont toujours d'actualité.

## Condamnés à l'exil et

Par  
COLETTE  
BRAECKMAN

ALORS qu'on le croyait passager, par nature, le drame des réfugiés est devenu un problème permanent : ce « peuple de l'exil » compte au moins douze millions de personnes. De l'Europe, les conflits se sont déplacés vers le tiers-monde, et c'est désormais en Asie, en Afrique et en Amérique centrale que se trouvent les plus grandes concentrations de réfugiés et, parmi eux, 50 % de femmes et d'enfants (1).

En Amérique centrale, le problème des réfugiés engendré par les dictatures et les guerres a gardé son aspect le plus « classique ». Considérant qu'il s'agissait d'une situation transitoire, les pays de la région ont tenté d'accueillir les nouveaux venus, soit dans des camps lorsqu'il s'agissait de populations rurales, soit sur une base individuelle lorsqu'il s'agissait de citadins et d'intellectuels. La communauté de langue a souvent facilité les rapports humains et surtout la scolarisation des enfants. Depuis quelques années cependant, des enfants du Salvador et du Guatemala ont été entraînés dans un mouvement plus dramatique : des familles entières ont tenté de traverser le Mexique en direction des Etats-Unis, soutenues par des réseaux de sympathisants, mais le plus souvent par des passeurs. Et, après avoir mené une existence marginale, clandestine, les enfants, comme les parents, sont souvent devenus des travailleurs agricoles « indocumentados », sans papiers, dans les fermes américaines.

En Afrique, les réfugiés se sont multipliés autour des deux principaux foyers de tension, où se conjuguent la guerre et les aléas climatiques : l'Afrique australe et la corne de l'Afrique. Près de 100 000 réfugiés, originaires de Namibie et d'Afrique du Sud, se trouvent en Angola, pays lui-même ravagé par la guerre. Les camps sont de hauts lieux d'éducation, de mobilisation politique, ce qui fait des enfants la cible de raids sud-africains. Les enfants sont considérés comme de futurs militants de la lutte de libération, mais les services de Pretoria ont aussi envoyé parmi eux des indicateurs... A l'intérieur même de l'Afrique du Sud, la pression n'épargne pas les enfants et on estime à environ 2 000 les enfants détenus (2).

Au Mozambique, l'insécurité politique et la sécheresse ont chassé plus d'un demi-million de réfugiés, qui se trouvent surtout au Malawi. Après avoir tra-

versé la frontière, les enfants sont dans un état critique : affamés, épuisés par un long trajet, vêtus de loques, et souvent traumatisés par les exactions de la RENAMO (Mouvement national de libération du Mozambique), qui s'est acharné à détruire écoles et centres de santé. En outre, selon certains témoignages, la RENAMO aurait capturé des enfants et les aurait entraînés pour en faire des tueurs envoyés en commandos dans les villages.

Dans la corne de l'Afrique, le nombre de réfugiés ne cesse d'augmenter : ils sont 975 000 au Soudan, 840 000 en Somalie, 204 000 en Ethiopie, en majorité des femmes et des enfants. De plus en plus nombreuses sont les familles qui se dirigent du sud du Soudan vers l'Ethiopie, fuyant la guerre qui oppose le mouvement de libération du sud du Soudan aux milices. Mais les enfants bien souvent n'arrivent pas jusqu'à la frontière : d'après des témoignages recueillis en Ethiopie, affaiblis par trois mois d'exode, les jeunes et les vieillards meurent en route.

### Maintenir la culture d'origine

DANS les camps de réfugiés éthiopiens au Soudan, les enfants sont l'objet d'une attention particulière : tout d'abord de la part des nombreuses organisations humanitaires et du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), mais aussi de la part des mouvements de libération de l'Erythrée et du Tigré, qui veulent à maintenir vivante leur culture d'origine, voire à faire d'eux de futurs militants. Dans les camps érythréens, cette éducation est particulièrement remarquable : nous avons vu des enfants d'une dizaine d'années qui étudiaient l'anglais et qui apprenaient à se servir d'une machine à écrire. Dans les camps de Somalie aussi, les enfants sont majoritaires : les hommes en effet sont souvent des nomades qui ont gardé des liens avec leur Ogaden natal et qui ont mis leur famille en sécurité de l'autre côté de la frontière. De nombreux enfants sont nés ou ont grandi dans ces camps et, voilà quelques années, on a dénoncé le recrutement forcé des adolescents, sommés de rejoindre les rangs du mouvement de libération de la Somalie occidentale.

L'Afrique, continent le plus pauvre du monde, est l'une des régions les plus touchées par le fardeau des réfugiés. Cependant, les gouvernements des pays d'accueil, les populations locales ont tenté de faire face au problème, partageant souvent les mai-

gres ressources disponibles avec les nouveaux venus, mettant, au Soudan, des terres à leur disposition. Etablis non loin de leur pays, les réfugiés y retrouvent dès que les conditions le permettent : ce fut le cas des Tigréens après la sécheresse, des Ougandais à la fin de la guerre civile, des Zimbabwéens après l'indépendance, des Tchadiens... Des solutions régionales, voire locales, ont été apportées à des problèmes régionaux et seule l'aide matérielle de la communauté a été sollicitée.

Il en va autrement en Asie du Sud-Est : depuis 1975, date qui marque l'établissement de régimes communistes dans l'ancienne Indochine, 674 000 réfugiés ont transité par la Thaïlande en direction de pays tiers et, aujourd'hui encore, ce pays compte près de 120 000 réfugiés laotiens, cambodgiens et vietnamiens. Arguant de leurs propres difficultés économiques, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et Hongkong ont refusé de les accueillir de manière permanente ou même transitoire. Ils ont sommé des « pays tiers », c'est-à-dire l'Europe, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, de les débarrasser de leur « fardeau ».

L'exode a changé de nature et nombre de réfugiés, pour des raisons politiques mais aussi économiques, ont essayé de s'arracher à la pauvreté du tiers-monde pour tenter leur chance dans un pays industrialisé. Cette nouvelle dimension du problème a eu pour les enfants des répercussions inattendues. Ils ont tout d'abord été les premières victimes de la politique de « dissuasion » menée par les pays de la région. Combien sont-ils les noyés dans les eaux de la mer de Chine ou qui ont été tués, violés, enlevés par les « pirates » ? En outre, de nombreux enfants ont été envoyés, seuls, à l'étranger, pour qu'ils tentent leur chance, ou que, éventuellement, ils servent de « point d'ancrage » à leurs proches qui espèrent par la suite bénéficier du principe de la réunification des familles. En 1987 seulement, on a retrouvé parmi les « boat people » vietnamiens 950 mineurs non accompagnés, et 730 Vietnamiens dans le camp de Phamat Nikorn, en Thaïlande. Après avoir vécu un exode dangereux, ces enfants isolés se retrouvent dans des conditions psychologiques très difficiles. Lorsqu'ils le peuvent, ils tentent de rejoindre des membres de leur famille installés à l'étranger. Sinon, ils connaissent, pendant de longues années parfois, la vie des camps, ou sont, volontairement ou non, candidats à l'adoption. En Occident, en effet, de nombreuses familles sont tentées d'adopter un enfant asiatique et le droit de l'enfant à

retrouver les siens n'est pas toujours suffisamment pris en compte.

Dans les années 80, le cas des jeunes Cambodgiens a été particulièrement dramatique : le régime des Khmers rouges, puis la guerre et la famine avaient disloqué les familles et des milliers de jeunes se retrouvaient de l'autre côté de la frontière, sans nouvelles de leurs parents. Alors que, dans les pays occidentaux, de nombreuses familles se proposaient de les adopter (et de leur faire perdre définitivement tout espoir de retrouver leurs parents et leur pays), le HCR et le Comité international de la Croix-Rouge, prenant en compte l'intérêt des enfants, ont imaginé d'autres solutions. L'Agence centrale de recherches de la Croix-Rouge a traité plus de 13 000 dossiers et la plupart des enfants ont retrouvé leurs parents ou des membres de leur famille qui les ont pris en charge.

Le cas des jeunes Amérindiens du Vietnam est particulièrement douloureux : ces enfants, des métis de soldats américains et de Vietnamiennes, n'ont aucune chance de pouvoir s'intégrer au Vietnam, et c'est au compte-gouttes que, jusqu'à une certaine amélioration de la situation en 1988, inclus dans le « programme de départs légaux », ils ont pu quitter leur pays pour les Etats-Unis. La politique occidentale à l'égard du Vietnam est ambiguë. D'un côté, s'il retient les candidats à l'exil, dont les enfants, considérant qu'ils sont l'avenir du pays, le Vietnam est accusé de violer les droits de l'homme. Mais, de l'autre, si les visas de départ sont accordés ou si les autorités locales ferment les yeux sur les départs illégaux, Hanoi se voit refuser d'exporter « ses réfugiés ».

### Élevés dans le désespoir

AU cours des prochains mois devrait avoir lieu l'une des plus grandes opérations de rapatriement de réfugiés jamais menées par le HCR : 3 millions d'Afghans vivant au Pakistan, dont 75 % sont des femmes et des enfants, devraient pouvoir regagner leur pays. Des problèmes spécifiques se posent aux jeunes qui réintégreront un pays ravagé par la guerre, où se trouvent déjà deux millions de personnes déplacées. Dans les camps du Pakistan, ces enfants ont fréquenté les sept cents écoles primaires et professionnelles mises en place par le HCR, sans compter les nombreuses écoles religieuses. Cet enseignement pourra-t-il se poursuivre en Afghanistan ? Comment ces enfants, qui avaient été en contact avec un milieu plus ouvert,











## QUAND LES GRANDES PUISSANCES CONTOURNENT LE DROIT INTERNATIONAL

# La difficile conquête des espaces marins

**L**ES fonds marins constituent un enjeu économique et stratégique de première importance : ils recèlent d'immenses ressources minérales et offrent un milieu particulièrement propice aux dispositifs les plus secrets de la guerre moderne. C'est pourquoi les grandes puissances sont particulièrement réfractaires à toute gestion collective de ce patrimoine commun de l'humanité. Alors que, dans le même temps, elles n'hésitent pas à employer les grands moyens militaires pour faire appliquer les normes internationales en matière de liberté de navigation. Vérité à la surface des mers, erreur au-dessous...

Par MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU \*

Lorsque les nations européennes se lancèrent, à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, à la conquête des continents lointains, les savantes opinions des juristes virent toujours à l'appui de tel ou tel impérialisme. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les choses s'étaient stabilisées autour d'une coutume qui comprenait un noyau dur et bien défini et une règle au contenu imprécis. Le noyau dur était le principe de la liberté de la haute mer : liberté de navigation, de pêche, de survol et de pose des câbles. Le principe n'était pas négociable, il ne l'est toujours pas ; la liberté du commerce par mer est accompagnée, s'il le faut (les conditions de navigation actuelle dans le Golfe en sont la plus récente affirmation), d'une diplomatie de la canonnière contre laquelle s'opposera à cette liberté.

La règle au contenu imprécis concernait les espaces marins sur lesquels l'Etat riverain exerce des droits : les eaux territoriales.

Si les 3 milles marins (1) concurrençant un certain socle commun de distance de sécurité, puisque cela correspondait à la portée du boulet de canon d'une époque (le début du XVIII<sup>e</sup> siècle), l'argument fut vite dépassé.

Dès lors, le plus grand désordre s'installa. Nombreux furent les Etats restés attachés aux 3 milles marins, mais leur poids ne fut jamais suffisant pour entraîner une adhésion coutumière. Trois fois (à La Haye en 1930, à Genève en 1958 et en 1960), les Etats échouèrent à s'accorder sur une largeur uniforme. Et la plus grande diversité s'établit : 3 milles, 6 milles, 12 milles,

50 milles, 70 milles et parfois 200 milles marins, en particulier pour les Etats latino-américains du Pacifique.

De surcroît, la notion de zone de pêche est apparue depuis, ainsi que celle de zone économique exclusive, sur lesquelles les riverains veulent contrôler les prises et protéger l'avenir. Enfin, depuis la déclaration Truman de 1947, les Etats prétendent à des droits économiques sur les richesses minérales du sol et du sous-sol marins, c'est-à-dire sur le plateau continental qui, sous les eaux, prolonge leur territoire terrestre. La géomorphologie sous-marine pourrait dans ce cas fournir des données inattaquables puisque le plateau continental est défini comme « le prolongement naturel du territoire terrestre », mais faut-il s'arrêter aux premières pentes avant la descente vers les grands fonds marins ou inclure le talus jusqu'à son pied ?

Les législations nationales fixent unilatéralement les droits de chacun, et grande était et est encore la variété des distances.

En finir avec l'anarchie et la surenchère ne pouvait résulter que d'un long dialogue. Il se déroula pendant neuf ans. Il s'agissait bien de la difficile recherche de la démocratie, celle-là même qui « suppose une certaine qualité de personnes, une certaine qualité d'opinions, une certaine qualité d'actes ». Ainsi fut enfin établie la convention sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, dite « convention de Montego-Bay », qui n'est toujours pas en vigueur (3).

### Des législations nationales disparates

L'ACCORD de 1982 ne veut pas dire pourtant que les législations nationales soient uniformes. D'abord les distances indiquées ne sont que les largeurs supérieures possibles, et quelques Etats ont maintenu des eaux territoriales de largeur inférieure (ce faisant, ils ne contreviennent pas à la convention). Mais, surtout, certains Etats signataires de la convention de Montego-Bay ont fixé, et parfois par des textes récents, des eaux territoriales très supérieures aux 12 milles marins autorisés.

Quant aux délimitations latérales et frontales entre Etats, ceux-ci sont réduits à négocier jusqu'à trouver une solution ayant à leurs yeux un caractère (subjectif) d'équité. A défaut, ils s'en remettent à un tiers, juge ou arbitre, dont la « subjectivité » fondera la solution comme équitable (4).

Ainsi, cahin-caha et assez lentement, les délimitations progressent-elles de par le monde sous l'impérieuse nécessité de l'utilisation des eaux et de leurs ressources. Le soin et l'apréhensif aux délimitations vers le large ou avec les voisins témoignent de l'importance des enjeux.

La convention du 10 décembre 1982 avait pour but de mettre le droit positif à l'heure des utilisations actuelles et futures des océans. Les lignes essentielles du régime mis en place sont la gestion commune des richesses des grands fonds et l'affirmation de l'affectation de la haute mer à des fins pacifiques.

Le droit de la mer, malgré l'écrasant travail effectué par la troisième conférence (5).

\* Professeur de droit à l'université Paris-VII.

#### Nos précédents articles :

- Janvier 1981 : « La face cachée du nouveau droit de la mer », par Frédéric Clairmonte et John Cavanagh.
- Août 1981 : « La bataille mondiale de la pêche », par Philippe Leymarie.
- Juillet 1984 : « Alimentation et sous-développement : une nouvelle utilisation des ressources halieutiques » (Dossier).
- Avril 1985 : « Conflits d'intérêts nationaux et retard dans l'exploitation des nodules : risque de paralysie de la Convention sur le droit de la mer », par Jean Thébaud.

rence, laisse encore de nombreuses questions en suspens ou en litige telles la préservation du milieu marin, l'exploitation des richesses des grands fonds, ou l'usage pacifique des mers.

Des accidents comme ceux du *Torrey-Canyon* en 1967, de l'*Amoco-Cadiz* en 1978 (hydrocarbures), ou, plus récemment, celui du *Mont-Louis* en 1984 (chargement radio-actif), ont ému l'opinion publique par le caractère manifeste du risque écologique encouru. Mais les véritables dangers et les difficultés de la lutte restent mal connus. La pollution des mers ne provient pas seulement des accidents de pétroliers ou du nettoyage des soutes en mer, mais plus encore de l'arrivée constante et massive de déchets humains : eaux usées, effluents, toxines.

Les mers fermées ou semi-fermées, surtout dans les régions chaudes, sont évidemment plus vulnérables : le degré de salinité y est plus grand (forte évaporation, absence de renouvellement des eaux par celles des pluies et des fleuves) et la température parfois très élevée (dans le Golfe et la mer Rouge, elle dépasse 33°). Ces eaux, souvent situées dans des zones industrielles ou en voie de l'être, ont une faible capacité d'auto-épuration et d'absorption des déchets. Les mesures à prendre par les Etats sont rendues difficiles par la mouvance du milieu : aucune frontière n'arrête les polluants, et un élément absorbé dans la chaîne alimentaire à un endroit peut faire sentir ses effets des mois plus tard à des milliers de kilomètres. Seule une législation universelle et respectée peut donc être efficace.

La convention de Montego-Bay, par le nombre de ses signataires, pourrait représenter un progrès sur le plan de l'universalité. Il est vrai que les législations nationales sont toujours très lentes à s'adapter : la France, par exemple, n'a pris que le 19 septembre 1982 le décret d'application de la loi du 7 juillet 1976, reprenant elle-même le principe d'interdiction absolue d'immersion des déchets contenant les substances les plus dangereuses, posé par les conventions d'Oslo et de Londres en 1972.

Ces législations comprennent des éléments préventifs (décisifs pour l'avenir) et des éléments répressifs. L'efficacité de la répression reste évidemment limitée par l'extrême difficulté à identifier les pollueurs contre qui doivent être réunies des « preuves manifestes ». Limites de l'action par le

droit et nécessité de promouvoir une éthique internationale qui oriente les comportements mieux que la crainte de la répression...

Les difficultés d'application sont encore plus grandes s'agissant des dispositions de la convention qualifiant les fonds marins en haute mer de « patrimoine commun de l'humanité » et tendant à en réglementer l'exploitation et l'exploitation.

Le fond des mers est couvert de nodules ayant différentes teneurs en métaux (l'océan Pacifique à lui seul en renferme, dit-on, 1 500 millions de tonnes et il s'agit d'une ressource qui se renouvelle constamment) (5).

Le bureau des ressources minérales et de l'énergie des océans des Etats-Unis a projeté que 67 millions de tonnes sèches de nodules peuvent être extraites d'un secteur de 18 000 kilomètres (6). Il est vrai que les activités d'exploitation (qui supposent une robotique très développée) sont actuellement au-delà du seuil de rentabilité.

Plusieurs des pays industrialisés les plus puissants ont refusé de signer la convention en raison de leur volonté de poursuivre sans contrainte et au rythme de leur propre technologie et de leurs besoins économiques l'exploitation de ces richesses minérales. Le mécanisme très complexe prévu se trouve ainsi grippé.

Il ne peut en être autrement dès lors qu'il n'y a pas unanimité, car la notion de « patrimoine » suppose des droits qui ne sont pas divisibles. Que ce patrimoine soit affecté à « l'humanité » (nouvelle personne juridique ?) suppose à tout le moins un organisme de gestion reconnu universellement. Telle est bien l'ambition du projet. Il passe cependant par un compromis : les entreprises privées (parrainées par les

nomie dans l'approvisionnement de leurs économies. Mais la loi du nombre (qui est aussi la loi de la démocratie) a fait triompher, au moins en partie dans les solutions très complexes retenues, le souci d'un partage équitable. Celles des grandes puissances qui professent et pratiquent le libéralisme sauvage et cultivent l'égoïsme national se sont cabrées et ont refusé d'entrer dans le jeu. Elles ont été servies par l'affaiblissement du marché de ces minéraux dans les années récentes, diminuant les pressions pour la mise au point de procédés technologiques permettant une exploitation immédiate. Cette conjoncture a permis de développer un discours critique sur toute la partie de la convention relative à cette question. Sous le titre significatif : « Le droit de la mer : sans commun contre le patrimoine commun », M. R.A. Goldwin, ardent défenseur des positions du gouvernement américain, explique dans une revue française (7) que l'appropriation collective est une illusion, que les frais d'extraction ont été sous-évalués, et que la rentabilité ne pourra pas intervenir avant des décennies, peut-être même avant des siècles !

Et de mettre la poursuite des efforts sur « l'esprit carriériste de nombreux diplomates » qui veulent continuer leur carrière dans le droit de la mer ! Pour se révéler exact, il faudrait que ce discours soit accompagné par ceux qui le tiennent d'une politique d'indifférence à l'égard de l'exploitation et de l'exploitation des fonds marins. Or non seulement il n'y a pas d'indifférence, mais les non-signataires de la convention de Montego-Bay ont développé des législations nationales permettant à leurs ressortissants de se livrer aux activités relatives à ces richesses. Ils ont même œuvré activement à des accords entre eux, et autant que possible aussi

de l'Etat côtier (ou de ses alliés) : ceux-ci peuvent aller jusqu'au déploiement d'armes de destruction massive, sauf accords particuliers l'interdisant : — le plateau continental des Etats parties au traité sur le fond des mers (soixante-treize signataires) est dénucléarisé (en ce qui concerne les installations fixes) ; — les grands fonds de la zone sont libres d'utilisations militaires, sauf pour les parties au traité de 1971 qui ne peuvent y déployer d'installations nucléaires fixes. La circulation de sous-marins chargés de têtes nucléaires reste très largement autorisée.

On retiendra seulement du régime ainsi décrit dans ses grandes lignes qu'il reste très permissif.

Les fonds marins sont à l'abri des regards indiscrets et permettent d'éviter la contestation idéologique. C'est ainsi que se développent actuellement les réseaux de détection de sonars, les systèmes de brouillage, d'échos-pièges, les bases de sous-marins fixes qui peuvent être aménagées à l'intérieur du sous-sol marin ou ancrés sur le fond de la mer sans toutefois qu'il soit possible d'avoir des informations précises sur leur importance.

A cette longue, secrète et terrifiante préparation à de futurs conflits planétaires dans le fond des mers, s'ajoutent les difficultés de la navigation en surface. Dans des conflits récents ou en cours, les règles difficilement élaborées ont été à maintes reprises enfreintes.

Alors que les droits de contrôle en mer de l'Etat côtier, pour des raisons de sécurité, sont limités à ses eaux territoriales, on a vu fleurir une extension des contrôles et parfois des affrontements militaires dans des « zones de sécurité » déclarées telles par acte unilatéral (illégal au regard du droit international).



L'AMBASCADÉ DE L'AMBUSCADE - PAR LA - BAYONNAISE - (gravure Premier Empire)  
Des combats aux Etats : la permanence du combat pour la maîtrise des océans.

Etats) gardent la possibilité d'exploitation. Parallèlement, est mis en place un système d'exploitation collective confié à une entreprise, organe opérationnel de l'Autorité internationale des fonds marins. Mais les entreprises privées ne peuvent opérer que sous couvert d'un Etat ayant ratifié la convention et après autorisation localisée donnée par l'autorité. Pour tout secteur autorisé, deux parts égales sont faites : l'une à la disposition de l'entreprise privée, l'autre à celle de l'entreprise internationale. Des mesures spéciales permettent la participation des pays en voie de développement à ces activités.

Un droit de priorité est garanti à ceux que l'on appelle les « investisseurs pionniers » et qui ont déjà investi dans l'exploitation des fonds marins.

Dans une confusion volontairement entretenue sur l'importance des enjeux, le système reste aujourd'hui en attente non seulement parce que la convention n'est pas encore en vigueur, mais parce que les pays non signataires (Etats-Unis, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne, essentiellement) se sont dotés de législations permettant d'accorder à leurs entreprises nationales des secteurs d'exploration et bientôt d'exploitation, ignorant superbement le projet « communautaire », établi d'ailleurs avec eux mais dont ils ne sont finalement retirés.

Pendant les années de déroulement de la conférence, le climat était à un grand enthousiasme. Les prix de ces matières premières étaient élevés. Et les puissances industrielles escomptaient rapidement de grands bénéfices, tout en s'assurant une plus grande auto-

avec les puissances industrielles signataires de la convention générale, permettant le partage des secteurs (8). L'exposé des motifs de la loi américaine du 28 juin 1980 rappelle que, sur les quatre minéraux contenus dans les nodules, les Etats-Unis sont actuellement tributaires des importations pour environ 98 % de leurs besoins en cobalt et en manganèse, pour 77 % de leurs besoins en cuivre : « Qu'un pays grand producteur de pétrole ou de minéraux décide sciemment de réduire sa production et de relever ses prix ou qu'il soit bouleversé par un mouvement révolutionnaire, les répercussions peuvent en être considérables tant sur les approvisionnements que sur les prix... et l'intérêt national présent et futur des Etats-Unis exige la disponibilité de ressources minérales solides indépendamment des politiques d'exportation appliquées par les pays étrangers (9) ».

Le caractère pacifique des espaces marins, en surface ou en profondeur, apparaît comme une autre question épineuse sur laquelle le droit contemporain est insuffisamment formulé et peu respecté.

Les instruments conventionnels les plus importants sont le traité du 11 février 1971, interdisant de placer des armes de destruction massive sur le fond des mers, et la convention de Montego-Bay, qui affirme (article 88) l'affectation de la haute mer à des fins pacifiques. Ils ont plusieurs conséquences :

— le fond des eaux intérieures et de la mer territoriale ne peut faire l'objet d'utilisations militaires que de la part

Dès lors, comment les grandes puissances peuvent-elles obtenir, par exemple, le respect du droit d'Ormuz comme voie d'eau internationale, ou du golfe de Syrte comme espace libre de haute mer, si elles se permettent d'établir arbitrairement des zones de sécurité là où leurs intérêts sont prédominants ?

- (1) 1 mille marin correspond à 1,85 kilomètre.
- (2) Charles Chaumont, *Le Secret de la beauté*, Le Seuil, Paris, 1987, p. 32, sous le titre de paragraphe : « Démocratie et esthétique ».
- (3) Cf. Jean Thébaud « La convention sur le droit de la mer risque d'être paralysée », *Le Monde diplomatique*, avril 1985.
- (4) Ont ainsi été portées devant la Cour internationale de justice les délimitations entre les Pays-Bas, le Danemark et la République fédérale d'Allemagne dans la mer du Nord (1969) ; entre la Tunisie et la Libye (1982) ; entre le Canada et les Etats-Unis (Chambre spéciale, 1984) ; entre Malte et la Libye (1984). Ont fait l'objet d'un arbitrage les délimitations de la Guinée-Bissau avec la République de Guinée (1983) et de la Guinée-Bissau avec le Sénégal (en cours).
- (5) La teneur en manganèse est la plus élevée, allant de 12 % à 17 %. La teneur varie de 11 % à 22 % pour le fer, de 0,23 % à 1 % pour le nickel, de 0,3 % à 0,6 % pour le cobalt et de 0,1 % à 0,3 % pour le cuivre.
- (6) *Une révolution silencieuse*, département de l'information des Nations unies, 1984, p. 63.
- (7) *Revue générale de droit international public*, Paris, 1985, p. 719.
- (8) Accord de 1982 entre les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et la RFA. Et arrangement de 1984 entre les mêmes plus la Belgique, l'Italie, le Japon et les Pays-Bas.
- (9) Loi américaine du 28 juin 1980. Voir le commentaire dans *l'Annuaire français de droit international*, 1980, p. 700.



## BANDES DESSINÉES ET ENGAGEMENT POLITIQUE

## Aventures individuelles dans l'histoire du siècle

Umberto Eco dit de la bande dessinée qu'elle peut mêler, à des formes graphiques nouvelles, un contenu social ou politique très conformiste mais qu'à l'inverse elle peut être, aussi, « l'instrument parfaitement assimilé d'un discours de rupture ». La bande dessinée représente un énorme marché - 654 titres (en 1987), 25 millions d'exemplaires vendus en France chaque année et 337 millions de francs de chiffre d'affaires (en 1986) - et constitue un genre aujourd'hui reconnu. Les auteurs italiens ont eu un rôle pionnier dans la mise en place de ce « discours de rupture ». Après les doublures fascistes des héros américains dans les années 30 (Dick Fulmine/Alain la Foudre), et les aventures au format de poche prisées des écoliers des années 50 (Blek le Roc, Tex, Miki le petit Ranger, etc.), l'Italie, avec des auteurs comme Guido Crepax, Hugo Pratt puis Vittorio Giardino, a produit une bande dessinée nouvelle, inquiète de son temps, et que ses référents multiples « imprègnent d'un sens second », selon le mot de Roland Barthes.

Par PHILIPPE VIDELIER \*

UNE nuit, son double apparut en rêve à Corto Maltese et lui dit ces phrases très italiennes : « Tu sais qu'on te reproche d'être égoïste, de ne pas s'engager à fond, de fuir la réalité... Bref, on t'accuse de n'avoir fait ni ton devoir de catholique envers la famille ni ton devoir de communiste envers la société. Tu as une parade à ça ? (1) ». Traditionnellement, lorsqu'elle se mêle d'histoire, la bande dessinée n'évite pas le didactisme pesant, le moralisme scolaire ou la bigoterie. Par une alchimie mystérieuse, les auteurs italiens parviennent à échapper aux poncifs et à fonder l'aventure individuelle dans l'histoire du siècle. Ils participent d'une forme de radicalisme qu'Italo Calvino appelait une « littérature de la négation » : « C'est-à-dire de cette position littéraire qui ne prétend pas donner un enseignement positif mais seulement être un témoin du point où nous en sommes (2) ».

L'art contemporain en Italie, et peut-être est-ce là une spécificité de la péninsule, entretient avec la politique et avec l'histoire un rapport organique : la littérature d'Ignazio Silone, d'Italo Calvino, de Leonardo Sciascia, le cinéma d'Elio Petri, de Francesco Rosi, d'Ettore Scola, et la bande dessinée enfin.

## « Lénine a quitté la Suisse, Trotsky est parti des Etats-Unis »

LES personnages d'Hugo Pratt, de Guido Crepax, et, plus récemment, de Dal Pra-Torti et de Vittorio Giardino, évoluent entre les quatre points cardinaux d'une Europe entre deux guerres : la révolution russe, la prise du pouvoir par Hitler, la guerre d'Espagne et Munich. Ils ne dominent pas l'histoire, ils occupent une fonction de témoin actif. Qu'ils soient distants comme Corto Maltese, naïfs comme Valentina, cyniques comme Jan Karta ou engagés comme Max Fridman, les héros sont seulement la conscience malheureuse de leur époque. Valentina, douée par Guido Crepax de la faculté de se mouvoir dans le temps, rencontre un instant Corto Maltese sur le pont d'un navire en 1917 (dans les songes toutes les rencontres sont possibles) : « Je sais, lui

\* Professeur au centre Pierre-Léon (histoire économique et sociale de la région lyonnaise), université Lyon-II.

dit-elle, que Lénine a quitté clandestinement la Suisse... Trotsky est parti des Etats-Unis... Avant peu à Pétrograd se passeront des choses qui ébranleront le monde. »

« Espérons-le, répond le marin, je ne connais pas le futur (3) ». De la mise en situation du héros dans l'histoire vraie du siècle et de sa faiblesse devant les événements naissent l'intensité du récit et son pouvoir de conviction. Tous ont un passé, tous ont un destin : Corto Maltese a été fusillé par les franchistes à Malaga le jour de l'arrestation d'Arthur Koestler (4) ; Max Fridman combattait dans les Brigades internationales ; Jan Karta quitte l'Allemagne au lendemain de l'incendie du Reichstag ; Valentina naît à la mi-temps de la guerre et donne à son père, mobilisé dans l'armée italienne, les convictions défilantes des antifascistes : « Si nous n'avions pas perdu Goebbels serait à Moscou en train de dicter son Ordre nouveau, mais heureusement nous avons perdu... Eh... peut-être Toukhatchevsky serait-il déjà à Berlin si ce fou, ces délinquants du Kremlin n'avaient pas détruit l'armée rouge en 1937 (5) ». Ces héros de la bande dessinée italienne ne sont pas du camp des oppresseurs. Par force ou par volonté, ils se rangent dans celui des victimes.

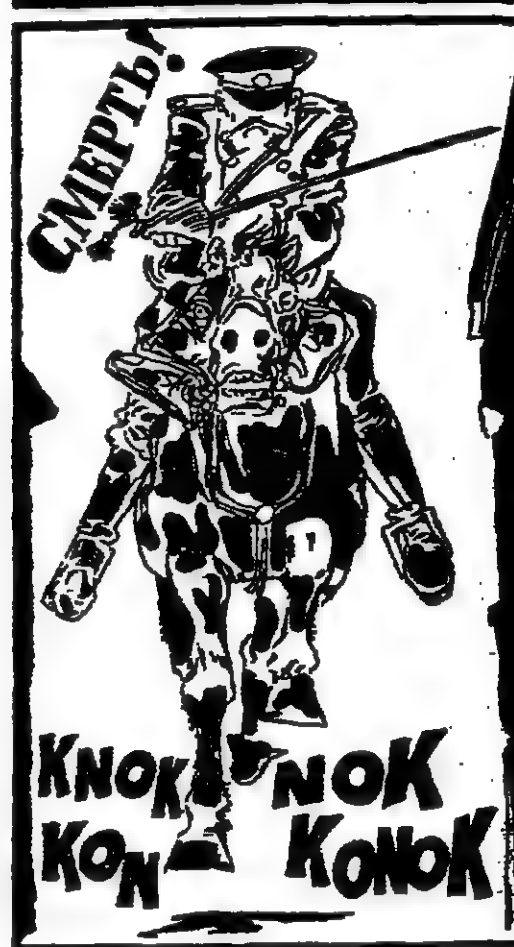
« Ainsi, Cuah, tu serais révolutionnaire ? » demande le juif polonais Kolinsky, lieutenant de l'armée britannique égaré dans le désert d'Abyssiinie, mais les révolutions s'achèvent toujours entre les mains des politiciens et deviennent une sale affaire... Alors ? » - « Toi, tu es un perfectionniste... mais trop romantique. Dans ce cas-là, on part à la recherche d'une autre révolution... d'une autre encore (6) ».

Donc, tout commence en Russie. A une époque où l'on pouvait croire que la substance du monde allait se métamorphoser. Les armées de tous les Empires et de toutes les Républiques fondaient sur le régime des Soviets, Youdenitch menaçait Pétrograd, et, sur l'autre bord, on vit même la Garde noire anarchiste défendre l'imprimerie de la Pravda bolchévique. Au prix d'une tension exceptionnelle des énergies et d'une désolation sans nom, les généraux blancs et leurs soutiens étrangers furent battus. Il ne restait plus à l'Occident qu'à pleurer sur les emprunts russes.

Guido Crepax dans le Point de non retour et Hugo Pratt dans la Maison dorée de Samarkand racontent ces temps d'héroïsme où un officier blanc pouvait trahir son camp par fidélité à son pays et à son peuple, et où il revint à un bataillon arménien de l'armée rouge de mettre un terme à l'aventure insensée d'Enver Pacha, champion du pan-islamisme aux confins de l'émirat de Boukhara. Mais déjà se déroulaient des événements que masquaient l'enthousiasme et les nécessités immédiates de cette lutte. Cet Enver Pacha qu'avaient abattu les forces soviétiques, le grand massacreur des Arméniens de 1915, l'allié de Berlin, avait été accueilli à bras ouverts à Moscou en 1920. On prêtait à Karl Radek, publiciste en vue du Komintern, ce propos de petit Machiavel : « Quiconque prenait part à l'offensive contre l'impérialisme anglais était le bienvenu en Russie soviétique (7) ». Zinoviev, à la phrase démagogique, faisait acclamer la guerre sainte, la *qiyat*, au congrès des peuples d'Orient de Bakou. L'opposition ouvrière de Kolontai et Chliapnikov s'en prenait aux tares du régime bolchevique : bureaucratie, omnipotence de la Tcheka, mise au pas de la pensée. Le X<sup>e</sup> congrès du Parti porta condamnation de ces thèses. En avril 1922, à l'issue du XI<sup>e</sup> congrès, le poste de secrétaire général échut à Staline, le *vieux individu* avec des yeux jaunes (8).

## De la guerre civile italienne au front de Madrid

DÈS lors, le champ des héros ne peut être que celui de la dissidence : « Notre âme, disait Ignazio Silone, a maintenant des dimensions croisées par une douleur que nous ignorions en 1919 (9) ». Guido Crepax retrace le processus d'involution de la révolution russe en une histoire en forme de métaphore : Vive Trotsky, où Valentina et les marins du croiseur *Aurora* partent à la conquête d'une locomotive tsariste, et où finalement Oulianov est enfermé dans un wagon funéraire et Bronstein jeté sur le ballast. Entre deux lectures de Mandrake et du Fantôme, Valentina fait son éducation politique. A la mort de Staline, son père - l'antifasciste des années de guerre - lui explique : « Maintenant nous pouvons dire la vérité sans avoir peur de paraître anticomunistes... En Russie, entre 1935 et



## GUIDO CREPAX

Valentina : tout commence en Russie

Valentina, de Guido Crepax, est née dans une époque riche en héroïnes : Barbarella, Jodelle, Prada la Survivante, etc. Un graphisme nouveau et des cadrages cinématographiques pour des histoires où le destin de la révolution russe et la symbolique de 1968 tiennent une grande place. (Ed. Milano Libri Editrice.)



## VITTORIO GIARDINO

Max Fridman (à droite) assiste à l'exécution de Corto Maltese par les franchistes

Dans un style néo-réaliste proche de la « ligne claire », Vittorio Giardino crée le personnage de Max Fridman, agent de renseignement français, juif, ancien communiste, combattant dans les Brigades internationales en Espagne, qui parcourt l'Europe tourmentée de l'Anschluss et des procès de Moscou, et assiste impuissant à la montée des périls. Vittorio Giardino puise dans la tragédie européenne le matériau de ses histoires. Pour un recueil d'hommages au dessinateur Hugo Pratt, Giardino fait assister Max Fridman (à droite avec le chapeau) à l'exécution par les franchistes de Corto Maltese. Dans la réalité, ce jour-là, Arthur Koestler fut arrêté à Malaga. (V. Giardino / Ed. Kesseling.)



1938, presque tous les vieux révolutionnaires ont été jugés et fusillés sur ordre de Staline (10). » Max Fridman, de Giardino, a vécu de près ces drames sur les champs de bataille de l'antifascisme. Son passé, connu seulement par allusions, insufflé de la vie du personnage.

En lisant *Rhapsodie hongroise* et la *Porte d'Orient*, on apprend par exemple qu'il a été en Espagne dans la brigade Garibaldi, formée fin octobre 1938 à Albacete, composée principalement, mais non exclusivement, d'italiens communistes (Max Fridman est juif de nationalité française et vit à Genève). Organisée d'abord en bataillon puis en brigade, les « garibaldiens » furent engagés à Carro-de-Angelos, sur la front de Madrid, en novembre 1936, puis en mars 1937 à Guadaleja contra les Chemises noires de Mussolini, prolongement sur le sol espagnol de la guerre civile italienne commencée en 1920 à Bologne, à Ferrare, dans les campagnes du Pô et en Toscane : « Nous sommes ici pour les mêmes raisons pour lesquelles Matteotti a été assassiné en Italie, pour lesquelles Terracini et tant d'autres sont en prison depuis plus de dix ans », déclarait à la radio républicaine le socialiste Pietro Nenni, commissaire des Brigades internationales (11).

- (1) Hugo Pratt, *La Maison dorée de Samarkand*, Casterman, Tournai, 1986.
- (2) Italo Calvino, *La Machine à vapeur*, Le Seuil, Paris, 1984.
- (3) Guido Crepax, *Valentina assassina ?*, Milano Edizioni Libri, Milan, 1977.
- (4) *Dedicated to Corto Maltese*, Kesseling, Langhain, 1985.
- (5) Guido Crepax, *Diario di Valentina*, Milano Edizioni Libri, Milan, 1973.
- (6) Cf. note 1.
- (7) Edward Hallet Carr, *La Révolution bolchevique*, Minuit, Paris, 1969.
- (8) Boris Souvarine, *Staline*, éditions Gérard Libéris, Paris, 1985.
- (9) Ignazio Silone, *Sortie de secours*, Del Duca, Paris, 1966.
- (10) Cf. note 5.
- (11) Pietro Nenni, *La Guerre d'Espagne*, Maspéro, Paris, 1959.

Valentina, l'écrit de Joyce, Calvino

La bande dessinée de Valentina, de Guido Crepax, est une œuvre d'art qui se situe à la frontière entre le dessin et la littérature. Elle est une œuvre de l'après-guerre, une œuvre qui se situe à la frontière entre le dessin et la littérature. Elle est une œuvre de l'après-guerre, une œuvre qui se situe à la frontière entre le dessin et la littérature.

## Valentina, l'écrit de Joyce, Calvino

La bande dessinée de Valentina, de Guido Crepax, est une œuvre d'art qui se situe à la frontière entre le dessin et la littérature. Elle est une œuvre de l'après-guerre, une œuvre qui se situe à la frontière entre le dessin et la littérature.

## Bibliographie

- Guido CREPAX :  
- *La Machine à vapeur*, Le Seuil, Paris, 1984.  
- *Valentina assassina ?*, Milano Edizioni Libri, Milan, 1977.  
- *Dedicated to Corto Maltese*, Kesseling, Langhain, 1985.  
- *Diario di Valentina*, Milano Edizioni Libri, Milan, 1973.  
Hugo PRATT :  
- *La Maison dorée de Samarkand*, Casterman, Tournai, 1986.  
- *La Porte d'Orient*, Casterman, Tournai, 1986.  
- *La Rhapsodie hongroise*, Casterman, Tournai, 1986.  
- *La Machine à vapeur*, Le Seuil, Paris, 1984.  
Vittorio GIARDINO :  
- *Max Fridman*, Kesseling, Langhain, 1985.  
- *La Machine à vapeur*, Le Seuil, Paris, 1984.  
- *La Rhapsodie hongroise*, Casterman, Tournai, 1986.  
- *La Machine à vapeur*, Le Seuil, Paris, 1984.

## OUBLIER HO

LE cinéma, faut-il le dire, est une invention des salles, une invention qui ajoute une crise évidente à la crise des dialogues, à la mise en scène. Dans ce désert, on voit quelques films, on en parle, on les oublie.

Ence un hasard ? An...  
Ence un hasard ? An...  
Ence un hasard ? An...  
Ence un hasard ? An...  
Ence un hasard ? An...



TIQUE

viduelle



GIUDICIALE  
Valentina: tout commence en Italie...  
Valentina, née à Guido Crepax, est la...  
elle a été...  
elle a été...  
elle a été...

L'Espagne est le point nodal de l'histoire européenne de ce siècle ; on comprend que Corto Maltese y meure et que Max Fridman s'y batte nécessairement. « Savez-vous ce qu'est la guerre d'Espagne, interrogeait Leonardo Sciascia dans l'une de ses nouvelles, ce qu'elle a été vraiment ? Si vous ne le savez pas vous ne comprendrez jamais rien au fascisme, au communisme, à la religion de l'homme, vous ne comprendrez jamais rien à rien ; parce que toutes les erreurs, tous les espoirs du monde se sont concentrés dans cette guerre (12). » L'Espagne a éprouvé les politiques et dans toute leur vérité se sont révélées l'arrogance meurtrière des fascismes, le cynisme de Staline et la grande lâcheté des démocrates ; seul un pays eut vraiment de la grandeur, un pays du tiers-monde : le Mexique du président Lázaro Cárdenas qui soutint avec une absolue rigueur la cause du droit.

Dans l'enchevêtrement des interventions et des renoncements, l'Europe marchait à la guerre. Sur le bateau qui le mène à Istanbul, à la fin de l'été 1938, la conversation entre Max Fridman et un groupe de passagers roule à nouveau sur l'Espagne : « Alors, vous êtes là-bas du côté de Rouges ? »

(Max) — Du côté de la République !  
(un autre passager) — Ne soyez pas amer ! L'opinion publique schématisait toujours (13). »

Max Fridman quitte l'Espagne lors des journées tragiques de Barcelone (1937). « Tu as bien fait de partir à temps », lui dit le juif communiste de Budapest Simon Roth. « Je n'aimais pas l'atmosphère créée par Orlov, et il me manquait ton idéal pour la justice », répond Fridman. Je n'ai pas changé d'idée sur Staline, » Simon : « C'est moi qui suis en train de changer. Amusant, non, le militant de fer devenu suspect au Parti (14). »

Valentina, lectrice de Joyce, Calvino et Camus

A force de la bande dessinée italienne contemporaine d'illustrer dans ce dialogue, enveloppe romanesque d'une vérité, qui autorise une double lecture. On peut ne rien savoir de la guerre d'Espagne, des journées de Barcelone de 1937, d'Orlov le stalinien, ou du destin tragique de nombreux brigadistes, et apprécier une aventure de Max Fridman. On peut ne rien savoir du Congrès des peuples de Bakou de 1920, ni des dessins pan-touraniens d'Enver Bey et se plonger dans le dernier Corto. Comment d'ailleurs en serait-il autrement puisque un album de Corto Maltese se vend en moyenne en France à 67 000 exemplaires ?

« Aborder certains grands problèmes sans avoir l'air d'y toucher », telle est l'ambition de Vittorio Giardino (15). Hugo Pratt, qui a longtemps vécu en Argentine, dit avoir appris ce mode de narration dans l'œuvre de Jorge-Luis Borges, qui a toujours recouvert des histoires vraies comme si elles étaient fausses et des histoires de fiction qui auraient pu

**Bibliographie**

Guido CREPAX :  
— Le Point de non retour, Dargaud, 1982.  
— Le Journal de Valentina, Futuropolis, 1985.  
— Valentina assassine ?, Futuropolis, 1986.

Vittorio GIARDINO :  
— Les Enquêtes de Sam Pezzo, 4 vol., Glénat, 1981-1983.  
— Rhapsodie hongroise, Glénat, 1982.  
— La Porte d'Orient, Glénat, 1986.

Hugo PRATT :  
— Corto Maltese en Sibérie, Casterman, 1979.  
— Fable de Venise, Casterman, 1981.  
— Les Scorpions du désert, Casterman, 1977.

Rodolfo TORTI, Roberto DAL PRA :  
— Weimar, Dargaud, 1986.  
— Der Sturm, Dargaud, 1987.

Collectif :  
— Dedicated to Corto Maltese, Kesseling, Lausanne, 1985.

être possibles... Je crois que c'est intéressant de raconter des choses vraies comme si c'était une légende, et vice versa. J'ai souvent dit des vérités de telle façon qu'on ne les remarque pas (16). » Le noyau de vérité a une fonction récurrente, il donne à l'histoire une toile de fond on ne peut plus crédible en même temps qu'il ouvre le lecteur à des réalités dont il ne soupçonnait pas l'existence. Les personnages de la bande dessinée évoquent leurs rencontres avec d'autres figures, vraies celles-là, de la littérature ou de la politique, à qui ils empruntent une part de leur passé. Max Fridman a connu Georges Orwell et Arthur Koestler ; Corto a rencontré John Reed (qui l'assista) et a été l'ami de Mikhaïl Vassilievitch Frounzé, dont la mort mystérieuse en 1925 est au centre d'une nouvelle de Boris Piniak : le Conte de la lune éteinte (17). Corto en fait même un peu trop, au point qu'on lui dit (et c'est parfois le sentiment du lecteur) : « Ça fait un moment que tu m'épaves avec tes amitiés (18). »

La puissance du mélange fiction-vérité tient aussi au fait que l'histoire (vraie) est abordée par ses



marges, et ce qui n'est pas connu de tous se place déjà aux limites de la fiction : la situation de l'Asie soviétique en 1922, les soubresauts de l'Internationale communiste des années 1927-1937, l'affaire Van Der Lubbe dans l'incendie du Reichstag, etc. Pour le plus grand nombre des lecteurs, les personnages de Léon Sédo et Rudolf Klement, dont il est question dans la Porte d'Orient, n'ont pas plus d'existence que Max Fridman ; pourtant l'un, fils de Trotsky, est mort dans une clinique parisienne tenue par des Russes blancs, et l'autre a été décapité en morceaux et jeté à la Seine en 1937. Ils font loi simplement partie de l'histoire (fiction). Ceux qui savent y trouvent un supplément d'intérêt et le signe d'une communauté de culture. « Je suis d'accord avec une des dernières interviews accordées par Italo Calvino avant de mourir, explique Vittorio Giardino, sur le fait qu'en littérature (et j'y mets aussi la bande dessinée), on a besoin d'une grande précision, ce qui veut dire aussi de la rigueur envers soi-même (19). » Giardino dit s'être inspiré de la Guerre d'Espagne d'Hugh Thomas, des Mémoires d'un révolutionnaire de Victor Serge ou des ouvrages de ses « personnages secondaires », Arthur Koestler et George Orwell.

Mais il ne s'agit pas seulement de lectures, plutôt du regard porté sur le monde qui naît d'une sensibilité, de connaissances écrites, et dans lequel d'autres peuvent se reconnaître : une culture. Dans une conférence de 1942 sur la situation des « Ex » (les anciens militants des partis communistes) Ignazio Silone parlait de cette « espèce particulière », cette « catégorie à part » : « Ce qui les unit, pour parler plus franchement, ce qui nous unit, ce n'est ni

**HUGO PRATT**  
La mémoire de Corto Maltese  
Notte dans le désert éthiopien

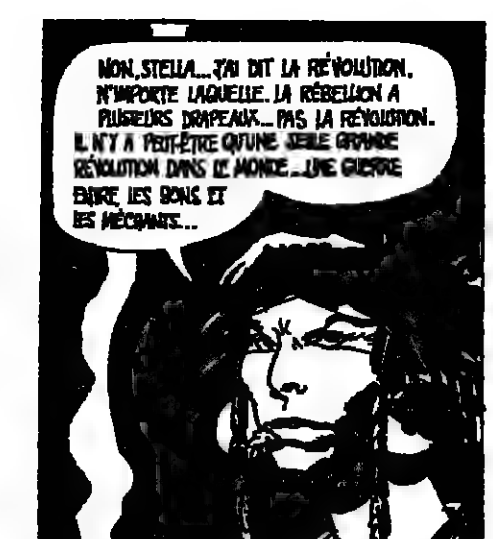
Corto Maltese apparaît pour la première fois en 1967 dans la Ballade de la mer salée, une longue aventure sur l'océan Pacifique troublée par les lointains échos de la première guerre mondiale. Mais c'est à partir de 1970, dans une succession de courtes histoires très denses, qu'Hugo Pratt construit la biographie de ce héros cosmopolite. Dans une discussion sur la révolte des colonisés contre les puissances, Cash, le guerrier d'Abyssinie, évoque la fin de son ami Corto Maltese en Espagne. (Ed. Casterman.)



le pays d'origine, ni la langue, ni la religion, ni même, désormais, un idéal politique identique, mais une expérience commune (20). » Les dessinateurs italiens sont les héritiers de cette génération.

Valentina, jeune femme moderne, lit *Le Manifeste* et cite Mao Tse-toung : « Le vent d'Est l'emporte sur le vent d'Ouest » ; elle lit Camus, Joyce et Calvino, *Moby Dick*, *Justine* de Sade et *Frankenstein* de Mary Shelley, *L'État et la Révolution*, la *Révolution trahie*. Elle aime G.W. Pabst et se coupe les cheveux comme Louise Brooks. Valentina a été créée par Guido Crepax en 1966. Elle vit dans l'insouciance d'une génération à l'illusion lyrique, et qui n'a reculé que sous les assauts conjugués d'un terrorisme dit de gauche mal éduqué et d'une politique mafieuse à la mode P 2, qui manipule les grands attentats, de Piazza Fontana à la gare de Bologna, et même l'Italie aux années de plomb, celle que décrit Vittorio Giardino dans les *Enquêtes de Sam Pezzo* : « J'ai souvent l'impression que nous vivons actuellement une période de décadence, un retour à l'obscurantisme », dit Crepax (21). Chez Giardino, le passé est une autre manière de parler du présent : « Je n'ai situé mes récits dans l'avant-guerre que pour mieux parler du monde d'aujourd'hui. Maintenant comme alors, j'observe une certaine exacerbation des antagonismes idéologiques (22). » Une forme d'engagement exempté des pesanteurs populistes, telle est peut-être la marque de la bande dessinée italienne contemporaine (23).

Italo Calvino, dans son premier roman, mettait en scène Loup Rouge, le parisien intrépide qui portait une étoile sur la casquette et détestait les fascistes. « Loup Rouge », écrivait Calvino, appartenait à cette



génération qui s'est instruite avec les albums en couleurs de bandes dessinées d'aventure : seulement, lui, il a pris tout cela au sérieux et, jusqu'à présent, la vie ne lui a point infligé de démenti (24). » Et voilà que les auteurs de bandes dessinées prennent le virage du sérieux...

**PHILIPPE VIDELIER**

(12) Leonardo Sciascia, *Les Ombres de Sicile*, Folio, Paris, 1985.  
(13) Vittorio Giardino, *La Porte d'Orient*, Glénat, Grenoble, 1986.  
(14) Vittorio Giardino, *Rhapsodie hongroise*, Glénat, Grenoble, 1986.  
(15) *Les Cahiers de la bande dessinée*, n° 71, 1986.  
(16) *Les Cahiers de la bande dessinée*, n° 32, 1977.  
(17) Boris Piniak, *Conte de la lune non éteinte*, Champ Libre, Paris, 1972.  
(18) Cf note 1.  
(19) Gianni Brunozzi, *Il mito Giardino*, Edizioni Scip, Naples, 1986.  
(20) Cf note 9.  
(21) *Les Cahiers de la bande dessinée*, n° 52, 1982.  
(22) Cf note 15.  
(23) La traduction française du texte n'est pas toujours à la hauteur. Elle peut même être exécrable (en particulier dans la série de « Jan Karta »). Par exemple Muzich se dit en Italie « Monaco », on a droit au « patch de Monaco » de 1923 (Weimar) ou à la « Conférence de Monaco » de 1938 (la Porte d'Orient) ! Les éditeurs, peut-être à cause du statut « d'art mineur » de la bande dessinée, sont loin d'apporter tout le soin nécessaire à la qualité du produit : textes maladroits, relieurs défectueux...  
(24) Italo Calvino, *Le Sentier des nids d'araignées*, UGE, coll. « 10-18 », Paris, 1983.

OUBLIER HOLLYWOOD

Des films qui réinventent le cinéma

LE cinéma, faut-il le rappeler, va mal, et la baisse de la fréquentation des salles, en France surtout, s'accroît. A cela vient s'ajouter une crise évidente de créativité se traduisant par la multiplication de films mineurs, reposant sur des scénarios affligeants, mal dialogués, à la mise en scène souvent bâclée.

Dans ce désert, cependant, et au hasard de récents festivals (dont celui de Cannes, toutes sections confondues), on a pu voir émerger quelques œuvres qui franchissent sur la médiocrité générale par le sérieux de leur sujet, la qualité de leur réalisation et l'importance de leur rapport au réel et à l'histoire.

Par LOUIS MARCORELLES

Est-ce un hasard ? Au lendemain du procès Barbie et après l'essor en France du phénomène Le Pen, trois œuvres de qualité, longuement mûries, portent d'une vision critique de l'histoire, surprenant par leur acuité politique. Par ordre alphabétique : *Hanussen*, d'Istvan Szabo (Hongrie-Allemagne fédérale), *Hôtel Terminus*, de Marcel Ophüls (États-Unis), *Welcome to Germany*, de Thomas Brasch (Allemagne fédérale).

Après *Mephisto* et *Colonel Redl*, Istvan Szabo démonte à nouveau les mécanismes complexes par lesquels une société part à la dérive et des individus sont broyés. Klaus-Maria Brandauer, acteur inséparable des films de Szabo, incarne un de ces êtres diaboliques qui ont cru pouvoir passer avec le diable, garder leur innocence intacte face à la corruption ambiante. Malgré ses dons de voyance, le héros laisse se

reformer sur lui le piège nazi quand il prédit la victoire électorale de Hitler en 1933, et un peu plus tard l'incendie du Reichstag.

Marcel Ophüls, avec encore plus de rigueur que dans *Le Chagrin et la Pitié*, trace avec les seuls atouts du documentaire une fresque inégale à ce jour sur l'« installation du poison nazi dans les âmes ». Cela aurait pu s'appeler : « Comment devient-on Klaus Barbie ? », ou peut-on, chacun d'entre nous, devenir un Klaus Barbie ? Ophüls saute le temps et l'espace, mélange passé, présent et avenir, nous interroge sur le sens que nous voulons donner à nos existences. Libéral de choc, à l'anglo-saxonne, il met à nu toutes les complaisances, toutes les turpitudes.

*Welcome to Germany*, œuvre d'un citoyen de la RDA, réfugié à Berlin-Ouest, étudie en une fiction diabolique

le rapport permanent attraction-répulsion entre juifs et Allemands.

Est-ce un hasard si ces trois auteurs ont vécu dans leur chair, parfois chez leurs proches, la condition réservée aux juifs par l'idéologie national-socialiste, s'ils se sentent d'autant plus fondés à interpeller l'humanité entière, sans déclamation, sans pathos, à cerner l'injustice faite à l'homme par l'homme dans ses replis les plus secrets ? Autre preuve de santé cinématographique, d'éveil à d'autres misères, la présence étonnante de l'Afrique (mais pas le Maghreb, visiblement en crise) à l'heure où tous les signes concourent pour nous faire croire à son effacement. Mais une Afrique perçue à travers des sensibilités blanches, et là il faut s'attarder une seconde et sur *Un monde à part*, de Chris Menges (Grande-Bretagne), et sur *Chocolat*, de Claire Denis (France). Le premier situé en 1963, mais aisément replacé par notre imagination dans le contexte actuel de l'apartheid en Afrique du Sud, le second, au contraire, accentuant le recul dans le temps, ici le Cameroun à la fin des années 40, l'un et l'autre recroquant la vision d'une fillette confrontée à une évolution sociopolitique qu'elle a quelque peine à saisir. Chris Menges, adaptant une histoire écrite par sa scénariste, la fillette du film, identifie totalement le spectateur au changement inévitable. Claire Denis, qui fut la fillette de *Chocolat*, accentue le malaise, déplace la prise de conscience en mauvaise conscience.

Et puis, *mezza voce*, des Africains nous parlent directement, avec les moyens du bord : *Tabataba*, de Raymond Rajaonarivelo (Madagascar),

*Testament*, de John Akomfrah (Ghana). Aux aussi remontent le cours du temps, mais avec des engagements très différents. Pour le cinéaste malgache, il faut redécouvrir la réalité telle qu'elle fut vécue à la fin de la guerre, en 1945, quand on espérait, avec l'aide hypothétique des Américains, la fin de la colonisation française.

*Tabataba* (qu'il faudrait traduire par « rumeurs ») analyse avec délicatesse, sans sectarisme, l'impact de l'histoire mondiale sur un petit village de la brousse vivant au jour le jour son oppression. *Testament*, gauche au possible, mais ému, participe d'une haute ambition : retrouver les origines de l'indépendance africaine, essayer d'analyser les erreurs commises, découvrir de nouvelles raisons d'espérer. L'histoire s'écrit en permanence.

Deux films immenses, l'un en mineur, l'autre en majeur, nous content l'Amérique, dite latine, hier et aujourd'hui : *El Dorado*, de Carlos Saura (Espagne), et *Le Sud*, de Fernando Solanas (Argentine). *El Dorado* relève de la catégorie des superproductions, mais avec une maîtrise totale de l'enjeu historique que représente un tel sujet. Pour la première fois, la conquête du Nouveau Monde n'est plus une simple partie de plaisir, mais la confrontation d'ambitions et d'appétits politiques sans grand rapport avec les intentions très « catholiques » proclamées au départ. Pour la première fois, le conquérant ose se poser des questions.

*Le Sud* est tout simplement bouleversant, même s'il est visiblement passé au-dessus de la tête de certains spectateurs. L'auteur de *L'Heure des brasi-*

décoré le retour à la liberté d'un pays juste sorti de l'horreur absolue. Mélangant les tons, Fernando Solanas réussit le miracle de dire à la fois la tendresse de ceux qui s'aiment et la détresse d'une société dont les valeurs ont été bouleversées, où tout est à reconstruire. Le tango, déchirant, pathétique, sert de toile de fond et d'accompagnement à ce qui reste la préoccupation première du cinéaste : exalter la grande patrie latino-américaine, et d'abord sa patrie, l'Argentine.

Fernando Solanas fut, avec son camarade Octavio Getino, le défenseur d'une troisième voie pour le cinéma. Cette fois, il défie son œuvre à Glauber Rocha, le grand cinéaste brésilien disparu. La communauté de préoccupations est évidente : réinventer le cinéma, faire fi des modèles étrangers, être d'abord soi-même.

Édité par la SARI le Monde  
Gérant : André FONTAINE,  
directeur de la publication.  
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie  
du « Monde »  
7, rue des Italiens  
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 438  
ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modifications de service, demandes de  
rassort ou autre, utiliser notre numéro de  
téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

- 1938, presque tous les vœux révolutionnaires du pays, et fut...  
(1) Hugo Pratt, *La Maison d'été de Soudan*, Jullien, Tournai, 1986.  
(2) Italo Calvino, *La Machine à vapeur*, Jullien, Tournai, 1984.  
(3) Guido Crepax, *Valentina assassine*, Jullien, Tournai, 1986.  
(4) *Dedicated to Corto Maltese*, Kesseling, Lausanne, 1985.  
(5) Guido Crepax, *Journal de Valentina*, Jullien, Tournai, 1985.  
(6) Cf note 1.  
(7) Edward Hall Carr, *La Révolution russe*, Jullien, Tournai, 1969.  
(8) *Bureaux Sovétiques*, Seizelle, Éditions Glénat, Paris, 1981.  
(9) Ignazio Silone, *Sortie de secours*, Jullien, Tournai, 1986.  
(10) Cf note 1.  
(11) Pietro Nenni, *La Guerre d'Espagne*, Jullien, Tournai, 1958.



## CES JOURNALISTES QU'ON ASSASSINE...

## Le Type

Une nouvelle de Mempo Giardinelli

A Osvaldo Soriano, qui aime sa solitude

DÈS qu'il sortit du Café de Paris et sentit le froid de la nuit lui fouetter le visage, il sut que le type serait là, à l'attendre, posté près de la bouche de métro, parce qu'il l'avait suivi depuis qu'il était sorti du journal, bien des heures auparavant. C'était un homme grand, de large carrure et un de ces visages apparemment fabriqués en série dans le but de passer inaperçus, mais qu'une expression de dévouement, d'accomplissement et de cruauté rendait uniques dans leur manière de susciter la peur. Il flottait dans un pardessus noir qui lui couvrait les jambes presque jusqu'aux chevilles et, bien qu'il fit semblant de regarder une vitrine, il était aussi discret qu'un éléphant se promenant autour de l'Obélisque.

La rue Corrientes, qui ne dort jamais, se mourait de sommeil ce lundi-là, à quatre heures du matin. Quand il reconstruit le type, il se contenta de hauser les épaules avec une désinvolture insolite et se mit à marcher en pensant qu'il avait beaucoup bu, merde, j'ai mélangé du vin, du café et du whisky et maintenant j'ai l'estomac tout barbouillé, et en plus cette saloperie d'ulcère. Cela faisait huit heures qu'il déambulait sous ce froid de tous les diables et il savait qu'il avait presque atteint la limite de ses forces; malgré sa jeunesse, sa résistance physique s'était peu à peu dégonflée comme un vieux ballon. Et peut-être était-ce là le pire: il venait d'avoir trente ans, avait perdu la moitié de ses cheveux, mentait en moyenne deux heures à trouver le sommeil et en avait marre du journalisme, de ses rares amis de la nuit, de sa propre médiocrité et de se considérer toujours comme un étranger, et un étranger qui semblait de jour en jour plus triste et insupportable.

Cet article l'avait mis dans de beaux draps. Personne ne l'avait obligé à le signer sinon ce désir quelque peu voluptueux de fustiger un personnage important, même s'il était conscient de l'absurdité et de la disproportion des risques encourus alors qu'il travaillait pour un journal qui ne lui assurait qu'un salaire de survie. Mais les choses étaient ainsi faites; et le résultat avait été ce coup de téléphone, à midi, lui annonçant que ça lui coûterait cher. De sorte qu'il savait mieux que personne quels dangers le guettaient. On ne joue pas avec certains personnages, et lui, néanmoins, avait dit des choses très graves, des accusations pleines de venin, mon vieux, oui, je sais bien, mais tout est vrai puisque j'ai fait une enquête d'une semaine sur cette affaire, comme il l'avait expliqué au directeur qui souriait en l'écoutant comme une pute ravie, et il faut donc dire tout ça, il faut le dire, nous ne pouvons pas nous taire, puis le conseiller juridique, consulté, lui avait donné le feu vert, fonce mec, seize feuillets, en dernière page, et il avait écrit tout ce qu'il savait pour l'édition du matin, et à midi le directeur avait été convoqué au ministère où il s'était rendu, tu l'aurais vu, avec une tête de pute ensommeillée, tandis que, lui, était menacé par cette voix froide, rauque qui semblait venir de si près qu'il n'avait même pas eu peur, il avait simplement reposé le téléphone et était allé prendre un café, seul, sans dire un mot à personne.

C'est en dinant qu'il remarqua le type pour la première fois, tiens, se dit-il, je connais cette tête, il faillit le saluer et comprit alors pourquoi il ressentait cette impression de familiarité: il l'avait vu au café et à la porte du journal, comme il le verrait ensuite au comptoir du Café de Paris, à la bouche de métro et, maintenant, derrière lui indiscutablement, marchant dans la rue Corrientes, tandis qu'il évoquait dans sa mémoire le long chapelet d'articles dangereux, engagés, articles qu'il avait rédigés avec plaisir et rage, avec indifférence à l'égard de tout, et avec cette sorte d'insouciance intérieure qu'il avait toujours eue, et que certains de ses amis admiraient parce qu'elle lui conférait un label de dur, mais jamais il n'avait écrit un article aussi vache que celui-là, non, je le jure, aucun n'avait jamais été aussi chargé de vitriol.

Il marcha lentement, dessinant des formes sur les dalles, se dandinant à peine, tout en pensant qu'il lui restait encore une vingtaine de pâtés de maisons avant d'arriver chez lui. Il savait que son temps était limité, peut-être le compte à rebours avait-il déjà commencé: pourtant en dépit de tout ce qu'il avait bu, il gardait sa lucidité, à cause, peut-être, de son caractère, car c'était un dur, en effet, et il s'en vantait, et il devait donc se montrer capable d'affronter ce danger suprême, sans craindre de ne pas être à la hauteur des circonstances et sans trop s'inquiéter des raisons pour lesquelles le type le suivait. En fin de compte, mourir d'une balle bien tirée pouvait équivaloir à un accouchement réussi, sauf qu'au lieu du vagissement du bébé il y aurait un arrêt de cœur, aussi désirait-il, c'était le moins, que le type sache viser.

Il pensa, en faisant une grimace qui pouvait passer pour un sourire amer, qu'il y aurait un anarchiste de moins sur terre. Non pas parce qu'il l'était, mais parce qu'il se fichait comme de l'an quarante de ce qui allait se passer dans le pays et dans le monde, et il ne croyait, à sa manière, qu'en un hypothétique et lointain ordre naturel, qu'il n'arrivait même pas à imaginer jusqu'au bout. Il était un témoin critique du désordre gouvernemental qui ne perdait aucune occasion de fustiger ses mandataires, rien de plus, une sorte de terroriste solitaire, redresseur de torts et qui ne faisait pas dans la dentelle, tout en ayant dans

l'intimité cessé depuis fort longtemps de s'intéresser à l'excitation intellectuelle qui consiste à vouloir refaire le monde en discutant dans les cafés. Son répertoire n'incluait plus que des plaisirs très bourgeois: fumer deux paquets de cigarettes par jour, boire n'importe quel breuvage qui contienne de l'alcool et admirer, résigné, ces troupeaux de femmes blondes, grandes et minces, qui se promènent seules dans Buenos-Aires avec une liberté insolente. Rien d'autre ne l'intéressait. D'une certaine façon, il se considérait comme un intrus parmi les êtres humains, un sujet ayant perdu la capacité de s'intéresser à quoi que ce soit, voire à lui-même.

C'était peut-être pour cela qu'il ne s'inquiétait guère d'être effacement suivi par le type un demi-pâté de maisons plus bas. Il estima que tout peut-être venait de son imagination, ou de sa peur mais il se souvint du coup de téléphone de midi et des deux fois où il avait échangé des regards avec le type et il fut alors convaincu que ces yeux froids, aux aguets et méprisants, qui n'avaient pas même l'air d'être de criminel, n'étaient pas le fruit de son imagination. Il était évident que le type attendait son arrivée chez lui pour passer à l'action. Il supposait qu'on avait dû bien le payer et qu'en échange on exigeait de lui un bon travail. Il tourna dans la rue Cordoba tout en songeant qu'au journal on mettrait une fleur dans un vase, sur son bureau, jusqu'à ce qu'elle se fane (ou qu'un nouveau rédacteur vienne occuper le poste vacant); dans la sixième édition, ou



publierait un article sur le crime, un éditorial «condamnant cet acte de vandalisme» et, dans un petit encadré, sa nécro rédigée par l'un de ses collègues. Il se demanda qui pourrait bien écrire deux lignes sur sa personnalité; ils en viendraient, en amateurs, dans le flou artistique, à aligner des clichés: c'était un grand professionnel qui avait su gagner l'affection de tous ceux qui l'avaient connu et approché, des mensonges, ils le hisseraient au rang des brillants rédacteurs, mensonges, un chroniqueur de talent et une victime courageuse parce que sa plume authentique ignorait la soumission et la direction de ce journal s'engageait dans la mesure de ses possibilités à faire toute la lumière sur ce crime, mensonges, lieux communs, fadeuses, stupidités que rédigerait le abire de service à la place du directeur ou le directeur lui-même, qui afficherait pendant une semaine un visage de pute affligée et solitaire, évoquant sa mort avec une solennité masquant son incompetence, et peut-être même glisserait-il la thèse psychologique subtile que cela avait été une sorte de suicide car - écrivait-il - les questions s'accroissent à l'infini: pourquoi n'avait-il pas prévenu ses camarades de la rédaction? Pourquoi n'avait-il opposé aucune résistance? Pourquoi, en arrivant à se demander l'hypocrisie, avait-il osé toucher à des intérêts intouchables connaissant les risques qu'un tel comportement entraînerait?

Le plus beau, c'est, qu'en effet, il avait souvent pensé à se suicider, idée qu'il avait toujours écartée à cause de son mauvais goût, de sa ringardise et de sa lâcheté. Surtout, de sa lâcheté, car il admirait les braves, par exemple Misterix, merde, Misterix il en avait! Il n'avait jamais raconté un seul numéro durant toute son enfance; il avait rejeté toute idée de suicide quand elle avait pu se présenter; il ne comprenait pas comment un homme peut s'ôter la vie. A partir du moment où l'on peut laisser la vie vous pousser en avant, inutile de résister, elle seule se charge un jour de vous suicider. Entre la mort naturelle et le suicide, il n'y a qu'une différence d'étymologie, tout compte fait la mort est un événement ordinaire. Et ce sont des mensonges que l'on raconte sur la solitude, les grandes déprimées; il y a là l'exemple de Philip Marlowe, personne au monde n'est plus solitaire que Marlowe; aurait-il recours au suicide, lui? Absolument pas, quelle blague, jamais il ne ferait ça, la solitude c'est aussi en avoir ou pas, et même l'homme le moins soucieux de son propre sort n'a aucune raison de se suicider.

Le type le suivait, là, derrière lui, ça c'était la réalité. A chacun de ses pas, un pas du type. S'il accélérât, le type accélérerait. S'il s'arrêtait devant une vitrine, le type regardait celle qui se trouvait trente mètres plus bas. Impossible de dire le contraire, il travaillait en conscience, sans trop se cacher, avec une légère désinvolture, comme quelqu'un qui sait ce qu'il fait et se donne pas qu'il atteigne l'objectif défini, avec une efficacité étonnante, pas la peine de courir, pas la peine de résister et, après tout, pourquoi chercher à modifier un destin inéluctable; aussi proche que fut la mort, il décida de ne rien changer à ses habitudes. Il allait refaire le trajet de tous les matins, ouvrir la porte avec la prudence de toujours, monter les escaliers avec les pauses qu'exigeaient son mal au cou et si le type voulait le suivre, alors en avant, s'il préférait le tuer ici même,

en coin des rues Agüero et Cordoba, ou sur le seuil même de son immeuble, c'était son affaire; en aucun cas il ne céderait au sentimentalisme de cette nuit qui était probablement sa dernière. Il était triste, certes, mais pour sa dernière nuit il ne voyait pas pourquoi changer quoi que ce soit. Il était déjà presque arrivé: quelques mètres de plus et il laisserait la rue Cordoba pour s'engager dans la rue Mario-Bravo et refaire ces quatre pâtés de maisons lugubres, et où seul un monstre faisait défaut pour qu'il ait l'air de sortir du cerveau du docteur Jekyll. Et le type suivait, calculant que peut-être on lui paierait le double pour la qualité du travail, sans se presser, comme convenait que, paradoxalement, il était son complice et non sa victime, parce qu'il lui facilitait la besogne et ne s'enfuyait pas, ne réclamait aucune aide, ne tentait aucun coup bas, était prêt à mourir en noblesse. Il se demanda si le type appréciait son attitude à sa juste valeur, s'il avait pensé combien il aurait été odieux d'avoir à le poursuivre, tirer à distance sur une cible mobile, puis risquer de se perdre, devoir éviter la police et se cacher dans un repaire. Non, il jouait franchement le jeu, tout était clair et net: il avait écrit un texte véneux contre un personnage important, ce même personnage avait chargé le type de l'éliminer, et le type allait lui tirer une balle qui entrerait d'un côté ou de l'autre et se logerait, chaude, précise, dans son corps au moment où il tomberait de tout son long. Il devait donc laisser tout se dérouler selon la simplicité de ce plan, pour que le type exécute sa besogne en accord avec ce qui avait été prévu, touche son salaire et oublie l'affaire.

Il parcourut le dernier pâté sans que son poulx batte plus vite, indifférent à ce qu'il éprouvait, sans regarder derrière lui, parce qu'il n'était pas question non plus d'inviter le type à le tuer sur-le-champ. Il était supposé connaître son travail, comme lui connaissait ses habitudes; à chacun de jouer correctement son rôle.

Il ouvrit la porte, entra, la ferma et s'arrêta pour écouter les bruits de la rue. Il traversa l'entrée et

commença à monter les escaliers, tout en se demandant pourquoi il n'avait pas encore tiré, bon, se dit-il, il doit avoir ses raisons, ce n'est pas mon boulot de les deviner. Il mit la clé dans la serrure, ouvrit, alluma la lumière et regarda le désordre de son appartement, son cher désordre qui allait rester tout seul, pensa-t-il, mais il saurait bien se débrouiller et il se sentit alors excité, nerveux tout à coup, mal à l'aise comme un hippy en habits du dimanche. Il se dirigea vers le frigo, prit une canette de bière et but un long trait, presque la moitié, sentant ses tripes se glacer, quelle ironie, pensa-t-il, c'est la nuit la plus froide de l'hiver, j'ai une bière glacée à la main et on va me brûler la cervelle, me griller à coups de feu.

Il se dirigea vers la chambre à coucher, se déshabilla à contrecoeur, éparpillant ses vêtements sur le sol, et il remarqua, au moment précis où il entendit des pas dans les escaliers que son slip avait un élastique cassé. Il alluma une cigarette, forcément en tremblant, et toussa deux fois sans raison. Puis la sonnerie de la porte retentit.

La moindre intention, il fit une grimace, avala la canette de bière et s'achemina vers la porte. Il ouvrit. La première chose qu'il vit, ce fut le pistolet avec un silencieux. Ce fut aussi la dernière.

(Traduit de l'espagnol par André Gabaude.)

## DE 1983 A 1987

## 110 tués

Ces cinq dernières années, 110 journalistes ont été tués et 659 enlevés («disparus») ou emprisonnés à travers le monde en raison, le plus souvent, de leurs écrits (1). Les pays les plus dangereux pour l'exercice du droit à l'information sont la Colombie et le Mexique.

En Colombie, depuis 1977, 25 journalistes ont été assassinés. Et plus de 30 au Mexique depuis 1971. Ces meurtres sont souvent commandités par des trafiquants de drogue qui corrompent les juges, les enquêteurs et la police. Les autorités laissent faire, et les enquêtes, en particulier au Mexique, n'aboutissent jamais. Une seule exception: l'assassin de notre ami Ivan Menéndez (2) - qui dirigeait l'édition mexicaine du *Monde diplomatique* et fut retrouvé mort, bâillonné et ligoté dans le coffre de sa voiture le 5 novembre 1986 - a récemment été condamné à quarante ans de prison (3).

(1) Source: «Attack on the Press», Rapport publié par le Comité pour la Protection des Journalistes, New-York, 1988. Lire aussi: le dossier «Information et droits de l'homme» in *la Chronique d'Amnesty International*, n° 19, Paris, juin 1988.

(2) Un ouvrage posthume d'Ivan Menéndez - écrit en collaboration avec son père Antonio Menéndez - vient de paraître: *Del Pasamundo Especial de México*, Grijalbo, Mexico, 1988, 304 pages.

(3) Cf. Claude Julien, «Assassinat», *le Monde diplomatique*, décembre 1986, et *le Monde diplomatique*, avril 1988.

## NOTRE SIÈCLE

## Cen

Le gé

GEORGES

L'Écrivain, s'il est, par son œuvre, un homme de son temps, il est aussi, par son œuvre, un homme de son siècle. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.

Le siècle, en effet, a été, plus que jamais, un siècle de l'Écrivain. C'est pourquoi, dans ce siècle, l'Écrivain a été, plus que jamais, un homme de son temps, un homme de son siècle.



# Cent ans de tohu-bohu

## Une leçon de méthode et d'optimisme

*Dans les revues...*

événements au passé et des fins futures en progressive émergence. » Rejetant à la fois la théologie et le récit littéraire, l'histoire ne peut être écrite que par ceux qui tentent de décoder, au travers des multiples changements, la direction qu'elle suit.

(1) *Qu'est-ce que l'histoire ?*, E. H. Carr, La Découverte, collection « Armillaire », Paris, 1983, 233 pages, 120 F.

**CHADLI**

avec la France, paix au Moyen-Orient, l'indépendance des thèmes et bien d'autres sont développés par une interview exclusive à Paul Balta.

**TIQUE :**  
**UR CAUCASIEN** Elle peut faire  
l'Asie centrale musulmane. Une enquête

## KANAAN

## 4. LE VIZIR

**REB :**

## ES A LA UNE

épo de juillet-août d'Arabie  
onde arabe et de la francophonie.  
n kiosques et en librairies.  
• 300 FF • 250 FF érudits

**Jouffroy, 75017 Paris**

\_\_\_\_\_

---

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

*Traduit de l'espagnol par André Gide*

**Arabies**  
DU MONDE ARABE ET DE LA FRANCOPHONIE  
E MENSUEL

**Dans le numéro de juillet-août d'Arabie  
le mensuel du monde arabe et de la francophonie.**  
En vente en kiosques et en librairies.  
Abonnement : 300 FF ; 250 FF étudiant.  
78, rue Jouffroy, 75017 Paris











## VINGT ANS APRÈS, AUX ÉTATS-UNIS

## La résurgence des valeurs de 1968

Par NORMAN BIRNBAUM \*

AUX États-Unis, 1968 fut l'année de l'assassinat de Martin Luther King et de Robert Kennedy, d'émeutes de Noirs sur tout le territoire, d'une révolte étudiante majeure à l'université Columbia de New-York, de la chaotique convention démocrate de Chicago et des troubles qui s'ensuivirent en raison de l'attitude de la police. Elle se termina avec l'élection de M. Richard Nixon.

Les adversaires des mouvements sociaux américains des années 60 affirment que l'élection de M. Nixon et les victoires républicaines lors de trois des quatre consultations présidentielles suivantes ont prouvé combien était erronée la perception par les soixante-huitards de ce qu'il était possible historiquement de réaliser aux États-Unis. Une majorité d'Américains, disent-ils, soutenaient les valeurs traditionnelles de l'Eglise, de la famille et de l'école; épousaient la cause d'un rôle impérial pour la nation; s'identifiaient avec le capitalisme; éprouvaient de la répulsion pour les militants noirs, les féministes bruyantes et les étudiants contestataires. Les Américains ne ressentaient pas le besoin d'une nouvelle révolution, fort satisfaits qu'ils étaient des bienfaits de la première. Dans ces conditions, le triomphe du réaganisme n'a pas été une contre-révolution: les mouvements des années 60 relevaient d'un vaste fantasme exprimé par des chefs auto-grisés et auto-promus; leur chute fut plus rapide encore que leur vertigineuse ascension.

## Les exigences des Noirs

M. REAGAN, qui, gouverneur de Californie, avait réprimé l'action étudiante au moyen de jets de gaz à partir d'hélicoptères et d'arrestations aussi massives que brutales, voulait le retour à l'ordre. Un ordre qui ne fut, en fait, jamais sérieusement ébranlé.

Cette vision fortement condensée de l'histoire récente renferme une contradiction de taille. Si les mouvements des années 60 étaient à ce point faibles, comment expliquer l'extraordinaire dépense d'énergie intellectuelle et de volonté politique (sans parler de la sévère répression) mise en œuvre afin de les vaincre? Il est vrai que ces mouvements enflammèrent ces combustibles que l'Amérique porte en elle, ces grandes réserves d'agressivité et de violence, incendie qui effraya des millions de citoyens avant tout désireux de tranquillité.

\* Professeur à l'université Georgetown; auteur d'un livre à paraître: *The Radical Revival. The Politics of Ideas in Modern America*, Pantheon, New-York.

De quoi s'agissait-il? Essentiellement de mouvements divers qui furent brièvement unifiés dans le vaste courant d'une contestation sociale et culturelle. Les années 60 virent d'abord naître les exigences des Noirs en faveur de la déségrégation et du droit de vote dans le Sud, qui débouchèrent rapidement sur une campagne pour un vie décente dans les ghettos du Nord. Les Hispaniques suivirent l'exemple des Noirs, puis vint le tour des descendants des Américains originels, les Indiens.

Les étudiants blancs, poussés en conscience à se joindre aux Noirs, lancèrent vite leur propre campagne: une attaque contre la hiérarchie et contre le conformisme dans les universités et les collèges. Ce mouvement se transforma en un assaut généralisé contre l'autorité bureaucratique et technocratique. Quant au mouvement des femmes - qui réapparaît périodiquement dans le paysage social américain de ce siècle, - il prit un tour nouveau: l'égalité signifiait la fin d'un patriarcat envahissant.

## Une nouvelle sensibilité

«*FAITES l'amour, pas la guerre*»: ce slogan des manifestants hostiles à la guerre au Vietnam exprimait un autre thème des années 60: le puritanisme débilant (mais dénué de la passion qui habitait les puritains) de la culture américaine était rejeté au profit d'une nouvelle sensibilité faite de sensualité - mais qui, hélas!, n'excluait pas l'usage de la drogue.

La lutte contre la guerre au Vietnam unifia tous ces courants et les mit en relation avec d'importants secteurs de l'Eglise catholique post-conciliaire, avec les protestants libéraux et les éléments les plus ouverts de l'appareil impérial lui-même. Cette guerre n'était pas considérée comme une « erreur » tactique ou stratégique. Elle était analysée comme un produit inévitable de ces composantes de l'histoire américaine que les mouvements se proposaient de vaincre: la foi ethnocentrique en une mission blanche et protestante de sauver le monde, l'expansionnisme impérial, le racisme. De plus, la guerre était dirigée - symbiose de l'université et de l'empire - par des professeurs de Harvard placés en position de combat dans l'administration. Pour l'intelligentsia critique, la preuve était faite que la raison éclairée avait capitulé face au carriérisme immoral et à la technique dépourvue d'âme.

Où en est-on vingt ans après? L'émergence de M. Jesse Jackson en tant que dirigeant d'envergure nationale montre le chemin parcouru par les Noirs. Le Sud en a terminé avec la ségrégation, et les Noirs usent fréquemment de leur pouvoir électoral. Dans le Nord, il est vrai, la moitié des Noirs sont englués dans une pauvreté sans espoir - et ils ne sont pas les seuls dans ce cas (1). La campagne de M. Jackson contre « la violence économique » des grandes entreprises et en faveur d'investissements accrus dans les infrastructures sociales (éducation, santé, logement) reprend en fait des thèmes qui sont moins ceux des années 60 que ceux des années 30, du New Deal et de la mobilisation populaire poussant à ces réformes. Les mouvements des années 60 ont cependant fourni nombre de thèmes - et de dirigeants - de sa campagne et alimentent de plus en plus le programme d'une nation qui en a assez du réaganisme.

Dans le domaine des valeurs nationales, les attaques des traditionalistes enragés ont été repoussées. Le pays n'a pas perdu son sens de l'humour. Il est difficile de prendre trop au sérieux une croisade pour la restauration des valeurs de la religion, de la famille et du travail menée par un président divorcé qui ne voit pas ses petits-enfants, ne fréquente pas l'Eglise, dont les amis sont de riches sybarites et qui ne se dépense guère au bureau. Le fait essentiel est que notre diversité est suffisamment grande pour que ce qui était naguère appelé la « contre-culture » ait pu devenir un facteur central de notre culture nationale contemporaine.

## Contrôler l'économie

DES problèmes tels que la garde des enfants de mères au travail, l'égalité des salaires, la promotion, font désormais partie du débat; un triomphe pour les féministes. Au cœur de l'empire, les décisions politiques les plus significatives prises ces huit dernières années furent dictées par la désintégration du consensus impérial. Les partisans de M. Reagan ont expliqué qu'ils ne pouvaient décréter la conscription parce qu'elle provoquerait l'« agitation sociale » et ils se sont manifestement abstenus d'envahir Cuba et le Nicaragua. Les négociations de M. Reagan avec M. Gorbatchev montrent qu'il existe un accord sur la nécessité d'un contrôle des armements en particulier, et de la détente en général. La baisse du niveau de vie, l'appauvrissement des prestations dans les domaines sanitaire et social ont montré que les États-Unis inves-



« Arrêtez la guerre au Vietnam », par J. Ragotz (1978).

tissent beaucoup trop dans l'armement et trop peu en faveur de l'économie et de l'homme. Notre situation planétaire est en voie de réexamen à la lumière d'une conception de la sécurité nationale très différente de celle qui prévalait aujourd'hui.

Dans les Eglises et les universités, d'autre part, les diplômés des années 60 sont en train de réinterpréter de façon radicale l'histoire et la culture américaines. Les vieux thèmes des progressistes et des partisans de la solidarité se mêlent aux idées nouvelles sur le contrôle de la technologie et la responsabilité planétaire. L'incompétence et la rapacité des élites du monde des affaires ont rendu des dizaines de millions d'Américains réceptifs à l'idée d'un contrôle politique de l'économie. Et la lettre pastorale écrite en 1985 au sujet de l'économie par les évêques catholiques fut rédigée par des théologiens formés dans les années 60.

En bref, les mouvements de cette époque n'ont pas disparu, pas plus qu'ils ne sont passés dans la clandestinité. Ils ont pénétré et modifié de manière décisive les courants majeurs de la vie politique américaine. Ils ont contribué à mettre fin à la guerre du Vietnam, mais furent temporairement rejetés. A leur retraite initiale pourraient maintenant succéder de nouvelles victoires.

(1) Cf. Laura Madow-Armstrong, « Les Noirs américains, la discrimination raciale et la disparité de classes », *Le Monde diplomatique*, juillet 1988.

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

## PAGE 3 :

DÉCHETS TOXIQUES : Le cri d'alarme des pays-poubelles, par Anne Maeschalk et Gérard De Selys.

## PAGES 4 et 5 :

Proche-Orient : L'intransigence s'accroît dans les sociétés israélienne et palestinienne, par Roger Friedland et Richard Hecht. - Territoires occupés : les socialistes français isolés au sein de l'Internationale socialiste, par Jean Ziegler. - La Destruction des juifs d'Europe, de Raul Hilberg, par Jean-Michel Palmier.

## PAGE 6 :

ÉGYPTE : Quand baissent les eaux du Nil, par Habib Ayeh.

## PAGE 7 :

GUERRE ET PAIX EN NAMIBIE, par Monique Mas.

## PAGES 8 et 9 :

Vulnérabilité et isolement croissants du gouvernement indien, par Vijay Singh. - Terreur au Pendjab, par V.S. - Les militaires toujours maîtres du jeu politique au Pakistan, par A. Destarac et M. Levent.

## PAGE 10 :

Mexique : Tardives réformes, suite de l'article d'Ignacio Ramonet.

## PAGE 11 :

Nouvelles offensives contre les Indiens du Brésil, par Denis Ruellan.

## PAGES 12 et 13 :

TCHÉCOSLOVAQUIE : Quand les tanks de la normalisation entraient dans Prague, par Antonín J. Liehm. Union soviétique : Staline, un simple Caligula paranoïaque? par Jean-Jacques Marie. - Dans la presse étrangère : Prisons et sexualité au pays des soviets, par Jean-Marie Chauvier.

## PAGES 14 à 17 :

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE (II) : La justice comme amplificateur des clivages sociaux, par Jean-Paul Jean et François Guichard. - La justice américaine saisie par l'idéologie sécuritaire, par Reed Brody. - Chicago : Minables larcins et procès expéditifs, par Vincente Paredes. Liberté, suite de l'article de Claude Julien.

## PAGES 18 et 19 :

L'identité française entre archaïsme et modernité, par Claude Lévi-Strauss. - Le rock, creuset pour une intégration? par Paul Moreira.

## PAGE 20 :

Suisse : Les tentations européennes, par François Saint-Omer. - Diplomatie et communication, par Denis Halman.

## PAGES 21 à 23 :

ENFANCES SACCAGÉES, par Claire Brisset. - Des millions de jeunes dans la guerre, par Claudine Brelet. - Une main-d'œuvre de plus en plus odieusement exploitée, par Michel Bonnet. - Condamnés à l'exil et aux camps de réfugiés, par Colette Breckman.

## PAGE 24 :

La recherche scientifique, facteur de développement, par Alain Ruellan.

## PAGE 25 :

La difficile conquête des espaces marins, par Monique Chemillier-Gendreau.

## PAGES 26 et 27 :

BANDES DESSINÉES ET ENGAGEMENT POLITIQUE : Aventures individuelles dans l'histoire du siècle, par Philippe Videllier. Des films qui réinventent le cinéma, par Louis Maréchal.

## PAGE 28 :

« Le Type », une nouvelle de Mempo Giardinelli.

## PAGE 29 :

« Notre siècle », de René Rémond, par le général Georges Baïs. - « Qu'est-ce que l'histoire? », de E. H. Carr, par François Dore.

## PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : « Le Long Chemin de la Croix », par Yves Florenne. - « Le pharaon », d'Albert Memmi, par Eglal Errera. - « On frappe à la porte », de Iossif Guerassimov, par Alain Gresh.

Le Monde diplomatique du mois de juillet 1988 a été tiré à 163 000 exemplaires.

Août 1988

POUR

LE

32 pages  
Abonnement : 10 000 F  
Prix de vente : 3 000 F  
Circulation : 100 000  
Langue : français  
Diffusion : par voie postale

AN

Un grand fort dans un dernier pas...  
L'effort entrepris...  
une économie...  
ter ses fruits sans...  
charges militaires...  
une nouvelle appor...  
monétaires dans le...  
ter des engagements...  
excessifs et d'écou...  
et aux technologies...  
l'Occident. L'...  
Gorbatchev de déce...  
les armes nucléaires...  
modeste économise...  
budgetaires franches...  
obstacles que p...  
réduction des arm...  
ques et convention...  
éape cause instabi...  
solution des conflits...  
cuation des troupe...  
d'Afghanistan, ré...  
ces amorcées entre...  
voir, page 4, F...  
Salamatiari, en...  
bodge noir, page...  
Philippe Devillers...  
au Sahara occidental.

Des accidents de...  
toujours possibles, ...  
que l'élimination p...  
tacles ouvre aux pe...

## DANS CE

Les relations...  
nouveau cours, les...  
moment, pour l'É...  
la concertation...  
Mais de quelle Europe...  
dans les années 80...  
alors qu'une amb...  
chez elle la démoc...

## TOUJOURS L'ILLUSION

Faut-il rappeler...  
des démocrates europ...  
page 28) ? Bernard...  
na risque d'importer...  
monie (pages 1, 12...  
nigérianes : « Pour...  
pages 8 et 9).

## L'enquête de

M 2136 - 40  
3792136015